


261

41016

School of Divinity Library
St. Louis, Missouri 63108

BELLARMINE LIBRARY
St. Mary's College
ST. MARYS, KANSAS



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

**Ils ne savent pas
ce qu'ils font**

DU MÊME AUTEUR

Chez le même éditeur :

Ils ne savent pas ce qu'ils disent

JEAN MADIRAN

Ils ne savent pas
ce qu'ils font

School of Divinity Library
St. Louis, Missouri 63103

NOUVELLES ÉDITIONS LATINES

1, Rue Palatine, PARIS-VI^e

107
536
1100
1150

261
838 F

Tous droits réservés pour tous pays

Copyright 1955 by Nouvelles Editions Latines, éditeur, à Paris

AU PETIT RICHE

L'endroit est discret parce qu'il est anonyme. Il y vient quantité de gens pressés, qui expédient un déjeuner rapide avant de retourner à leurs affaires. Il y vient des hommes d'argent, des intermédiaires, des journalistes, des intellectuels de la politique : ce restaurant est bien situé, au coin de la rue Le Pelletier et de la rue Rossini, à mi-chemin entre le siège central du Parti communiste et les bureaux du journal *Le Monde*. Point de cabinets particuliers, qui attireraient l'attention, mais plusieurs salles en enfilade, où l'on pénètre par des portes étroites et presque en chicane. Si une salle est plus petite, c'est par hasard, et par hasard si elle n'a qu'une table pour une demi-douzaine de convives. C'est par hasard aussi qu'un rideau pend à la porte, et quand il n'est pas relevé, on hésite sur le seuil et l'on passe outre, en supposant une entrée « privée ».

A moins d'être familier des lieux, on n'y avance que d'un pas hésitant, on se perd parmi ces salles en tiroirs, on se laisse guider par le premier garçon venu et l'on ne risque pas de déranger les conciliabules qui se tiennent dans les coins. Dans ce caravansérail qui n'a rien à cacher, mais qu'il serait difficile d'inspecter, l'on mena déjeuner l'honorable Nenni lors de son dernier passage à Paris : il y rencontra sans éveiller l'attention les divers auxiliaires du communisme soviétique qu'il avait besoin d'entretenir discrètement. Ce restaurant s'appelle *Au Petit Riche*.

La présente histoire n'est nullement imaginaire, et aucune ressemblance avec des personnages connus et d'ailleurs nommément désignés ne saurait être fortuite. Les déjeuners du mardi au *Petit Riche* constituent un solide chaînon sur lequel on peut tirer : toute la chaîne viendra.

*
* *

Je parle d'un simple fait. Un fait qui n'a en lui-même rien d'extraordinaire, sinon que je suis seul à en parler, et qu'une immense conspiration de machiavélismes, de silences et de lâchetés, voudrait supprimer jusqu'à son existence. Tous les mardis, M. Beuve-Méry, directeur du *Monde*, déjeune avec Mme Sauvageot, principale organisatrice de la presse catholique en France. Cette aimable rencontre à prétexte gastronomique a lieu au *Petit Riche*. Elle y avait lieu, du moins, jusqu'à ce jour de 1954 où je commençai à lui faire quelque publicité. J'ignore si ce déjeuner hebdomadaire, depuis lors, a ou non changé de local ; j'ignore pareillement si M. Beuve-

Méry, qui fut naguère catholique pratiquant, l'est redevenu. Il n'importe. Ce fait, publié par mes soins avec une suffisante insistance, à un moment où il apportait une explication à des mystères qui passionnaient l'opinion, s'est heurté à une fin de non-recevoir générale. L'unanimité politique et religieuse fut complète : intégristes et progressistes, traditionalistes et révolutionnaires, modérés et extrémistes, dans leurs journaux et publications, ont refusé de porter ce fait à la connaissance de leur public.

Il ne s'agit nullement d'un épisode galant du journalisme parisien. Le restaurant *Au Petit Riche* se prête merveilleusement, pour les raisons qui ont été dites, aux conspirations politiques : il n'offrirait aux rencontres sentimentales qu'un cadre rebutant. Au demeurant, je n'ai point dit que Mme Sauvageot et M. Beuve-Méry déjeunaient en tête-à-tête. Ils présidaient toute une tablée de financiers et de théologiens du publicisme catholique. Les déjeuners du mardi étaient des déjeuners d'affaires, réunissant des éditeurs, des hommes d'argent, des journalistes politiques, des docteurs en robe blanche ou noire. Tantôt les uns, tantôt les autres, et d'autres encore, mais toujours M. Beuve-Méry et Mme Sauvageot.

Ce fait n'est d'ailleurs pas isolé. Il en confirme un autre, beaucoup plus ancien, et atteste que celui-là non plus n'a rien perdu de son actualité : M. Beuve-Méry est membre de la « Société des Editions du Temps présent », qui possède la majorité des actions de la *Vie Catholique Illustrée*, dont Mme Sauvageot est la gérante. Ce détail aussi, je l'avais publié en temps opportun. Ainsi se trouvent suffisamment établis les liens personnels, politiques et financiers

existant entre M. Beuve-Méry et Mme Sauvageot ; entre la ligne de conduite du *Monde* et la politique du plus grand trust français de presse catholique.

Le lecteur non averti en est peut-être encore à se demander de quoi je parle : qu'il se rassure, si j'omets les précisions qui seraient superflues ou simplement anecdotiques, je vais apporter toutes celles qui sont nécessaires.

*
**

A l'origine de ce livre, trois personnages sont en scène.

Premièrement Mme Sauvageot d'origine radicale-socialiste, convertie au catholicisme avant la guerre, et aujourd'hui première personnalité financière de la presse catholique. Les entreprises et publications qu'elle contrôle sont les plus importantes soit par leur tirage, soit par leur rôle politique : *La Vie catholique illustrée*, *Radio-Cinéma-Télévision*, *La Quinzaine* et, par ses amis, *L'Actualité religieuse dans le monde*. Elle entretient personnellement et par sa famille, des contacts suivis non seulement avec les milieux politiques du « progressisme », mais encore avec l'état-major du Parti communiste : elle n'a jamais démenti ces contacts dont j'ai fait état publiquement, mais elle préfère que l'on n'en parle point, pour des raisons évidentes. Elle a même redoublé de prudence sur ce terrain et ne s'est plus livrée, dans les derniers mois, aux manifestations politiques un peu trop affichées qu'elle croyait pouvoir se permettre avant de rencontrer de notre côté une opposition catholique déclarée et ajustant ses coups avec précision : elle avait signé une déclaration de chrétiens

progressistes en faveur de l'Appel de Stockholm (*Humanité* du 13 mai 1950) ; elle avait, plus récemment, protesté dans l'*Humanité* du 9 février 1952 contre l'interdiction gouvernementale d'une manifestation communiste. Elle avait été, en 1951, vice-présidente d'un organisme nettement pro-communiste, l'« Association pour la défense de la liberté de la diffusion de la presse ». Ses convictions politiques n'ont pas varié depuis lors, mais sont devenues plus discrètes ; elles n'en inspirent pas moins son action.

Or, Mme Sauvageot est l'administratrice de la « Société des Editions du Temps présent », qui n'édite plus rien et se trouve pratiquement en sommeil, mais qui détient la majorité des actions de la société qui publie *La Vie catholique illustrée*. Personnellement, Mme Sauvageot ne possède que quelques actions de *La Vie catholique* ; ès-qualités de gérante de la première société, elle contrôle cette publication, et pareillement *Radio-Cinéma-Télévision* : ce sont les deux hebdomadaires catholiques les plus puissants, d'ailleurs vendus à l'intérieur des églises, et dont le tirage dépasse 500.000 exemplaires. Conçus comme des magazines, ces deux journaux n'ont guère de contenu idéologique, et il est rare qu'ils donnent un trop visible coup de pouce en faveur du communisme (comme la fameuse étude de la *Vie catholique* sur la « réforme agraire » opérée par le communisme chinois, qui ne contenait que des éloges et pas une critique) ; mais ils ne font rien pour susciter ou encourager un esprit de résistance, ils sont volontairement distraits à l'égard du plus grand péril de notre époque. Dans le combat moral et politique que mène le communisme contre l'Eglise, les deux plus grands

hebdomadaires catholiques français sont pratiquement « neutralisés », au sens militaire du terme, ils n'interviennent pas dans la bataille, ils sont comme s'ils n'existaient pas. La première responsable de cet état de fait est Mme Sauvageot.

Elle a en outre fondé *La Quinzaine*, et en fut gérante dans les débuts. Elle s'en retira officiellement, dès les premières difficultés avec l'autorité religieuse de cette publication qui soutenait ouvertement à peu près tous les aspects de la politique communiste. Mais *La Quinzaine* continue à bénéficier, même après la condamnation épiscopale qui l'a frappée en 1954, de l'appui matériel, du soutien moral, de la présence et des conseils de Mme Sauvageot. Elle ne cache d'ailleurs pas à ceux qui l'approchent qu'une publication de ce genre répond beaucoup mieux à ses intentions et ses projets que *La Vie catholique illustrée* ; elle reste pourtant à la *Vie Catholique*, parce que la *Vie Catholique* c'est la richesse, la puissance, les moyens d'action, c'est aussi la meilleure façon d'empêcher qu'il existe un autre magazine hebdomadaire catholique tirant à 500.000 exemplaires et qui serait, lui, animé par un ferme esprit de résistance et de contre-attaque à l'égard du communisme.

Parce que Mme Sauvageot tient entre ses mains la puissance financière et publicitaire, c'est elle qui a pu fonder et qui préside le « Centre national de presse catholique », créé en mars 1952 pour « favoriser la diffusion de la presse catholique de rayonnement national ». Cet organisme a pour co-président M. René Finkelstein, des Œuvres catholiques de la rue de Fleurus, qui dispose, lui aussi, de moyens financiers considérables et qui les met parallèlement

au service d'une politique de non-résistance : le rôle de celui-ci est apparemment beaucoup plus effacé et réellement beaucoup plus secret.

Que le « Centre national de presse catholique » ait été créé, soit animé et dirigé par ces personnages (on y trouve aussi M. Montaron, co-directeur de *Témoignage chrétien*) renforce l'emprise matérielle d'une tendance bien déterminée sur l'opinion catholique. L'organisatrice, habile et infatigable, est Mme Ella-Blanche Sauvageot.

*
* *

Secondement, M. Beuve-Méry.

Ses tendances politiques ont fini par être connues. Il est de ceux qui pensent, comme il le faisait écrire dans *Le Monde* dès 1945, que « *l'heure slave a sonné au cadran de l'histoire* ». L'heure slave, entendez l'heure soviétique : cette inexactitude, cette impropriété de termes sont tout à fait volontaires et relèvent d'une méthode constante du *Monde*, qui masque ou atténue ses opinions au moment même où il les exprime, et qui procède par suggestions, par insinuations, par omissions calculées. Le journal de M. Beuve-Méry s'est prétendu le successeur du *Temps* et s'est acquis une réputation de « sérieux » et d'« objectivité » assez facile, parce qu'elle était fondée sur la comparaison avec d'autres journaux vraiment trop médiocres ou trop visiblement menteurs. On s'est pourtant aperçu que le sérieux, l'objectivité, l'information du *Monde* étaient orientés et sollicités ; on y évitait l'inexactitude grossière et le mensonge impudent qui ont connu tant de succès dans la presse parisienne ; mais on y multiplie

l'inexactitude savante, la prétérition tendancieuse, l'équivoque suggestive (avec néanmoins quelques accidents techniques, comme le scandale du faux Fechteler, qui a fait dire à la presse internationale que *Le Monde* s'était disqualifié). M. Beuve-Méry se garde généralement de choquer ses lecteurs ou même d'avoir l'air de les prêcher ; plus encore que par des thèses prudentes, nuancées et spécieuses, c'est par la présentation des informations, l'importance relative qui leur est donnée, le choix de celles sur lesquelles on insiste et de celles sur lesquelles on glisse qu'il s'efforce de décourager ou de supprimer l'esprit de résistance au communisme soviétique. La tendance s'exprime d'une autre manière, elle est fondamentalement la même que dans les publications catholiques de Mme Sauvageot.

Si cette rencontre était fortuite, elle serait déjà très grave : une telle conjonction de fait entre la presse catholique la plus puissante et le plus « sérieux » quotidien politique de Paris, pour détourner les Français d'une résistance active au communisme...

Mais cette rencontre, cette conjonction ne sont pas fortuites.

M. Beuve-Méry fait partie de la « Société des Editions du Temps présent » qui est à l'origine de la puissance de Mme Sauvageot et qui en reste l'instrument fondamental.

Ce détail que l'on met tant d'acharnement à dissimuler change toutes les perspectives, ou du moins les précise singulièrement.

Il prouve, entre autres choses, que M. Beuve-Méry songeait, dès l'origine, à exercer une influence politique sur la presse et l'édition catholiques. Quand on le

trouve ensuite, aux côtés du R. P. Boisselot, à la direction de *L'Actualité religieuse*, ce n'est pas davantage un hasard ; ce n'est pas non plus une sorte d'hommage formel rendu au directeur d'un grand journal, ni une présence simplement honorifique dans un comité de patronage. M. Beuve-Méry est là parce qu'il doit y être, parce que c'est lui qui doit mettre en œuvre certains procédés et une tendance très précise. Et il peut y être en nom puisqu'il était déjà secrètement présent partout ailleurs dans la presse Sauvageot.

Le déjeuner hebdomadaire de M. Beuve-Méry avec Mme Sauvageot et ses collaborateurs atteste que le directeur pro-soviétique du *Monde* est aussi le directeur de conscience politique de la presse catholique de grand tirage plus haut citée.

Il s'agit d'une main-mise organisée sur l'opinion catholique.

*
* *

Et troisièmement moi, chétif, qui ne suis pour rien dans l'affaire mais qui refuse la fausse monnaie. Une dizaine de grandes publications catholiques, sans parler des petites, se présentent au public comme moralement et matériellement indépendantes les unes des autres, et tirent constamment argument du fait qu'elles tombent d'accord sur les questions les plus importantes sans s'être donné le mot et quasiment sans se connaître. Mais précisément elles se connaissent parfaitement et elles se donnent le mot ; c'est là que réside la supercherie, très consciente et très méthodique. Une méthode qu'elles n'ont pas inventée, une méthode que les communistes ont mise en œuvre

et perfectionnée ; l'*Humanité* vous dit : nous ne sommes pas seuls, nous communistes, à vous parler ainsi, voyez, c'est aussi l'avis de « toutes les tendances démocratiques », c'est l'avis de la C. G. T., du Mouvement de la Paix, des anciens F. T. P., de l'Union progressiste, etc. : ils ont une centaine d'organisations annexes et de journaux parallèles qui donnent de la voix au premier signe. Cela fait nombre et impressionne le public. Pareillement, des thèses et positions identiques sont soutenues au même moment dans *Témoignage chrétien*, dans la *Vie intellectuelle*, dans l'*Actualité religieuse*, dans *Esprit*, dans *La Quinzaine*, dans la *Vie catholique illustrée*... et dans *Le Monde*. On l'a vu, d'une manière dramatique, à la fin de 1953 et au début de 1954, quand de mêmes oppositions se manifestèrent dans toutes ces publications aux décisions que préparait le Saint-Siège au sujet des « prêtres ouvriers ». Comment des esprits aussi divers, des penseurs et des publicistes aussi éloignés les uns des autres pouvaient-ils tomber spontanément d'accord, sinon parce qu'ils avaient raison ?

Comment *Le Monde* et l'*Actualité religieuse*, qui n'avaient évidemment rien de commun, pouvaient-ils exprimer un même refus, sinon parce que ce refus était essentiel à la conscience de toutes les tendances du catholicisme français ? Telle était la mise en scène. J'ai de bonnes raisons de croire que j'ai été entendu quand j'ai fait alors remarquer que la présence de M. Beuve-Méry au comité de l'*Actualité religieuse* n'était nullement accidentelle, et que le directeur du *Monde* était l'inspirateur politique de toute cette presse. J'ai été entendu de ceux qui se trouvaient en mesure de savoir, de comprendre et de juger, et qui

déjà n'en ignoraient rien, mais qui sous-estimaient l'importance de ces relations et de ces conjonctions. Il reste à atteindre et à prévenir les victimes de cette mise en scène, l'innombrable public catholique français. Je leur destine ce livre, qui leur parviendra peut-être, à la grâce de Dieu.

Pour l'écrire, je ne suis ni plus ni moins qualifié qu'un autre. Ce qui m'y pousse n'est rien d'autre qu'une légitime obstination à poursuivre ce que j'ai commencé sans l'avoir prémédité (mon métier de chroniqueur m'ayant amené à discerner et à dire ce que tout le monde taisait), et à faire publiquement reconnaître des *liens* que l'on voudrait tenir cachés. Des liens que j'ai désignés et décrits pendant des semaines, qui sont au centre des manipulations que l'on fait subir à l'opinion française, qui sont l'une des *clés* de la collaboration soviétique en France, et que l'on feint d'ignorer malgré mon insistance. Alors j'insiste davantage. Je n'en fais pas une maladie, j'en fais un livre. Je ne viens pas vous dire que ces gens sont des bandits, des menteurs, des imbéciles : je n'ai contre eux ni colère ni mépris, et je ne crois même pas qu'ils aient conscience que leurs omissions calculées sont des mensonges : ils n'y voient que des habiletés licites. Je ne me voile pas la face parce qu'ils ont entre eux, et aussi avec des émissaires communistes, des rapports suivis et confiants : je demande seulement qu'ils ne le taisent plus, que l'on en fasse état, que l'on en discute posément. Bref, que chacun puisse regarder les choses en face ; que leur organisation et leur idéologie *communes* soient connues comme telles et examinées au grand jour. Ce qui m'amènera tout naturellement à quelques

réflexions d'un tour plus général, car les faits qui sont ici proposés à l'attention du lecteur concernent la pénétration directe et indirecte des hommes, des idées, des méthodes du communisme soviétique à l'intérieur des lignes de résistance du catholicisme : il n'est peut-être pas de phénomène politique plus important en cette seconde moitié du vingtième siècle.

*
* *

Au Petit Riche : on n'aurait pu trouver meilleure invocation ni meilleur titre. C'est leur définition, leur carte de visite, leur raison sociale. Mme Sauvageot, M. Beuve-Méry et leurs commensaux du mardi ne sont pas tous des nababs ; la plupart d'entre eux vivent assez modestement, et le directeur du *Monde* n'a même pas une voiture personnelle, malgré les affectueuses remontrances de ses enfants : il se sert, quand il en a besoin, de celle du journal. Ils sont pourtant de petits riches parce qu'ils disposent pour leurs entreprises de moyens financiers considérables : quand ils jouent les pauvres, c'est de leur part une farce sans dignité.

Bien sûr, ils « dénoncent » la « collusion » du catholicisme « bien pensant » avec le « capitalisme », tandis qu'eux-mêmes « se penchent » sur la question ouvrière et le sort du prolétariat. Ils inclinent « à gauche », et c'est eux que désigne M. François Mauriac quand il glorifie « faute d'une meilleure appellation, les *catholiques de gauche* ». Ils sont sensibles à la « lutte des pauvres contre les riches », et ils se situent du côté des pauvres : on verra plus loin ce qu'il y a de vrai là-dedans. Mais le paradoxe insoute-

nable est qu'ils accusent volontiers leurs adversaires catholiques d'être les défenseurs, les représentants, voire les stipendiés des riches. Je dis que c'est un truquage. Car leur presse est riche et même luxueuse, si on la compare à la presse catholique qu'ils disent « de droite ». C'est un fait qu'il faudra bien reconnaître lui aussi. Dans la presse actuelle, la pauvreté est à droite et la richesse à gauche (1). Je n'en tire aucune conclusion sommaire, je demande simplement, ici encore, que l'on refuse la fausse monnaie. La *Vie catholique*, l'*Actualité religieuse* et même *Témoignage chrétien* ont des moyens financiers cinq, dix ou vingt fois supérieurs à ceux dont disposent par exemple la *France catholique*, *Verbe* ou *L'Homme nouveau*. Les premiers nommés sont des entreprises capitalistes

(1) Cela n'est pas vrai seulement des publicistes et intellectuels catholiques. A propos du dernier roman à clé de Mme Simone de Beauvoir, *Les Mandarins* (c'est-à-dire les intellectuels de gauche), M. Robert Poulet écrit très pertinemment :

« La plupart des hommes de droite que je connais tirent le diable par la queue, tandis que les héros des *Mandarins* ne se refusent rien : on ne les voit jamais balancer une seconde avant d'entreprendre un voyage, ou de commander une toilette, ou de s'offrir une consommation. Le double whisky et la voiture à huit cylindres sont les deux flambeaux, si l'on peut dire, qui éclairent leurs méditations studieuses. On dirait que certains peintres de l'actualité... ne se sont pas aperçus du grand Tournant, à l'issue duquel la puissance publique, les organes de l'opinion, les places et les prébendes ont changé de main depuis vingt ans. Ils continuent à penser et à écrire comme au temps où Vallès se faisait garçon de courses et où Jaurès comptait sa monnaie dans sa poche avant d'aller prendre un café-crème... Ils se récrient sur l'injustice sociale, sur l'égoïsme des riches, alors que, dans une large mesure, ils vivent comme ces riches, ils profitent de cette injustice. »

avec une trésorerie considérable, des réserves, des propriétés immobilières ; les seconds ont une existence financière souvent précaire. Les premiers vivent dans la richesse et les seconds dans la pauvreté.

Veut-on bien considérer ce fait sans me faire dire ce que je ne dis pas ? Je ne dis pas que les premiers soient de mauvais riches, des tartufes ou des exploités ; je dis simplement qu'ils sont riches ; et je dis, et je répète qu'ils sont cinq, dix ou vingt fois plus riches que ceux qu'ils accusent assez méchamment d'être les avocats ou les employés de la bourgeoisie, de la richesse, du capitalisme. Je dis qu'ils ont à leur disposition les moyens les plus coûteux de l'édition et de la publicité, et qu'ils en usent largement. Il n'y a là nul déshonneur, nulle faute, — mais ils s'en défendent, et dans cette mesure ils se donnent pour ce qu'ils ne sont pas. Et ils cachent ce qu'ils sont : M. Beuve-Méry, Mme Sauvageot et leurs publicistes sont parmi les plus puissants seigneurs d'une industrie capitaliste, celle de la presse parisienne. S'ils acceptaient tout simplement d'en convenir, ils m'évitieraient de le dire, car je ne trouve rien là à leur reprocher, — sauf de ne pas l'avouer.

Seulement, s'ils en convenaient, ils devraient renoncer à tous ceux de leurs mouvements d'éloquence qui commencent par : « Nous, les pauvres... Vous, les riches... »

*
* *

Quand M. Henri Bartoli affirme doctoralement dans *Esprit* de novembre 1954 que « l'appartenance à des conseils d'administration de sociétés capitalistes, à

*des partis dits « démocrates chrétiens », à un milieu social massivement bourgeois, rend perméable à l'idéologie de défense ou d'amélioration du système existant, et étranger aux aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière ou des peuples coloniaux », — il y met tellement d'assurance, il paraît tellement sûr de lui et de sa théorie du « conditionnement collectif et social de la foi », que son lecteur d'Avignon ou de Rennes se dit qu'il ne peut qu'avoir raison. Mais ce lecteur de Rennes ou d'Avignon ne sait rien de ce qui se passe dans les conseils d'administration, et M. Henri Bartoli ne le sait pas non plus, ou ne veut pas le savoir. Les gens qui accueillent comme il veut qu'on les accueille « les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière et des peuples coloniaux » sont précisément dans la presse parisienne, et tout spécialement dans la presse catholique, ceux qui vivent dans un « milieu social massivement bourgeois » et qui animent d'énormes « conseils d'administration », les plus importants parmi ceux de l'industrie des journaux. Ce sont les déjà nommés du *Monde* et de la *Vie catholique*, c'est l'équipe formée autour de Mme Sauvageot et de M. Beuve-Méry, et cette équipe doit sa puissance à divers talents de plume, d'esprit, d'entregent, peut-être même de cœur, mais elle la doit surtout au fait qu'elle « administre » des « sociétés capitalistes » de presse d'un volume tellement considérable qu'elles n'ont pas de rivaux, même lointains, dans l'éventail politique des publications catholiques. Au contraire, ceux qui font par exemple *Verbe* ou *L'Homme nouveau*, qui ne sont pas très accueillants aux « aspirations révolutionnaires » dont parle M. Bartoli, sont parfaitement étrangers*

« aux conseils d'administration de sociétés capitalistes, aux partis dits « démocrates chrétiens », aux milieux sociaux massivement bourgeois ». Le schéma de M. Henri Bartoli est assez conforme à la vieille théorie marxiste, mais il est tout-à-fait contraire à la réalité.

J'en parle, faut-il le préciser ? avec un détachement personnel complet : je ne collabore, ni régulièrement ni occasionnellement, à aucune des publications citées dans ce chapitre. J'ai donné une fois, il y a quatre ou cinq ans, un article, je dis *un*, à l'une d'entre elles. Leur concurrence ou leur rivalité n'est à aucun degré mon affaire, et je ne soutiens pas une querelle de boutique des unes contre les autres. Je montre où sont les riches honteux : ils sont du côté de M. Bartoli, du côté d'*Esprit*, du côté du *Monde* et de la *Vie catholique*, du côté de l'accueil affiché aux « idéologies » et aux « aspirations » marxistes. Voilà la fausse monnaie qu'il faut enfin retirer de la circulation.

II

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET MORALE

La « Société des Editions du Temps présent » groupe Mme Sauvageot, MM. Beuve-Méry, Georges Hourdin et Stanislas Fumet. Les deux principales publications qu'elle contrôle, la *Vie Catholique Illustrée* et *Radio-Cinéma-Télévision* ont pour co-directeurs M. Hourdin et le R.P. Boisselot, des Dominicains de Paris ; ce dernier était membre du comité directeur de *La Quinzaine* ; on le retrouve, en compagnie de MM. Hourdin et Beuve-Méry, à la direction de *L'Actualité religieuse dans le monde* ; on le retrouve encore à la direction des Editions du Cerf, où sont publiées *l'Actualité religieuse* et la *Vie intellectuelle*.

M. Joseph Folliet est à la fois membre de la direction de la *Vie catholique* et l'un des six co-directeurs de *Témoignage chrétien* ; M. Georges Montaron est directeur-gérant de *Témoignage chrétien* et membre de la direction du « Centre national de presse » Sauvageot. M. Dubois-Dumée est en même temps directeur-gérant de *L'Actualité religieuse*, co-directeur de *Témoignage chrétien* et membre de la direction de la *Vie catholique*. Ainsi, un hebdomadaire comme *Témoignage chrétien* qui ne dépend pas fi-

nancièrement (croyons-nous) des entreprises Sauvageot, utilise un personnel directorial et rédactionnel en partie commun. Ajoutons que l'éditorialiste politique de *Témoignage chrétien*, M. Georges Suffert, a été l'un des animateurs de *La Quinzaine*, et membre des groupes d'*Esprit*.

Il n'est donc nullement arbitraire de grouper dans une même catégorie ces diverses publications catholiques qui ont soit le même support financier, soit les mêmes animateurs, soit les deux à la fois. Des nuances existent naturellement de l'une à l'autre, comme d'ailleurs d'un esprit à l'autre. M. Joseph Folliet, par exemple, n'est pas toujours très à son aise au milieu de ces compagnons : il se trouve parmi eux en raison de sa vive hostilité à tout ce qu'il appelle « la droite » et « le centre » ; ce n'est pas lui faire tort, je pense, de dire qu'il est animé par des tendances politiques très nettement « gauchisantes », auxquelles il doit de s'être embarqué dans cette galère. Mais il reste personnellement opposé aux complaisances calculées à l'égard du communisme soviétique, encore qu'il ne lui soit pas toujours très commode de manifester cette opposition d'une manière efficace. Quant à M. Stanislas Fumet, c'est plutôt un doux rêveur littéraire.

Cette presse catholique « de gauche », pour parler comme M. Mauriac, fait penser aux cabinets successifs des Républiques décadentes, où l'on retrouve toujours les mêmes ministres, permutant d'un portefeuille à un autre, mais toujours présents et toujours les mêmes, de M. Hourdin à M. Beuve-Méry, de M. Dubois-Dumée au R.P. Boisselot. Cela ne va pas sans quelque machiavélisme : il s'agit de donner

l'impression qu'un *autre*, qu'une demi-douzaine d'*autres* journaux sont du même avis et apportent ainsi, spontanément, une confirmation objective aux thèses proposées. Ce machiavélisme est parfois si compliqué que ses auteurs s'y embrouillent et donnent un spectacle assez comique. C'est ainsi que l'on pouvait lire dans *L'Actualité religieuse* du 1^{er} juin 1954 cet extraordinaire remerciement de M. Georges Hourdin :

« Comment ne serais-je pas reconnaissant à l'équipe qui porte la responsabilité de *L'Actualité religieuse* de me permettre de poursuivre le débat, etc. »

L'équipe qui accueille M. Hourdin, l'équipe qui lui permet de poursuivre le débat, l'équipe qu'il remercie, c'est lui-même : il avait oublié qu'on le savait.

Et le secrétaire de rédaction de *L'Actualité religieuse* avait oublié, lui, de lire l'article ; il avait cru bon d'ajouter, après le nom de M. Hourdin, la mention : « du comité de Direction de *L'Actualité religieuse* ». Cette simple mention faisait éclater le comique de la chose, mais aussi le calcul qui s'y dissimulait.

Car lorsque MM. Hourdin, Beuve-Méry, Dubois-Dumée, etc., forment le dessein de publier quelque article qui risque d'être discuté ou de dévoiler une trop grande complaisance envers le communisme soviétique, ils se posent d'abord la question : où paraîtra le texte ? S'ils avaient un seul organe insistant toujours dans le même sens, ils offriraient trop de prise à la critique, aux mises en garde, à la contre-attaque intellectuelle et politique. Mais ils ont tout un clavier qui va de *Témoignage chrétien* au *Monde*, en passant par *L'Actualité religieuse* et la *Vie catholique*. L'article d'orientation paraît donc tantôt

ici et tantôt là, comme une prise de position spontanée et individuelle, comme un libre propos ou une tribune libre, avec remerciements aux directeurs de la publication qui permettent à « toutes » les tendances de s'exprimer sans les prendre explicitement à leur compte. Et *tous les autres organes* du clavier reprennent l'article, en reproduisent les thèmes, non pas ordinairement en disant : « c'est vrai », mais en remarquant sur un ton d'objectivité : « c'est intéressant, il faut connaître ce point de vue, même si on ne l'approuve pas entièrement ; cela paraît sérieux et digne de réflexion ; c'est la réaction authentique d'une conscience ». Prise isolément, chacune de ces opérations semble irréprochable, à moins d'accidents techniques comme dans le cas cité de M. Hourdin. Il faut étudier le comportement de ces journaux pendant une assez longue période pour s'apercevoir que ces prises de position « spontanées » vont toutes dans le même sens, et qu'elles sont toutes reproduites, soit littéralement soit en substance, par toutes les publications de la chaîne.

Je répète que je n'en tire pas argument pour accuser ces personnages d'hypocrisie ; ils en seraient trop contents et crieraient trop aisément à la calomnie ; au demeurant là n'est pas la question : j'expose des faits. Et je pense, et je dis à nouveau que les organisateurs de ces machinations n'y voient très probablement que des habiletés licites. On ne leur reproche pas ici d'être ce qu'ils sont, et l'on ne discute même pas leur orientation politique : on veut simplement déterminer en toute clarté ce qu'ils sont et comment ils sont orientés. Ils donnent l'impression d'être divers et de tirer dans diverses directions :

ils sont un et tirent dans une direction. Examiner si cette direction est bonne ou mauvaise viendra plus tard. Pour le moment, il nous suffit de décrire certaines réalités qui n'apparaissent pas sur le devant de la scène et qui sont très soigneusement dissimulées au public. Les journaux de la non-résistance catholique au communisme sont nombreux et puissants, ils paraissent constituer un large éventail moral et social : en fait, ils sont financés, animés et fabriqués par un petit groupe, très localisé et très restreint, dont la plus grande force est d'avoir les moyens matériels de faire autant de bruit que s'ils étaient dix mille.

*
* *

On schématise à peine trop si l'on dit que Mme Sauvageot représente leur organisation financière, M. Beuve-Méry leur orientation politique, et les Dominicains de Paris leur arsenal idéologique et rhétorique.

Le Lazareff de ce trust de presse catholique est le R.P. Boisselot. Il est partout, et partout co-directeur, animateur, organisateur de la publicité intellectuelle et politique : aux Editions du Cerf, à la *Vie catholique illustrée*, à *Radio-Cinéma-Télévision*, à *L'Actualité religieuse dans le monde*, à la *Vie Intellectuelle*, à *La Quinzaine*. Il est l'homme d'action de ce formidable appareil de presse, le plus riche et le plus puissant de France après celui des communistes. Il y diffuse et y « popularise » les tendances doctrinales du R.P. Chenu : ces deux religieux ont été frappés ensemble, au début de l'année 1954, d'une mesure d'« éloignement » prise à la demande de

l'Autorité romaine, publiée au milieu d'un invraisemblable tohu-bohu artificiellement organisé, et d'ailleurs restée à peu près lettre morte.

On se souvient sans doute des protestations élevées contre le Magistère romain, en janvier et février 1954, par l'*Observateur* et le *Figaro*, par M. Mauriac et M. Claude Bourdet, par le sénateur catholique Michelet et par le député anti-clérical Deixonne, et par d'autres seigneurs de moindre importance, sans parler des hommes et des journaux directement engagés dans le trust Sauvageot-Boisselot : on nous alertait contre une « brusque offensive » de l'Autorité romaine visant la branche française des Dominicains, contre une « attaque » dont la « soudaineté » était la « preuve » des mauvais desseins et des calculs « réactionnaires » ourdis par le Vatican. On condamnait à une retraite silencieuse les religieux les plus en vue de l'Ordre de Saint Dominique pour le décapiter ; on profitait d'ailleurs de la maladie du Saint Père pour réaliser ce mauvais coup.

Toute « l'aile marchante de l'Eglise » est atteinte affreusement, écrivait M. Mauriac, qui précisait : « On frémit d'apprendre que le Saint Office a été au moment de frapper l'Ordre, chez nous, à sa racine même, en s'attaquant au noviciat du Saulchoir ». Il ajoutait que cette extrême sévérité « équivaldrait à dynamiter une de nos cathédrales ». Cette levée de boucliers témoignait assurément chez les catholiques d'un mal profond et d'un état d'esprit inacceptable. Car on ne voit pas pourquoi l'autorité doctrinale du Magistère romain ne pourrait légitimement réprimer, réformer ou supprimer un noviciat. Il y avait beaucoup d'inconvenance, et sans doute quelque calcul, à nommer « attaque » cet exercice le plus ordi-

naire d'une autorité que tout catholique reconnaît entièrement, sur ce terrain-là précisément. Si la compétence de l'Eglise et les limites de sa juridiction en « matière mixte », c'est-à-dire par exemple en certaines questions politiques, ont pu donner lieu à des discussions infinies, la surveillance doctrinale de l'enseignement religieux dans les noviciats et les séminaires relève, elle, sans contestation possible, des diverses instances hiérarchiques. M. Mauriac, encouragé par d'imprudents applaudissements, réclamait un nouveau Concordat donnant au gouvernement de la République les moyens de s'interposer entre le Saint-Siège et l'Eglise de France, ou tout au moins de participer efficacement aux débats. Voudrait-on donc que les noviciats et les séminaires relèvent, fût-ce partiellement, des inspecteurs d'Académie ?

Que l'existence du Saulchoir ait pu être mise en question, cela n'aurait pas été si surprenant. Avant la guerre et pendant de longues années, le régent des études dominicaines au Saulchoir fut le R.P. Chenu. Il exposa la méthode et le contenu de son enseignement dans un livre intitulé précisément *Le Saulchoir*. Ce livre fut mis à l'Index : non pas hier, mais il y a plus de dix ans.

L'inscription à l'Index peut signifier beaucoup de choses plus ou moins graves : elle ne signifie pas nécessairement qu'un ouvrage soit mauvais d'un bout à l'autre. Néanmoins, elle constitue une sérieuse mise en garde. Elle manifestait en l'occurrence que l'autorité doctrinale de l'Eglise faisait un certain nombre de réserves soit sur l'esprit, soit sur la méthode de l'enseignement que le R.P. Chenu avait organisé au cœur de ce que M. Mauriac appelle

aujourd'hui « *la source vive où toute une génération est venue nourrir sa foi* ». Il y avait quelque chose qui n'allait pas dans cette « source vive », et quelque chose qui pourrait bien avoir été transmis à « toute une génération » : spécialement, une génération d'intellectuels, de théologiens, de publicistes.

Telle est la disgrâce, ou au moins l'avertissement qui avait frappé le R.P. Chenu. Il n'était pas encore le compagnon de route des communistes et le co-fondateur de *La Quinzaine* ; mais il avait été mis en garde contre lui-même ; et quelle plus grave mise en garde imaginer pour un religieux dirigeant un enseignement que la censure du livre où il expose sa méthode et son œuvre ? On ne peut qu'admirer ici la clairvoyance de l'Eglise, quand on regarde le chemin parcouru depuis lors par le R.P. Chenu.

L'existence de cette mise à l'Index vieille de plus de dix ans montre que les récentes mesures du Magistère romain n'ont été ni brutales ni inattendues. Tous les autres moyens, la recommandation, le conseil, la remontrance, la persuasion avaient été employés pendant très longtemps. Quand on parle de la « soudaineté » et de la « brutalité » des sanctions, on dit un mensonge. Le R.P. Chenu avait été longuement et patiemment averti. Il avait eu le loisir de méditer ces avertissements. Il n'en avait pas moins continué à marcher et à entraîner ses disciples dans la voie qui menait aux marais actuels. Lui et ses compagnons affichèrent une complaisance chaque jour plus grande à l'égard du Parti communiste. Sans doute, ils n'en acceptent pas l'athéisme militant. Mais ils créent, dans leurs publications, un état d'esprit de moindre résistance, et même de non-résistance, en

face de la politique soviétique. A l'égard des thèses les plus importantes du marxisme-léninisme, ils découragent la combattivité intellectuelle et donnent l'exemple d'une attitude d'accueil. Simultanément, ils traitent avec hostilité, et souvent avec un mépris injurieux, les catholiques qui continuent à professer sans faiblesse que « *le communisme est intrinsèquement pervers* ». Leur comportement en face du communisme soviétique est essentiellement un REFUS DU COMBAT, et c'est bien sur ce point qu'insistait un article de l'*Osservatore Romano* analysant en février 1954 leur attitude :

« *Ils vont jusqu'à dire qu'il ne faut pas combattre le communisme, et qu'il est même bon que les ouvriers y adhèrent, fût-ce au risque de devenir athées, car ce qui compte le plus pour eux c'est la délivrance de la classe ouvrière de l'esclavage du capitalisme. Une fois cette libération réalisée, disent-ils, on pourra évangéliser la classe ouvrière... En présence de telles absurdités, on peut se demander si c'est la foi qui fait défaut ou bien l'équilibre psychique fondamental sans lequel il ne peut y avoir de jugement sain.* »

Dans une intention de collaboration poussée aussi loin que possible avec les communistes avait été fondé en novembre 1950 le périodique *La Quinzaine*. Les fondateurs en étaient les R.R. P.P. Chenu et Boisselot, Mme Sauvageot, M. Max Stern (membre dirigeant du soviétique « Mouvement de la Paix ») et M. Marcel Moiroud (secrétaire général des « Chrétiens progressistes »). Même après les premières mises en garde de l'épiscopat français contre *La Quinzaine*, le R.P. Chenu y continua sa collaboration régulière sous le pseudonyme d'« Apostolus ». Les articles qu'il y

publiait disaient *en clair* ce que la presse Sauvageot-Boisselot disait ailleurs *en moins clair*, et comment aurait-il pu en être autrement, puisque le R.P. Chenu est leur maître à penser ? Ces articles de *La Quinzaine* étaient fondamentalement identiques à ceux par lesquels il donnait le ton à la *Vie intellectuelle*, revue quasiment officielle de l'Ordre de saint Dominique en France. On peut, si l'on y tient, ergoter sur des nuances, des prudences et des détails ; mais il ne faudrait pas, parce que *La Quinzaine* a été condamnée, en faire l'unique bouc émissaire, et feindre de croire que les autres journaux publiés sous l'influence religieuse et politique du R.P. Chenu en soient essentiellement différents. Les financiers et les rédacteurs de *La Quinzaine* se retrouvent chez eux à *Témoignage chrétien* (M. Georges Suffert), à *L'Actualité religieuse* (le R.P. Boisselot), à la *Vie intellectuelle* (le R.P. Chenu), à la *Vie catholique illustrée* (Mme Sauvageot). L'orientation idéologique de toutes ces équipes de publicistes religieux ou laïcs est identiquement et uniformément celle du R.P. Chenu et de ses disciples dominicains.

Le R.P. Chenu joignait d'ailleurs le geste à la parole et donnait l'exemple en même temps que la pensée. Il était membre du comité de rédaction de la revue para-communiste de M. Pierre Cot, *Défense de la Paix*. Il adhérait à une organisation créée par les communistes, le « Comité d'initiative pour une Conférence internationale sur le problème allemand » (voir *Humanité* du 1^{er} avril 1952). Il signait un manifeste communiste pour la réunion des Cinq Grands (*Humanité* du 14 novembre 1951). Il participait au meeting du Parti en faveur des communistes licenciés de chez Renault en raison des bagarres sanglantes

qu'ils y avaient provoquées, et il y faisait cette merveilleuse déclaration (*Humanité* du 14 mars 1952) : « *Je viens avec joie vous apporter mon témoignage de sympathie active. Je n'ai peut-être point qualité technique ou juridique, mais justement à cause de cela (sic), j'ai toute liberté de le faire* » (1).

Telle était l'activité politique la plus visible de l'inspirateur doctrinal de la plupart des activités dominicaines à Paris. Et cette inspiration, par le canal du Saulchoir et par celui de toute une presse catholique tenue par ses disciples, gagnait de proche en proche une importante fraction du peuple chrétien, « *sous la bannière de saint Dominique* », comme dit M. François Mauriac. Pour avoir fait tout cela, il avait sans doute quelque chose qui allait de travers dans sa doctrine : il y avait plus de dix ans que Rome le lui avait signalé. Et si certaines publications dominicaines ont connu le contretemps de voir leurs directeurs éloignés de la vie publique, ce n'est pas la première fois que surgissent semblables difficultés. M. Mauriac rappelait, à la gloire des Dominicains, l'hebdomadaire *Sept* : ce précédent est justement un précédent fâcheux. Pie XI, avant Pie XII et comme lui, avait déjà eu à donner un très net coup de frein.

*
**

L'éloignement des R.R. P.P. Chenu et Boisselot atteignait en fait tout le clavier de publications

(1) Comme aimait à dire plaisamment l'abbé Jean Mauriac, frère de l'Académicien, quand il était aumônier du lycée de Bordeaux : « On parle d'autant mieux d'un sujet qu'on le connaît moins bien, car alors l'on n'est pas gêné par d'importantes connaissances ». C'est en substance ce que disait, très sérieusement, le R.P. Chenu au meeting communiste Renault...

dont nous parlons ici : mais pour le comprendre, il fallait savoir que ces diverses publications composent un seul clavier. Plusieurs d'entre elles purent feindre de n'être pas directement en cause. Ne le purent pas celles où ces deux religieux jouaient officiellement un rôle déterminant : *La Quinzaine*, la *Vie intellectuelle*, *L'Actualité religieuse dans le monde*.

On sait que la malheureuse *Quinzaine* fut frappée en outre d'une condamnation épiscopale qui la désignait nommément. Elle persiste dans son action : mais elle a été trop durement et trop clairement touchée pour maintenir son influence.

Les deux autres pouvaient au contraire arguer qu'elles ne perdaient qu'un « membre desséché » et que le reste du corps était parfaitement sain. Elles pouvaient aussi prendre cette disgrâce comme un avertissement, s'interroger loyalement, chercher à corriger en elles ce qui provoquait les inquiétudes et les sanctions de Rome à l'égard de leurs directeurs... Point. Avec une belle crânerie, *L'Actualité religieuse* et la *Vie intellectuelle* ont averti qu'elles ne changeraient pas d'un iota, qu'elles continueraient exactement comme devant, qu'elles entendaient rester soumises à la direction des religieux éloignés, lesquels, d'ailleurs, n'étaient pas éloignés bien loin, puisqu'on les revit aussitôt dans les mêmes lieux. Cette crânerie est une qualité humaine assez rare aujourd'hui et méritait d'être remarquée. Encore faut-il savoir si elle est ici à sa place. Opportune et méritoire en face d'une « *attaque* », l'est-elle à l'égard d'une intervention romaine ? N'importe quelle révolte utilise des vertus, il y faut du courage et de la force, mais elle peut les utiliser en dehors de leur ordre et pour une

fin misérable. Et n'importe quelle révolte n'est pas forcément admirable. L'énergie des caractères peut être au service de n'importe quoi... Au demeurant, l'on comprend bien que je n'ai pas la prétention de prêcher la théologie morale à des Dominicains : mais quand on nous a dit que ces directeurs de journaux se sont soumis en silence aux mesures prises contre eux, on nous a menti. Ils n'ont été ni silencieux ni soumis. Ils ont fait écrire, voire écrit eux-mêmes, qu'il ne fallait pas compter sur leur soumission.

Dans son éditorial d'avril 1954, la *Vie intellectuelle* proclamait qu' « *il est nécessaire que la revue continue son œuvre dans l'esprit qui est le sien depuis vingt-cinq ans* », que sa « *méthode ne subira pas de changement* » et que tout ira « *comme par le passé, avec les mêmes équipes de direction et de rédaction* ».

Plus prudemment, *L'Actualité religieuse* faisait allusion, à la fin de son numéro du 1^{er} avril, aux « *événements qui ont bouleversé les catholiques français* » et précisait : « *Ils ont eu quelque répercussions en ce qui nous concerne... Si le R.P. Boisselot n'assume plus la direction, la revue n'en poursuit pas moins son travail avec la même équipe.* »

Le R.P. Chenu et ses disciples croient que tôt ou tard l'Eglise se ralliera à leurs positions, que leur condamnation n'est que passagère et que les condamnés d'aujourd'hui seront les saints de demain. L'éditorial de *L'Actualité religieuse* du 15 avril expliquait :

« *Devant tous les grands mouvements de l'histoire, il semble que l'attitude de l'Eglise soit d'abord une attitude de refus et de condamnation même... Ce n'est qu'après bien des années et parfois des siècles que*

L'Eglise accueille, recueille, prend à son compte les fruits longtemps mûris au soleil de l'histoire. L'Eglise vit du passé... Elle arrive toujours après coup, etc. »

Cette commode théorie permet de tenir pour nulle et non avenue n'importe quelle condamnation portée par l'Eglise : à la condition toutefois que le condamné se définisse lui-même comme un « grand mouvement de l'histoire », qu'il se déclare dans le sens du progrès et des fruits qui mûrissent. Les équipes de publicistes formées par le R.P. Chenu et dirigées par le R.P. Boisselot en font l'application à elles-mêmes, à leurs directeurs, à leurs publications ; et aussi au communisme soviétique, dont on répudie bien le matérialisme et l'athéisme, mais dont on « accueille, recueille et prend à son compte » tout ce qui découle de cet athéisme et de ce matérialisme. Ainsi l'on annule en permanence les avertissements et les censures de l'Eglise.

Ces... « libertés » méritent-elles le nom de liberté ? M. François Mauriac ose affirmer : « *L'esprit dominicain, c'est l'esprit de liberté au sein même de l'Eglise* » : quelle injure et quelle mauvaise action ! Le Dominicain le plus fier de son Ordre ne se laisserait pas entraîner à un éloge qui est une flèche empoisonnée pour l'Eglise entière. Car si l'esprit dominicain est l'esprit de liberté, qu'est donc *le reste* du catholicisme ? privé d'esprit de liberté ? incarnant l'esprit de servitude ? et l'obscurantisme ? et l'abêtissement ?

M. Mauriac est coutumier de ces excès perfides. Pour exalter la pauvreté des prêtres ouvriers, il dépréciait en une formule marxiste et méprisante le « *vœu formel de pauvreté* » que prononcent (et qu'obser-

vent) des dizaines de milliers de prêtres réguliers (1). Maintenant, il retire « l'esprit de liberté », qui est évangélique, et d'Eglise, à toute la catholicité, pour le réserver au seul Ordre dominicain, ou même à sa branche française (il ne semble pas près de consentir semblable éloge aux Dominicains espagnols, par exemple). Chez tout autre, on verrait là maladresses de plume et pavés de l'ours. Mais chez ce redoutable technicien de la litote, du sous-entendu, de l'insinuation, on ne découvre pas de telles pointes sans trembler. Comment est-ce donc le même homme qui met quelquefois tant de compréhension et d'amour à parler de l'Eglise ? Que d'abîmes dans une âme...

*
* *

Je ne tire pas argument des sanctions qui ont été prises ; je ne demande ni leur maintien ni leur extension : ce n'est pas mon affaire, et je n'ai aucun besoin de ces condamnations. (Je pense seulement qu'elles n'ont pas été prises sans raison, et qu'elles peuvent être utiles à d'autres, qui étaient tentés par cet esprit de non-résistance au communisme). Je n'ai aucun besoin qu'on limite en aucune manière la liberté d'expression des R.R. P.P. Chenu et Boisselot, de M. Georges Hourdin, de M. Beuve-Méry ou de qui-

(1) *Le Figaro*, 6 octobre 1953 : « Cette poignée d'hommes qui, comme François à Assise il y a sept siècles, ont épousé la pauvreté, non par un vœu formel, mais au sens le plus physique, le plus quotidien, le plus crucifiant, etc. ». Le contexte même de la phrase, et le « mais », montrent que M. Mauriac écrivait ici « vœu formel » au sens où les communistes parlent de « démocratie formelle », par opposition à « réelle ».

conque. C'est leur fausse monnaie que je refuse : leur prétention au monopole de l'expression catholique, leur assurance d'être le progrès, l'avenir, l'aile marchante de l'Eglise.

Le progrès, l'avenir, l'aile marchante, de toutes façons, ne sont ni eux ni leurs adversaires, ni leur pensée ni la pensée contraire. Ils sont, nous sommes les poids lourds de l'Eglise, nous tous qui nous trouvons engagés à ce point dans les affaires temporelles : et, bien sûr, l'Eglise a besoin aussi de ces poids lourds, elle doit travailler dans ce monde et peut-être parfois sur ce monde, mais le soutier d'un navire ne peut se prendre pour l'homme de quart, ni le steward pour l'incarnation d'une vocation maritime. Ce ne sont pas les publicistes, mais les silencieux qui sont l'aile marchante de l'Eglise ; ce ne sont pas ceux qui discutent, mais ceux qui prient ; ce ne sont pas ceux qui élaborent une doctrine sociale et politique, mais ceux qui enseignent la parole de Dieu. Et ce ne sont pas ceux qui crient si fort, mais ceux qui obéissent sans rien dire.

Et c'est là ce qui nous manque le plus : pour cette raison sans doute, notre temps n'a point reçu un saint Dominique, mais une sainte Thérèse de Lisieux. Et à Fatima, la Vierge sainte n'est pas venue prêcher une croisade, mais la prière et le devoir quotidien. J'y crois voir une indication qui devrait suggérer quelque humilité à ceux qui, religieux ou laïcs, font le métier, aujourd'hui très fourni et souvent bien superflu, de doctrinaires et de publicistes.

La première fonction du publiciste chrétien est de rappeler à temps et à contre-temps que l'aile marchante de l'Eglise et l'essentiel du christianisme ne peuvent se trouver dans aucune forme de publicité ;

à plus forte raison, dans aucune forme de publicité douteuse, qui se donne pour ce qu'elle n'est pas et qui pousse l'art de la mise en scène jusqu'aux frontières du mensonge. Même s'il n'y avait rien à redire aux orientations politiques de la presse Sauvageot-Chenu-Boisselot, cette entreprise serait déjà secondaire (je ne dis pas inutile) parce que politique : secondaire par rapport à ce qui constitue l'âme, l'esprit, l'action de l'Eglise ; secondaire en tout ce qui distingue cette presse des autres publications catholiques, en tout ce qui fait son originalité. Tout au plus pourrait-on y voir « l'aile marchante » d'un mouvement historique, temporel, qui n'aura qu'un temps, comme tous les autres, et qui, comme *tous* les autres, distrait l'âme de son salut au moins autant qu'elle l'y invite... Le sens de l'unique nécessaire s'y affadit. Le désir de travailler au progrès historique et social, c'est-à-dire le souci du lendemain, risque d'y devenir passible des sévérités d'une certaine page d'Évangile où il est question des oiseaux du ciel et des lys des champs. Mais quand, en outre, on nous montre le progrès historique et social dans la direction ou du côté de ce que l'Eglise, et peut-être aussi le bon sens, nous désignent comme « *intrinséquement pervers* », il doit bien y avoir là-dedans ce que j'appelle de la fausse monnaie.

On peut d'ailleurs nourrir un scepticisme modéré quant aux progrès politiques et sociaux. Cela ne veut pas dire qu'on les refuse systématiquement, qu'on se méfie de toute nouveauté, qu'on soit rétrograde ou intégriste. Cela signifie qu'on ne s'exagère pas leur valeur et qu'on entend ne pas les payer n'importe quel prix : que sert le progrès temporel du monde si l'homme vient à y perdre son âme.

Dans l'ordre politique et social, *les progrès sont toujours d'une valeur douteuse* (ou au moins mélangée, et ne justifient guère que le peuple chrétien s'en fasse directement « l'aile marchante »), mais *les périls sont souvent d'une réalité certaine*. Le communisme soviétique est-il un péril ? est-il un progrès ? un péril certain ? un progrès douteux et mélangé ? contient-il de l'un et de l'autre ? une immense entreprise d'édition, de presse et de publicité, une entreprise riche, puissante, organisée, veut convaincre les catholiques français, selon l'exacte formule de l'*Osservatore romano*, qu'« *il ne faut pas combattre le communisme* ». Après avoir indiqué les moyens matériels dont dispose cette entreprise, nous allons examiner les modalités et les raisons de son attitude. Notre dessein n'est pas de clore une condamnation, mais d'ouvrir un débat. Trop de choses nous sont données comme allant de soi, et qui ne vont pas du tout. Il ne s'agit pas de disqualifier ou d'excommunier qui que ce soit avec l'épithète de « *pro-communiste* » : quand je constate qu'un catholique est pro-communiste, ce n'est pas une fin, c'est un commencement. C'est une invitation à rechercher en quoi et pourquoi il se trompe ; à lever les équivoques et à renverser les faux-semblants. Comment des catholiques peuvent-ils passer le plus clair de leur temps à favoriser les entreprises politiques des Soviets ? Ils souffrent de quelque vice de l'esprit, ils se sont laissés prendre à quelque piège, et surtout, comme toujours, ils ne savent ce qu'ils font. Ils pataugent dans un affreux marécage. Nous n'avons pas à les y enfoncer, mais à leur tendre la main.

III

LA RÉVOLUTION STALINIENNE

Encore faut-il, quand on parle du communisme, savoir de quoi on parle.

Le communisme tel qu'il est connu, exposé et discuté par les intellectuels d'Occident n'a pas grand chose de commun avec la réalité communiste que vivent les citoyens soviétiques et à laquelle participent, à l'intérieur du Parti et de certaines de ses organisations satellites, les membres de l' « appareil » et les militants du monde entier.

Ce que l'on connaît assez bien, c'est un communisme déjà classique, celui de Marx et de Lénine, et principalement d'après leurs écrits. Ce communisme a existé. Il n'a pas disparu, mais il s'est transformé. La théorie léniniste a été reprise certes, mais aussi annexée, utilisée, réformée, voire étouffée par la pratique stalinienne. On peut se demander si cette évolution était fatale, examiner dans quelle mesure la théorie léniniste contenait en germe la pratique stalinienne, rechercher là un schéma analogue à celui du

passage de la « mystique » à la « politique » selon Péguy, ou évoquer des lois de dégradation inévitable qui seraient communes à toutes les révolutions. Nous sommes une vieille civilisation intellectuelle, et nous possédons toutes sortes de thèmes abstraits dans lesquels faire entrer à peu près automatiquement les réalités qui nous présentent un visage inconnu. Mon propos n'est pas celui-là. Je veux montrer que nous faisons ordinairement du communisme une description qui est devenue inexacte : nos références sont justes, mais elles sont anachroniques. Nous approuvons ou nous combattons un communisme qui est celui de Lénine, un communisme dont une appréciation à peu près valable fait maintenant partie du domaine public des intellectuels, des demi-intellectuels et des partis politiques. En outre, le communisme actuel utilise largement, dans certaines zones de sa propagande « idéologique », ce communisme de Lénine, et cela contribue à entretenir la confusion. Mais ce n'est plus le communisme de Lénine que nous avons en face de nous.

Le communisme soviétique a été transformé par la révolution stalinienne, et cette révolution a pour originalité de n'avoir été d'abord annoncée, de n'avoir non plus été exposée après coup dans aucun ouvrage de Staline. Cette révolution n'est pas fille de certaines idées, mais d'une absence d'idées. Elle est le résultat d'un ensemble de pratiques qui n'avaient pas été préméditées et qui n'ont pas été codifiées : ce sont simplement les pratiques empiriques par lesquelles Staline installa et maintint sa dictature à l'intérieur du Parti communiste de l'U.R.S.S. Et ce sont ces pratiques qui, à travers la doctrine et davantage que la

doctrine héritée de Lénine, ont été enseignées à des dizaines de milliers de membres de l'« appareil », en Russie et dans tous les pays du monde. Il est aujourd'hui erroné de croire que les militants communistes « politiquement formés », comme ils disent, aient été formés par la doctrine marxiste-léniniste, ce n'est que le décor et l'étiquette, ou l'aspect secondaire de leur formation ; ils ont été formés à une certaine méthode d'organisation politique, de prise du pouvoir et de gouvernement, que j'appelle la pratique stalinienne.

Quelques points de repère (mais précisément les moins connus en Occident, ou les moins remarquables) dans la carrière politique et le comportement de Staline, permettront de mesurer l'importance de la révolution stalinienne et ils éclaireront la nature nouvelle du communisme soviétique.

*
* *

Staline était légendaire de son vivant. Et il faisait mentir Chesterton, pour qui « la légende est plus vraie que l'histoire ». Sa légende ne devait rien à quelque poésie plus réelle que le réel ; elle avait été forgée, elle était constamment retouchée par des techniciens de la propagande travaillant sur ses indications. Le succès, d'ailleurs, a couronné cette entreprise : sur la tombe de Staline, les journaux les plus « bourgeois », malgré leur méfiance exprimée, ont emprunté leurs récits biographiques et leurs portraits à l'artificiel folklore communiste.

Contrairement à sa légende, le révolutionnaire Staline n'eut longtemps, à l'intérieur du Parti bolchevik, qu'un rôle modeste. A dix-huit ans, en 1897,

quittant le séminaire orthodoxe de Tiflis, voisin de Gori, son village natal, le Géorgien Joseph Vissarionovitch Djougachvili, qui avait lu Darwin et qui était devenu athée, se lança dans la propagande clandestine social-démocrate et dans l'agitation marxiste. Il fut plusieurs fois arrêté ; il fut déporté : mais sous les tsars on pouvait revenir de Sibérie. Il entra en 1911 au Comité central du parti de Lénine : il n'en fut évidemment ni le co-fondateur, ni l'inspirateur.

Malgré ce qu'affirme l'officielle *Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.*, Staline ne joua qu'un rôle subordonné dans la révolution de 1917 ; il ne fut ni le plus proche compagnon ni le successeur désigné de Lénine. Il était « secrétaire à l'organisation », fonction dirigeante, mais de second ordre, puis « secrétaire général du Comité central ». Jusqu'alors, dans la hiérarchie bolchevique, comme dans la hiérarchie bourgeoise, les secrétaires étaient des chefs subalternes ; ils étaient sous les ordres du Comité central et de son Bureau politique, et en théorie ils le sont restés. Les organisations communistes ne se donnent pas pour dirigées par des individus, mais par des assemblées. La plus récente édition des statuts du Parti communiste français, celle de 1945, calquée comme les précédentes sur ceux du Parti bolchevik, stipule (article 24) que « *le Congrès du Parti est la plus haute instance du Parti* » et que (article 27) « *le Comité central est l'organisme supérieur du Parti dans l'intervalle des Congrès* ». Telles sont en principe les autorités suprêmes, selon un type d'organisation qui remonte à Lénine et dont l'apparence n'a pas été changée. Et si « *le Comité central élit dans son sein un Bureau politique et un*

Secrétariat » (article 29), ceux-ci sont simplement « *chargés d'assurer le travail courant* ».

De même, la Constitution soviétique actuellement en vigueur, dont la lettre est assez orthodoxement léniniste, ne donne aucun pouvoir aux « secrétaires » du Parti et ne les nomme même pas. « *L'organe supérieur du pouvoir d'Etat est le Soviet suprême* » (article 30) et son « *organe exécutif et administratif supérieur* » (article 64) est le ci-devant « Conseil des Commissaires du Peuple », devenu depuis la guerre conseil des ministres. La Constitution de l'U.R.S.S ne fait aucune allusion au Parti dans les chapitres consacrés à l'« organisation de l'Etat » et aux « organes supérieurs du pouvoir » ; elle ne le cite que dans celui qui concerne les « droits et devoirs des citoyens », et d'une manière littéralement anodine (mais, pour le lecteur attentif, substantiellement omnipotente) comme « *le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, aussi bien des organisations sociales que des organisations d'Etat* » (article 126).

Or, on le sait, le Parti bolchevik domine souverainement l'Etat soviétique, et ce parti, comme à sa suite tous les partis communistes, est dirigé par un chef unique, son « *secrétaire général* », entouré de ses lieutenants qui portent le titre de « *secrétaires* ».

Ce fut la grande découverte de Staline : le secrétaire d'un collège politique peut le manœuvrer, le dominer, le subordonner définitivement ; il détient la matérialité du pouvoir, il surveille et dirige les mécanismes d'apparence démocratique qui « élisent » les membres du collège suprême ; s'il ne s'embarrasse ni de scrupules moraux ni de préjugés

doctrinaux, le « travail courant » qu'il est chargé d' « assurer » entre les réunions du collège directeur, notamment en ce qui concerne l'organisation politique et la police, lui permet de devenir le maître.

A la soi-disant *dictature du prolétariat* de Lénine, qui n'avait fait de Staline qu'un « secrétaire », le secrétaire Staline substitua la *dictature du secrétariat*. Il ne modifia ni les statuts du Parti, ni son propre titre : s'il s'est nommé généralissime et président du conseil en 1941, c'était une manifestation extérieure d'autorité répondant aux circonstances ; elle n'ajoutait matériellement rien à son pouvoir absolu.

La promotion du secrétariat n'avait pas seulement une portée personnelle. Elle bouleversa la nature et le fonctionnement de l'Internationale communiste et des « mouvements ouvriers » qui en dépendent. Avec Staline, la *matérialité du pouvoir* l'emportait sur l'autorité morale des personnes, sur l'influence et le prestige individuels, sur le crédit des idées et sur les commandements de la doctrine ; et sur la façade « démocratique », cela va sans dire. La méthode qui avait réussi à Staline et qu'il imposa dans tous les partis communistes à ses hommes de confiance, celle qui constitue son système de gouvernement, ne s'appuie fondamentalement que sur l'organisation et sur la police : ce qui devient décisif désormais, c'est ce qu'en vocabulaire stalinien on nomme « l'appareil ». Le secrétaire qui tient l'appareil tient souverainement tout le reste, présidents, tribuns, doctrinaires, comités et congrès.

C'est donc par un travail obscur et méthodique d'organisation policière et d'investissement des

postes-clés de l'appareil que Staline, après la mort de Lénine, s'assura la plénitude du pouvoir. L'assassinat de ses concurrents ne fut pas son moyen essentiel, mais le corollaire final de sa méthode. Quand Henri III faisait exécuter le duc de Guise, il supprimait un rival aussi puissant ou plus puissant que lui. Staline n'a pas eu recours à ce procédé traditionnel, trop hasardé pour son tempérament qui n'était nullement aventureux. Il ne fit pas dépendre son entreprise des chances incertaines d'une embuscade ou d'un coup de poignard. Il a d'abord neutralisé ses rivaux en manœuvrant pour les isoler de l'organisation communiste. Lorsque ceux-ci n'eurent plus aucune autorité réelle dans un appareil dont ils ne comprirent pas assez tôt l'importance, lorsqu'ils ne purent plus rien y faire ni servir à rien, alors seulement Staline supprima ces survivances inutiles. C'était en somme la dernière conséquence logique de la situation qu'il leur avait créée, et à ce moment-là leur « condamnation » ne risquait plus d'entraîner qu'un minimum de remous. Le dernier acte de la « liquidation » des compagnons de Lénine ne fut pas un coup d'Etat, mais une sorte de régularisation

*
**

Aussi Staline était-il inconnu en France, et des communistes eux-mêmes. Son effacement était inséparable de sa méthode. Son nom n'apparaît en bonne place dans l'armorial communiste que très tardivement.

Lorsque Marcel Cachin, dans l'*Humanité* du 21 mai 1919, désignait les grands hommes de la Révo-

lution russe, il citait Lénine, Trotzki, Zinoviev, Krilenko, Litvinov, Kamenev, Radek, etc., il ne citait pas Staline.

Les comptes rendus du IX^e Congrès bolchevik, parus dans *l'Humanité* en avril 1920, ne faisaient pas davantage mention de Staline, sauf dans la liste alphabétique des membres du Comité central. Le manifeste de l'Internationale communiste au prolétariat mondial, le 17 juillet 1921, que reproduisit *l'Humanité* du 9 août, était signé pour la Russie par Zinoviev, Boukharine, Radek, Lénine et Trotzki : pas de Staline.

MM. Herriot et Daladier sont allés en U.R.S.S. au cours de l'année 1922. *L'Humanité* du 16 octobre signale leurs conversations avec les plus hautes personnalités soviétiques et ne s'étonne point que ces « deux plénipotentiaires officiels » n'aient pas rencontré Staline et ne fassent aucune allusion à sa personne.

Le 9 novembre 1924, dix mois après la mort de Lénine, on trouve enfin dans *l'Humanité* une biographie de Staline :

« En 1912-1913, Staline fut un des rédacteurs des journaux ouvriers bolchevistes, la *Zvierda* et la *Pravda*...

(Un des rédacteurs, disait donc *l'Humanité*... Aujourd'hui, l'officielle *Histoire du Parti bolchevik*, à la 2^e section de son chapitre V, affirme que la *Pravda* « fut fondée, d'après les indications de Lénine, sur l'initiative de Staline ».)

« ... Dès 1917, Staline est membre du Comité exécutif panrusse. En 1919-1920, il est commissaire à l'inspection ouvrière et paysanne. De 1920 à 1923, il

est membre du Conseil militaire révolutionnaire de la République... Pour ses services militaires, il est décoré de l'ordre du Drapeau rouge. Actuellement il est secrétaire général du Comité central du Parti communiste russe et membre du Praesidium du Comité central exécutif panrusse. »

Personne ne disait en 1924, comme l'écrit maintenant, pour cette période, l'*Histoire* officielle, que le Parti bolchevik était « le parti de Lénine et de Staline ».

Mais c'est effectivement au cours de l'année 1924 que, sans reconnaître à Staline la direction de l'U.R.S.S., on commence à le signaler à l'étranger comme l'un des premiers théoriciens du marxisme-léninisme. Jusqu'alors, les militants du monde entier étudiaient le léninisme dans les textes de Lénine et dans le livre de Zinoviev. Pour la première fois, le 11 août 1924, *l'Humanité* parle d'une brochure de Staline, *Le léninisme théorique et pratique*, qui « vient de réussir ce petit miracle de nous exposer en quelques pages la théorie et la pratique du léninisme ». Puis, en 1926, le bureau d'édition du Parti communiste français traduit et publie les *Questions du léninisme*, premier recueil qui, sous le même titre, sera considérablement augmenté par la suite. Cet ouvrage de Staline, dont la valeur doctrinale est très médiocre, est bientôt présenté sur le même plan que *Le léninisme* de Zinoviev, puis l'éclipse dans la publicité strictement dirigée de l'Internationale communiste. L'appareil impose Staline comme la première, et peu à peu comme la seule autorité doctrinale du bolchevisme.

*
**

D'après la mise en scène qu'il a lui-même réglée, Staline aurait donc supplanté ses rivaux uniquement par la lumière inégalable de son génie intellectuel. Il n'a jamais cessé de se faire représenter essentiellement sous les traits d'un doctrinaire ou plus exactement, puisque le marxisme-léninisme est une « science », d'un « savant ».

Son dernier article du *Bolchévik*, paru quelques semaines avant le XIX^e Congrès du Parti communiste soviétique, fut officiellement donné pour « une contribution décisive à la science ». Ses ouvrages ont été répandus dans toutes les langues, à des centaines de milliers d'exemplaires. Il est intervenu souverainement dans divers domaines de l'esprit : l'économie politique, la philosophie, l'ethnologie, la linguistique, l'histoire, la littérature... Il était « *le coryphée des sciences* ». A ses obsèques, Malenkov a salué « *le grand penseur de notre époque* » et Molotov « *le maître de la science marxiste-léniniste* ». On pourrait donc normalement former le dessein de connaître la révolution stalinienne par les écrits de Staline. On s'exposerait alors aux plus complets contresens.

Les préoccupations doctrinales qu'affichait le personnage, son histoire les dément autant que sa propagande les affirme. Il faisait assurément figure de « pape » pour les communistes du monde entier. Son autorité se donnait pour principalement intellectuelle, son mérite était de « développer le léninisme », de « conseiller » et de « guider » les travailleurs manuels et intellectuels. Ce portrait devait fatalement paraître à peu près exact à tous ceux qui imaginent le communisme comme une force idéolo-

gique et une sorte de foi nouvelle : il l'a été, il l'est encore, mais cet aspect a progressivement cessé d'être l'essentiel.

Aucun autre parti que le Parti communiste ne s'applique pourtant à faire croire que toutes ses décisions, y compris les plus occasionnelles et les plus opportunistes, sont directement commandées par la logique d'un système intellectuel. « *Aucun de nos mots d'ordre... qui ne soit le résultat d'un principe doctrinal* », assurait l'un des lieutenants de Thorez dans les *Cahiers du communisme* (décembre 1951). Ainsi se présente à tous les échelons, des sommets du Kremlin jusqu'au secrétariat de section locale, l'action stalinienne. On passe sous silence les raisons de fait qui déterminent la décision politique ; les justifications doctrinales tirées du marxisme-léninisme sont construites après la décision : mais celle-ci est toujours imposée dogmatiquement comme une conséquence rigoureuse des principes.

Ce masque doctrinal jamais déposé est ce qui séduit tant d'intellectuels dans le communisme ; c'est aussi ce qui les rend souvent incapables de devenir de véritables militants du Parti. Ils sont attirés par une action politique apparemment déterminée, dans tous les cas, par la seule logique d'une doctrine. Mais ils ne peuvent renoncer à tirer eux-mêmes les conséquences des principes, et à se croire plus aptes à cet exercice, qui est leur spécialité, que les policiers tchékistes. Ils se trouvent vite en désaccord avec une « ligne » changeante dont l'inspiration réelle est opportuniste.

L'intellectuel véritablement communiste est celui qui arrive à comprendre cette primauté de l'appareil

sur la doctrine, de la décision politique sur la logique des principes. Mais il ne peut jamais l'avouer, fût-ce à des collègues de son rang. Les augures doivent se regarder sans rire, même en privé, car la police rôde. C'est pourquoi l'intellectuel risque toujours d'être un mauvais communiste : sa vocation et son penchant restent d'exprimer ce qu'il a compris.

Le pouvoir absolu de l'appareil du Parti et de son secrétariat est occulte dans ses moyens ; il ne montre pas son visage. On n'en voit que les effets. Staline inventa de présenter et d'expliquer ces effets visibles comme le résultat d'une influence intellectuelle. Les ralliements, les soumissions que sa police obtenait dans l'ombre, on les disait le résultat d'une persuasion qui s'exerçait dans le secret des consciences.

Le communisme de l'Internationale stalinienne n'a pas cessé de se faire passer essentiellement pour un mouvement idéologique et une école, mais essentiellement il est devenu un appareil de type militaire et policier.

*
**

On fait parfois remonter cette évolution à Lénine, qui avait dit : « *Tout bon communiste doit être un bon tchékiste* ». Lénine, cependant, restait autant théoricien qu'homme d'action, et ce mot, dans sa bouche, n'était vraisemblablement qu'une boutade : il n'y croyait qu'à moitié, sans quoi il ne l'aurait pas dit (Staline n'a jamais rien dit de semblable). Au plus, il y voyait une concession faite par la doctrine aux exigences passagères de la première phase de la Révolution. Lénine concevait et acceptait que

l'action pût imposer aux principes des concessions : la N.E.P. en fut un exemple.

Staline ne fit jamais de concessions de cet ordre et ignorait en quoi cela aurait pu consister, parce qu'il voyait les choses d'une toute autre manière et ne croyait pas aux principes. Il a souvent reculé, biaisé, accepté transactions et compromis avec ses rivaux, avec les puissances capitalistes et avec Hitler : il a d'autant moins présenté ces arrangements comme des concessions qu'il n'avait visiblement aucune conscience de faire un accroc à la doctrine. Pour lui, la doctrine n'avait aucune exigence propre : *au contraire*, elle n'était que l'instrument subordonné lui servant à exprimer les exigences successives de sa politique. Raison supplémentaire de se faire passer surtout pour un doctrinaire.

C'est ici que l'Occident, après avoir péniblement essayé d'apprendre à connaître le communisme, n'a brusquement plus rien compris. L'Occident a étudié le communisme (quand il l'a étudié...) dans les livres de Marx et Lénine : avec le règne de Staline, l'essentiel n'était plus dans les livres. En continuant à les analyser pour eux-mêmes, on scrutait le masque au lieu de l'écarter. Ainsi, on a généralement tenu le communisme pour un « idéal révolutionnaire », à la fois « généreux » et « utopique », contraint par suite, pour vivre, de faire des concessions au réel, aux conditions de l'autorité, de la puissance, de l'organisation sociale, aux exigences de la nature humaine. Ce fut à peu près vrai au temps de Lénine et de la N.E.P. Ce ne l'est plus depuis la révolution stalinienne.

Chaque fois que Staline a eu besoin de quelque

chose qui n'était pas prévu par le marxisme-léninisme, ou qui le contredisait, il l'a fait formuler et enseigner comme une conséquence nouvelle ou une rectification logique de la doctrine. Dans quelques cas extrêmes, il s'est passé de toute justification théorique, sans que la question de la désobéissance aux principes soit examinée et excusée d'aucune manière, car les principes n'étaient pas pour lui quelque chose à quoi l'on obéit. Il a dû pendant la guerre s'appuyer sur le nationalisme russe, et donc lui donner une position privilégiée par rapport aux autres populations soviétiques. Ni à ce moment ni plus tard, il ne s'est préoccupé de l'entorse ainsi faite aux principes. Relisons son toast du 24 mai 1945, en soulignant les mots qui affirment sans gêne aucune la prééminence du nationalisme grand-rusien à l'intérieur de l'U.R.S.S. ; on n'y trouve nullement trace d'un sentiment de concession provisoire faite par un doctrinaire aux nécessités de l'action :

« Je voudrais porter un toast à la santé de notre peuple soviétique et *tout d'abord* à celle du peuple russe. Je bois avant tout à la santé du peuple russe parce qu'il est la nation la plus marquante entre toutes les nations qui font partie de l'Union soviétique. Je porte la santé du peuple russe, non seulement parce qu'il est un peuple qui dirige [qui dirige les peuples non russes de l'U.R.S.S.], mais aussi parce qu'il est doué d'un esprit lucide, etc. »

Que devient l'égalité absolue des différentes nations de l'U.R.S.S., affirmée par la Constitution soviétique (article 123) ? Nul ne s'en soucie. Le vrai communiste de formation stalinienne n'a jamais « mauvaise conscience » quand l'action politique

menée pour maintenir ou pour étendre la domination de l'appareil soviétique le conduit à tourner le dos aux principes marxistes-léninistes. Staline a trouvé commode de se défier de son vivant, comme les Empereurs romains, sans doute parce qu'il a compris que l'obéissance des sujets est favorisée par l'existence d'une autorité spirituelle infaillible et que le sentiment du « sacré » aide au bon ordre des sociétés. Cela embarrasserait fort les marxistes orthodoxes et les léninistes fidèles, s'ils devaient en fournir une justification théorique : mais l'appareil communistes n'est plus composé de marxistes orthodoxes et de léninistes fidèles, il est composé de staliniens.

*
* *

A tous les échelons de l'Etat soviétique et de l'Internationale communiste sont en place des hommes formés au « stalinisme », qui n'est pas une doctrine mais une pratique. Le communisme actuel est presque entièrement vidé de son idéologie originelle et il n'a plus guère que des idéologies occasionnelles (nationalisme, internationalisme, militarisme, pacifisme, anti-capitalisme, etc.) qu'il *utilise* selon le temps et le lieu. Cette révolution fondamentale accomplie par Staline à l'intérieur du communisme a plus de vingt ans d'âge ; elle n'a cessé de s'accroître ; et les intellectuels ni les politiques de l'Occident ne s'en sont encore aperçus.

Assurément, je n'irai pas jusqu'à dire que Staline hier, que les staliniens aujourd'hui *ne pensent rien*. Ils ont gardé, même à leur insu, une certaine conception du monde. Staline n'attachait aucune impor-

tance directrice à la doctrine, mais il avait été intellectuellement formé par elle. Son univers restait un univers marxiste, largement corrigé par l'expérience. Comme il n'était ni un intellectuel ni un doctrinaire, il ne s'est pas forgé un nouveau système conceptuel. Il a plié l'ancien à ses besoins. Il a gardé le vocabulaire. N'importe quel vocabulaire, privé de son âme, peut servir à n'importe quoi (le Diable, selon Bernanos, est celui qui se sert le mieux du langage des théologiens et des casuistes).

Les staliniens conservent une conception vaguement marxiste et exclusivement « scientifique », un certain matérialisme historique, avec la croyance en une décomposition interne de l'impérialisme colonialiste et du capitalisme, ouvrant la voie à une domination mondiale de l'appareil communiste. Cela n'a aucune rigueur logique ou « dialectique » et ne pourrait en avoir, les prévisions de Marx ne s'étant pas réalisées et ses « lois » ayant eu quelques graves défaillances. C'est une croyance assez imprécise et à moitié consciente. Voilà tout ce qui reste du communisme doctrinal tel qu'il est défini dans les livres ; et quelques thèmes d'agitation, fort précieux comme instruments, mais interchangeables aux yeux de la caste politique qui domine l'appareil.

La révolution stalinienne a réduit la doctrine, tout autant que les hommes, à une obéissance complète.

*
* *

Une obéissance sans âme et finalement sans raison : le communiste stalinien sait que les raisons sont de purs instruments et de simples prétextes, couvrant plus qu'elles ne l'animent la réalité d'une

organisation de type militaire et policier. Il n'est pas besoin d'insister beaucoup, cela admis, pour faire comprendre qu'il s'agit d'un système de dégradation intellectuelle et morale des hommes, prix obligatoire, et payable d'avance, d'une « révolution sociale » dont les avantages intrinsèques sont les uns discutables, les autres imaginaires. Mais il y a une duperie profonde à débattre de ces avantages réels ou supposés comme si l'organisation communiste, les méthodes de l'appareil, la pratique stalinienne étaient d'importance secondaire ou négligeable. L'essentiel dans le communisme soviétique est un système de domination ; et l'athéisme dont il se réclame et qu'on lui reconnaît n'est pas un vide que l'on pourrait combler, la simple déficience métaphysique d'une économie politique qu'il dépendrait de nous de compléter par en haut, ou encore une dimension qui lui manque et que l'on pourrait lui apporter. Le communisme est d'abord et résolument fermé de ce côté-là, parce qu'il est une main-mise totale sur l'homme ; il n'est pas indifférent à la conscience des hommes, il est très résolument décidé à la dominer, et pour mieux la dominer, à la supprimer.

La domination, la domestication, la suppression des consciences est le trait capital du type d'organisation communiste. Cette organisation dispose, quand elle est au pouvoir dans un pays, de toute la gamme des moyens de police, de répression, de terreur dont la description est maintenant classique et n'échappe qu'à ceux qui sont volontairement distraits à son égard. Mais répression et terreur étatiques ne sont que le moyen le plus court, le plus commode. L'or-

ganisation communiste, par le seul fait qu'elle existe et qu'elle fonctionne, recherche le même but et produit les mêmes résultats dans les pays où elle n'est qu'une sorte de société privée et où elle ne peut avoir recours aux pressions et au terrorisme officiels. La mécanisation des individus est alors plus longue et plus hasardeuse, elle est de même nature. Nous en trouvons des exemples nombreux en France, non seulement parmi les militants du Parti, mais encore parmi les simples sympathisants et compagnons de route. En d'autres termes, ce ne sont pas les camps soviétiques et la balle dans la nuque qu'il faut essentiellement incriminer : mais le système en lui-même, dont la balle dans la nuque et les camps ne sont que l'un des moyens, le plus visible, le plus rapide, le plus immédiatement horrible, sans doute, — un moyen parmi d'autres cependant, un moyen presque complémentaire au système plutôt qu'intrinsèque. C'est le système communiste, avec ou sans balle dans la nuque, qui est « intrinsèquement pervers ».

Ces indications ne tiennent pas lieu d'une étude exhaustive, historique et critique, qui réclamerait des centaines de pages. Elles sont pourtant le résultat d'une analyse et d'une réflexion de plusieurs années, portant sur une grande masse de documents écrits, de témoignages oraux, de conversations anciennes et récentes avec des militants communistes ayant ou n'ayant pas rompu avec le Parti. Ce ne sont que des points de repère, — ceux qui m'ont paru à la fois les plus importants et les plus méconnus. Ils peuvent être utiles à la recherche de chacun. Ils peuvent aussi contribuer à mettre sérieusement en doute bien des erreurs courantes.

Car la forme la plus insinuante de la collaboration soviétique, notamment parmi les catholiques, est celle qui suggère un faux combat contre un faux communisme. Peu m'importe qu'il s'agisse là d'une erreur de bonne foi ou d'une complicité oblique. Dieu reconnaîtra les siens. Dans toute imposture collective, ceux qui y participent peuvent ordinairement être rangés en deux ou même trois catégories : les dupeurs, les dupés, et les auxiliaires ou complices à demi conscients. Ce serait jugement téméraire que de vouloir attribuer aux uns et aux autres la catégorie dont ils relèvent ; et en tous cas ce n'est pas mon affaire.

Nulle part ailleurs que dans *Le Monde* de M. Beuve-Méry n'est aussi nettement proposé aux catholiques un faux combat contre un faux communisme. Il faudrait citer la collection entière de ce journal pendant dix années (1). Mais chaque jour, quelques mots parus dans ses colonnes valent un long poème. L'éditorial anonyme du 15 septembre 1954 analysait le nouveau manuel d'économie soviétique qui venait d'être mis en circulation à Moscou lors de la rentrée scolaire :

« *Il constitue à notre connaissance la première synthèse théorique des vues marxistes sur l'évolution des sociétés depuis la mort de Staline... En fait, on*

(1) Ceux que la question du *Monde* intéresse se reporteront utilement à la forte brochure : *Le Monde, auxiliaire du communisme*, publié en 1952 par le B.E.I.P.I. (30, rue de Gramont, à Paris, 2^e). Ils y trouveront beaucoup de documents et de faits tous concordants : on ne peut tout de même pas faire comme s'ils n'existaient pas... Quant à l'interprétation donnée par cette brochure (une complicité *consciente*), c'est une autre question.

retrouve là, à peine rajeunies, les idées qui ont présidé à la rédaction de ces deux brochures fondamentales que sont « Les Principes du léninisme » de Staline et « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme » de Lénine. On y retrouve la notion essentielle au communisme de la chute inéluctable du système capitaliste par suite du développement de ses trois contradictions essentielles, qui ont été mises en lumière par Lénine : entre le capital et le travail, entre les différentes puissances capitalistes, entre métropole et colonies...

« Ce manuel... a l'avantage d'exposer clairement au monde de la liberté la manière dont le camp soviétique compte s'y prendre pour l'abattre. Ce faisant, il devrait, semble-t-il, aider l'Occident à réfléchir sur la manière de se défendre, la meilleure étant évidemment de s'employer à résoudre ces « contradictions ».

Ce dernier paragraphe est un chef-d'œuvre, dans le genre de ceux que *Le Monde* réussit à peu près quotidiennement. On n'y parle que du communisme de Lénine, sous prétexte que ses formules de propagande sont encore en vigueur. On y fait comme s'il n'y avait pas eu la révolution stalinienne. On y montre le camp soviétique attendant, en quelque sorte immobile, de cueillir le fruit mûr de la décadence du monde « capitaliste ». On y présente les trois « contradictions » du monde capitaliste comme l'arme essentielle des Soviétiques. On y suggère que « la meilleure » façon de combattre le communisme est en somme de ne s'occuper absolument pas de lui, mais uniquement des maux qu'il dénonce, et dans la perspective même où il les dénonce.

On ignore ou feint d'ignorer que l'arme essentielle des Soviets n'est pas dans les « contradictions capitalistes », mais dans *l'utilisation qu'en fait l'organisation communiste*. Elle pourrait, si celles-ci étaient surmontées, en utiliser d'autres : toute société humaine comporte sa part de « contradictions » et suscite toujours des mécontentements légitimes. Si le meilleur ou le seul moyen de lutter contre le communisme était d'instaurer une société parfaite, où l'injustice n'aurait aucune place, alors autant capituler tout de suite (et c'est effectivement le sentiment que *Le Monde* insinue ainsi à ses lecteurs). Il y aura toujours de l'injustice sociale : mais il n'est écrit nulle part que l'organisation communiste doive être toujours laissée libre de l'utiliser.

En outre, l'organisation communiste ne se contente pas d'utiliser les « contradictions capitalistes » : elle empêche de les résoudre. C'est la raison pour laquelle elle s'emploie constamment à discréditer et à paralyser toutes les espèces de « réformisme ». Pour une société « capitaliste », l'existence et le fonctionnement d'une organisation communiste est un obstacle, et souvent le principal, à une solution ou à une diminution de ses « contradictions » internes.

Je ne vais pas en conclure qu'il faut fusiller ou brûler qui que ce soit ; mais que, de quelque côté que l'on se tourne, la première urgence temporelle est au *combat politique* mené directement contre l'organisation communiste exactement repérée là où elle est et pour ce qu'elle est.

Les considérations du genre de celles qui précèdent, sur l'utilité réduite ou l'inutilité des « réformes sociales » pour combattre le communisme, vous font ordinairement taxer de « conservatisme » au sens le plus péjoratif du terme. On vous psychanalyse en un tournemain et l'on détecte sous vos propos d'épouvantables arrière-pensées : si vous parlez ainsi, c'est que vous êtes « contre » les réformes sociales, c'est que vous êtes insensibles aux cris de l'injustice et de la misère, c'est peut-être même que vous êtes l'un des responsables de la condition prolétarienne et l'un des profiteurs de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Procès de tendance qui détourne de l'objet à connaître : le communisme soviétique tel qu'il est issu de la révolution stalinienne. Je pourrais alléguer des socialistes de tradition marxiste ou de tradition proudhonienne, peu suspects de « conservatisme », dont l'analyse va pourtant dans le même sens : ils pensent eux aussi (encore que, peut-être, un peu moins radicalement) qu'une réforme fondamentale de nos structures sociales ne suffirait pas à désarmer ou à décisivement affaiblir l'appareil communiste.

Quand M. Maurice Duverger invoque comme une chose évidente (*Le Monde* du 10 octobre 1954) « *les réformes économiques et sociales seules capables de tarir les sources mêmes de la puissance communiste* », je ne conteste pas, je ne discute même pas l'urgence ou la nécessité des réformes dont il parle : mais je dis très clairement que ces réformes sont sans rapport direct avec l'entreprise communiste de domination universelle. Je discute, je conteste l'idée qu'il se fait, et qu'il prêche, du communisme stali-

nien et post-stalinien. Je conteste que « les sources même de sa puissance » soient dans les imperfections ou les injustices de notre régime économique et social, je dis que ces sources sont ailleurs, essentiellement dans l'existence et le fonctionnement d'une organisation de type stalinien. Et, secondement, M. Duverger donne à croire qu'on peut supprimer les imperfections et les injustices d'ordre économique et social : certaines (et peut-être celles auxquelles il pense), oui. Toutes, non. Il est bien difficile de boucher des trous sans en creuser de nouveaux : l'on connaît vraiment peu de « réformes sociales » qui n'aient, à plus ou moins longue échéance, provoqué des injustices parfois moins grandes, parfois plus grandes que celles auxquelles on apportait remède.

Dire cela n'est nullement plaider contre « les réformes économiques et sociales » : mais situer leur portée. La justice sociale est une exigence à laquelle aucun chrétien ne peut se refuser : il doit pourtant savoir que ce devoir-là, comme beaucoup d'autres, il n'aura jamais fini de le remplir. Il doit savoir que la lutte contre l'injustice sociale est une lutte sans fin, qu'elle a d'autres motifs que les résultats tactiques que l'on en peut attendre, et que d'ailleurs ces résultats sont presque toujours et très normalement décevants, et qu'il y aura toujours dans les sociétés humaines une part d'imperfection et d'injustice, ce qui n'est pas une raison de s'y résigner. Ce que la morale chrétienne attend de lui en ce domaine, c'est qu'il ne cesse de remplir ce tonneau des Danaïdes.

Le communisme soviétique utilise et exploite, dans les sociétés qu'il veut asservir, quantité d'imperfections et d'injustices accidentelles, que l'on peut

supprimer : mais c'est chez lui aussi une attitude accidentelle. Essentiellement, *il utilise et il exploite la part d'imperfection et d'injustice qui est à peu près constante dans les sociétés humaines* ; il est fondamentalement organisé pour cela. C'est pourquoi, tant que l'on n'aura pas trouvé le moyen d'édifier une société parfaite absolument, il faudra se résoudre à lutter directement contre l'organisation communiste, ou à capituler devant elle.

En d'autres termes, le communisme soviétique est une organisation politique qui utilise et exploite la souffrance des hommes. Il est toutes sortes de souffrances pour les hommes, certaines sont inévitables et d'autres non : les unes et les autres peuvent être fécondes, toute souffrance, même injuste, que Dieu a permise, peut être féconde. Mais pour enlever au communisme ses « occasions » ou ses « prétextes », c'est la souffrance même qu'il faudrait supprimer. Cette illusion, comment des chrétiens font-ils pour s'y laisser prendre ?

L'organisation communiste propose un sens à la souffrance des hommes, un sens qui n'est pas le nôtre, un sens qui est finalement dépourvu de toute signification. Elle excite à la révolte, enrôle les révoltés, et annexe leur conscience ; elle les instrumentalise au profit d'une domination fondée sur la matérialité du pouvoir ; elle est une mangeuse d'hommes, et l'on imagine mal dans quelle mesure ceux qui siègent au sommet du système peuvent être épargnés ; car ils ont obligatoirement fait carrière dans l'appareil.

Ce qui est certain, en tous cas, c'est que vous n'enlèverez jamais de la vie humaine les occasions et

les motifs de souffrance. Dire cela n'est pas dire un seul mot contre les réformes économiques et sociales que nos structures appellent, et qu'appellent indéfiniment toutes les structures économiques et sociales. Je crois profondément à une morale politique et à une justice sociale. Et ne me demandez pas lesquelles : ce sont celles de l'Eglise catholique, avec autant que possible rien de plus et rien de moins, il y a là plus qu'il n'en faut pour nourrir, en ce domaine, la pensée et l'action d'une vie d'homme. Mais il ne me viendrait pas à l'idée de donner à cette morale et à cette justice, comme première justification et principale utilité, la lutte contre le communisme. Il ne me viendrait pas à l'idée de leur donner la lutte contre le communisme comme utilité seconde et seconde justification. A la rigueur, comme justification tout à fait complémentaire, très annexe, très accidentelle, et encore j'y verrais surtout une astuce apologétique : et je n'ai rien contre l'apologétique, qui est sans doute nécessaire à sa place, mais simplement je n'aime pas ses astuces. La morale politique et la justice sociale de la religion chrétienne parlent au cœur de l'homme, et à son âme, un autre langage qu'un langage tactique et utilitaire. Elles perdent à peu près tout ce qui les constitue quand elles abandonnent leur nature *d'exigences* pour endosser la défroque d'une stratégie, c'est-à-dire d'un calcul. J'en fais le reproche à ceux qui mettent en avant le christianisme social trop uniquement comme « arme » ou « moyen » contre le communisme ; quand ce n'est pas la religion catholique tout entière qui descend à la dignité étrange et diminuée de rempart contre les Soviets. Elle l'est, bien sûr,

mais parce qu'elle est tout autre chose, dans une région où elle ne risque de rencontrer aucune espèce de communisme soviétique.

C'est un fait que ceux qui croient en la divinité de Jésus-Christ sont pour le communisme un obstacle insurmontable ; mais la volonté de dresser un obstacle devant le communisme n'est pas et ne sera jamais une raison suffisante de croire en Jésus-Christ, de prendre sa croix et de le suivre.

Le rempart catholique contre le communisme est une de ces choses qui sont données par surcroît, ou qui ne sont pas données du tout.

IV

SI L'EVANGILE EST VRAI..

C'est ici que nous rencontrons la question de l'évangélisation des pauvres, de la déchristianisation du prolétariat, et des prêtres-ouvriers. Personne ne m'a donné mandat d'écrire quoi que ce soit sur les prêtres-ouvriers. Je parle en mon seul nom et n'engage que moi. J'en parle pour le lecteur catholique, et pour quelqu'autre peut-être, selon la double règle d'un métier, celui de chroniqueur, qui cherche à fixer quelques instants de la couleur du temps qui passe, et d'une conscience qui s'efforce au *sentire cum Ecclesia*.

Je ne me propose nullement d'instruire qui que ce soit, et je n'enseigne rien du tout. C'est l'Eglise qui enseigne, au moins par le texte de sa liturgie quand ses ministres perdent la tête, et par son Magistère romain, gardien de la doctrine : j'y renvoie ceux qui désirent être enseignés. Mais il y aurait quelque lâcheté à tout entendre sans protester. Ce chapitre

n'est rien de plus qu'une protestation. Si elle éveille quelque écho chez le lecteur et s'il demande à en savoir plus long, qu'il s'efforce de pratiquer et de comprendre la prière de l'Eglise, tout y est, pour l'éternité.

*
**

Se prendre aux cheveux pour les « méthodes » de l'apostolat ouvrier, pour ses principes sociologiques, ses procédés et ses astuces, est un spectacle dérisoire. Peut-être ne sait-on point se passer de méthodes et de stratégie : elles n'ont aucune importance fondamentale, elles sont des hochets qui ne comptent guère, et la fameuse « prise de conscience politique » de la condition prolétarienne, qui serait fort utile aux chefs d'entreprise et aux administrateurs d'Etat, est bien secondaire pour le prêtre missionnaire.

Vous voulez des méthodes, des stratégies, des recettes ? S'il en fallait pour convertir les peuples, ça se saurait. On nous l'aurait dit. Il nous aurait été révélé quelque part dans l'Ecriture en quoi elles consistent, ou à la rigueur qu'il nous appartient de les découvrir par humaine industrie. Mais, est-ce pour l'avoir mal lue, je n'y vois rien de tel. J'y vois même tout le contraire : « Ne vous préoccupez pas de ce que vous aurez à dire... »

*
**

Si l'Evangile est vrai, il n'est pas vrai que la condition ouvrière puisse faire obstacle à la conversion des ouvriers.

L'Évangile a été reçu par les esclaves de Rome, apporté par des gens qui avaient omis de consacrer leurs soins à une « prise de conscience » de la sociologie esclavagiste. Cette prise de conscience les aurait fort paralysés ; peut-être auraient-ils pensé que la libération sociale des esclaves devait précéder leur évangélisation ; et celle-ci aurait attendu plusieurs siècles, ou même indéfiniment : car la libération sociale des esclaves est venue, sans que personne l'ait clairement prévue, de l'évangélisation préalable des esclaves et de quelques autres. N'allons pas croire pourtant qu'aucune condition sociale ne puisse être un obstacle sérieux au salut des âmes : mais c'est tout au contraire celle de l'homme riche (si l'Évangile est vrai).

*
* *

Si l'Évangile est vrai, il n'est pas vrai que nous ayons à « bâtir une nouvelle chrétienté *sur* le monde contemporain tel qu'il se forge sous nos yeux », comme on l'affirme en s'appuyant plus ou moins exactement sur Maritain.

Le monde (qui est toujours contemporain) prend de l'Évangile ce qu'il veut ; quelquefois rien ; c'est son affaire. La nôtre est de le lui apporter tout entier, au lieu de lui en présenter ce que nous l'estimons disposé à recevoir. Au demeurant l'Évangile, scandale et folie, est toujours inacceptable pour le monde, mais plus encore lorsqu'on ne lui en apporte que des morceaux. Ce n'est pas « sur le monde qui se forge » qu'il faut bâtir une chrétienté, ce n'est pas sur le

monde où la rouille et les vers détruisent, et où les voleurs percent et dérobent (si l'Évangile est vrai).

*
**

Si l'Évangile est vrai, il n'est pas vrai que le prêtre doive « *entrer dans les communautés de base, ateliers, usines, docks, fermes, syndicats, et vivre authentiquement la vie de ces milieux, solidaire en tout de ceux qui les constituent* », afin de « *préparer par la communauté humaine la future communion évangélique* ».

Aucune communauté humaine ne prépare la communion évangélique. C'est le contraire qui est vrai : la communion évangélique a permis, parce qu'elle existait et sans l'avoir visé, de fonder, d'éduquer, de maintenir des communautés humaines qui ne soient point tout à fait sauvages. Mais le Royaume de Dieu se « prépare » en écoutant la Voix qui crie dans le désert, ce qui veut dire : dans le silence intérieur, il se prépare par l'humilité personnelle et la pénitence personnelle (si l'Évangile est vrai).

*
**

Si l'Évangile est vrai, il ne s'agit pas d'approuver ou de réprouver ce que tant de publicistes catholiques osent nommer avec admiration « la conception que se font les prêtres-ouvriers de leur sacerdoce ». Parce que la conception importe peu, à partir du moment où le prêtre « se la fait » : à partir de ce moment, ce n'est plus, dans cette mesure précisément, le sacerdoce du Christ. Car Notre-Seigneur lui-même ne

« s'est fait » aucune conception de sa mission. Il l'a reçue du Père, il a fait non sa volonté mais celle du Père, et ce qu'il disait ne venait pas de lui mais du Père. Et la mission qu'il avait reçue dans l'obéissance, il l'a transmise à ses apôtres.

Guardini vous l'a expliqué : « De toi-même, tu n'y arriveras jamais. Il ne te suffit pas de penser, de reconnaître, de poursuivre et de te dire finalement : ce que le Christ dit est vrai, je dois donc rallier son drapeau. Ce serait là te l'annexer et lui appliquer ta mesure. En ce cas, ce n'est pas lui mais toi que tu rencontrerais de l'autre côté de la barrière et tu aurais tourné en rond. Non, il te faut t'abandonner toi-même, renoncer à ta synthèse personnelle, jeter par dessus bord la norme de ta raison propre et de ton expérience. L'homme doit courir le risque de crier de l'autre côté : Seigneur, venez me prendre. Envoyez votre Esprit pour qu'il me transforme. Donnez-moi ce sens nouveau qui me fera penser de vous ce que vous en pensez vous-même... »

Je ne sais pas si les prêtres-ouvriers sont tombés dans le travers qu'on leur prête et je ne veux pas le savoir : je dis qu'en leur prêtant ce travers et en l'approuvant, les publicistes chrétiens défigurent la doctrine chrétienne (si l'Évangile est vrai).

*
* *

Si l'Évangile est vrai, les revendications et les révoltes ouvrières socialement les plus légitimes n'ont pas grand chose à voir avec le Royaume de Dieu. La charité du Christ partage avec chacun les souffrances qu'il endure et point le combat contre l'injustice qu'il

supporte : ce n'est qu'une nuance, fine et délicate, mais c'est la frontière entre l'amour naturel et l'amour surnaturel. L'envoyé du Christ n'est pas celui qui parle à chaque homme des injustices qu'il *subit*, mais des injustices qu'il *commet*. Car le Christ n'est pas venu pour les justes, il n'est pas venu pour ceux qui se croient les justes, il n'est pas venu pour ceux à qui l'on a persuadé qu'ils sont les justes : et dans la mesure où la « classe ouvrière » serait victime et nullement coupable, dans la mesure où vous l'en laissez persuader, dans la mesure où vous aidez à l'en persuader, il est normal que le Christ en soit absent.

Le Christ est venu pour la rédemption des peuples : si vous persuadez un peuple qu'il est innocent, si vous croyez et vous lui faites croire qu'il n'a besoin ni de pénitence ni de rachat, vous lui tenez le langage du Malin, et vous fermez son âme. Le prêtre est celui qui apporte d'abord le message de saint Jean-Baptiste, ou ce n'est rien du tout (si l'Évangile est vrai).

*
**

Si l'Évangile est vrai, il apprend à chacun comment il doit regarder le péché : en soi-même avec une volonté de pénitence et d'humilité, et non chez le prochain avec une intention de censure indiscrete ou d'apologie personnelle. Et là se trouve le secret de la connaissance des hommes et des sociétés : c'est l'esprit de pénitence qui donne la clarté du regard.

Le pire, et peut-être l'unique aveuglement est de voir le mal, le mal seul, et seulement dans son prochain, — ami ou ennemi ; le pire aveuglement est de jeter la pierre à son voisin en se glorifiant soi-même.

C'est l'aveuglement que vous apprenez à la « classe ouvrière », sans savoir ce que vous faites, sans savoir qu'elle n'a aucun besoin de vous pour cela, sans savoir qu'un autre avant vous, et mieux que vous, conduit les hommes à cet apprentissage des ténèbres depuis le premier jardin et la première faute (si l'Évangile est vrai).

*
**

Par ce discours, je n'entends certes condamner personne. Même le saint n'atteint pas en ce monde la perfection (le saint est un pécheur) : du moins a-t-il les yeux fixés sur elle. Il est sans doute inévitable que la faiblesse humaine cède à l'un ou l'autre des sophismes à la mode chez les intellectuels sur la condition ouvrière, le monde contemporain, le sens de l'histoire, le déterminisme social, etc. : seulement, ce sont des faiblesses. Et ce ne sont pas elles qui convertiront les âmes. Il faut que le prêtre, aussi et surtout, apporte autre chose, qui n'a rien de commun avec tout cela, et qui est l'Évangile, la vie de l'Église, la Présence réelle.

Ce qui est intolérable, ce ne sont pas les faiblesses du clergé (ouvrier ou non). La prière de l'Église nous enseigne la faiblesse humaine de l'Église. Si elle nous fait dire le Vendredi Saint, et chaque dimanche, et chaque matin : « Prions, mes frères, pour la sainte Église de Dieu », c'est parce qu'elle a besoin que l'on prie pour elle, c'est parce qu'elle en a bien besoin... Ce qui est intolérable, c'est que des publicistes chrétiens (intellectuels et journalistes) fassent l'apologie publique de ces faiblesses et nous convient à y voir

des trucs souverains pour la conversion des ouvriers ou de n'importe qui.

Qu'ils donnent dans ces futilités sociologiques, politiques, mondaines, cela aussi est inévitable. Nous aimons bien tous, assurément, les futilités : mais quand on les produit à *la place* de la doctrine chrétienne, et que cela dure un peu trop, il est temps de protester.

*
* *

Ma protestation va rencontrer à coup sûr, désigner souvent, nommer le moins possible des religieux de l'Ordre de saint Dominique : ils ne sont pas tout leur Ordre, et ils ne sont pas non plus les seuls engagés dans une aventure lamentable. Mais ils sont ceux que l'on voit au premier rang, ceux qui font le plus de bruit, ceux qui possèdent les plus importants instruments publicitaires et ceux qui en connaissent le mieux la technique d'utilisation. J'ai un mot à leur dire.

Mes Révérends Pères, vous êtes extraordinairement savants en toutes sortes de choses utiles et inutiles, et je m'incline bien bas devant votre science, mais elle ne m'intéresse pas, elle n'intéresse pas le destin des hommes. De toute votre science il n'est qu'un chapitre qui nous concerne et dont nous ne pouvons pas nous passer, mais où donc l'avez-vous enfoui ? Apprenez-nous à prier, apprenez-nous sans cesse à prier, nous l'oublions dès que nous l'avons appris, mais il est incroyable que ce soit aussi bien en votre compagnie ou à votre suite, en vous lisant ou en vous écoutant, qu'il nous arrive de l'oublier. Vos sermons, vos discours, vos articles sont très érudits, très émouvants,

très amusants, vous avez toutes les qualités et toutes les ressources de la réthorique et de l'art dramatique, toutes les connaissances des sciences humaines et rien de ce qui est humain ne vous est étranger, mais nous n'avons que faire de tout cela, et c'est précisément autre chose qu'une parole humaine que nous attendons de vous. Apprenez-nous à prier, de tous vos secrets c'est le seul qui nous importe, apprenez-nous à prier, et le reste nous sera donné par surcroît, à nous, à vous et aux autres.

Il est écrit : « Tu adoreras le Seigneur ton Dieu et lui seul tu serviras ». Et à cette réponse le Démon se retira. Cela n'a jamais signifié non plus que, par souci de Dieu seul, l'homme devient absent à toutes choses, ne craignez rien : mais qu'en toutes choses il apporte la présence de Dieu.

Ou il n'apporte rien.

V

L'ERREUR ORGANISÉE

On rencontre partout M. François Mauriac. Commençons donc par l'écartier. Il écrivait dans le *Figaro* du 6 octobre 1953 :

« Les prêtres-ouvriers... (ont épousé la pauvreté ouvrière) non avec l'idée de prêcher sans préparation à leurs camarades une vérité que ceux-ci, pour la plupart, ne sont pas encore disposés à recevoir, mais afin de se mettre à leur école et d'apprendre d'eux un secret de souffrance partagée qu'ils détiennent ».

Ce texte a été reproduit par M. Beuve-Méry dans *Le Monde* et dans *l'Actualité religieuse*^o : il y était donné pour une expression authentique et exemplaire de la pensée catholique.

Quand *Le Monde*, le *Figaro* et *l'Actualité religieuse* sont ainsi d'accord sur une contre-vérité aussi flagrante, comment le public catholique ne serait-il pas profondément troublé ?

Seul, M. André Frossard a répondu, avec son habituel bonheur d'expression, que si les prêtres-ouvriers n'avaient pas l'intention de prêcher la vérité aux ouvriers, alors c'était « *un nouveau moyen de voler les pauvres, en leur faisant attendre cet Evangile qui s'adresse aux humbles et aux petits* ».

*
* *

Les prêtres-ouvriers de la Mission de Paris ont commis des fautes politiques. Plusieurs d'entre eux, souvent, et *tous* au moins une fois, ont aidé les entreprises communistes. Mais le rôle des publicistes catholiques, et surtout de ceux qui avaient des chances d'être lus par eux, n'était pas de les excuser : il était de les défendre contre le péril. C'est ce qui n'a jamais été fait. Jamais la *Vie intellectuelle*, ni *Témoignage chrétien*, ni la *Vie catholique*, ni *L'Actualité religieuse*, et encore moins la revue *Esprit*, n'ont consenti à reconnaître que le principal péril auquel se trouvaient exposés les prêtres-ouvriers était celui que leur faisaient courir les manœuvres ourdies autour d'eux par l'organisation communiste. Ils ont toujours parlé des prêtres-ouvriers comme si la question ne se posait pas, — ou même comme si l'unité d'action entre les prêtres-ouvriers et l'appareil communiste n'était pas pour leur déplaire.

M. Georges Hourdin, directeur de la *Vie catholique*, co-directeur de *L'Actualité religieuse* donna en octobre 1953 une suite d'articles au *Monde* pour informer le « grand public » des problèmes théoriques et pra-

tiques posés par l'existence des prêtres-ouvriers. Il y parlait de tout, sauf de la difficulté immédiate et concrète, la plus évidente, la plus importante, celle aussi qui provoquait les inquiétudes les plus légitimes : les rapports entre prêtres-ouvriers et communistes. M. Hourdin faisait comme s'il ne savait rien sur ce point. Il ignorait (et comment ne pas redouter que cette ignorance ait été volontaire et calculée ?) il ignorait que les difficultés capitales rencontrées par l'entreprise des prêtres-ouvriers tenaient à l'habileté, au cynisme des pièges qui leur étaient quotidiennement tendus par l'organisation communiste. C'est une sorte de record en matière d'information journalistique, mais de record à l'envers. Quand je vois ensuite le détenteur de ce record parader dans les congrès et y faire des communications sur le journalisme, sur l'information, sur l'objectivité, sur la compétence, je ne peux m'empêcher de me rappeler ses articles du *Monde* et leur mirobolant record. Et je me demande si tous les catholiques qui sont occasionnellement condamnés à écouter ce personnage le prennent au sérieux.

Et pourtant, il est sérieux, horriblement sérieux, et singulièrement dangereux. Car dans ses articles du *Monde*, il parlait tout de même du communisme, il en parlait d'une manière oblique et secrète, sans le nommer, il le montrait sous un visage méconnaissable, pour le faire innocemment accepter. Il expliquait (8 octobre 1953) que les prêtres-ouvriers avaient pris certaines « *positions politiques et syndicalistes* » parce qu'ils avaient ressenti « *l'exigence de la justice collective* ».

Je le demande : comment croire que M. Hourdin

ait pu ignorer que ces « positions politiques et syndicalistes » étaient des positions de la politique communiste et du syndicalisme communiste ?

Mais il ne le disait pas. Mais il ne s'en inquiétait pas. Mais il n'y trouvait rien à redire. Au contraire : il approuvait ; il justifiait. Et il justifiait par « l'exigence de la justice collective ».

Le lecteur non averti de ce qui était réellement en question ne pouvait supposer qu'il s'agit du communisme ; tout au plus était-il amené à envisager des problèmes théoriques concernant le point de savoir si le prêtre doit ou non s'occuper lui-même de justice sociale. Et en tous cas, ce lecteur innocent n'était mis ni en éveil, ni en défense.

Quand au lecteur un peu plus averti, et inquiet des positions communistes adoptées par les prêtres-ouvriers sur certaines questions politiques et syndicales, il ne pouvait en tirer qu'une conclusion : à savoir que, aux dires de l'éminent M. Georges Hourdin, catholique de première grandeur et d'appellation contrôlée, les positions communistes en question étaient couvertes, justifiées, commandées par « l'exigence de la justice collective ».

Contre cet effarant abus de confiance opéré par M. Hourdin, je crois avoir été le seul à protester. Et j'écrivais en octobre 1953 ceci, que l'évènement n'a pas démenti, au contraire :

Les fautes parfois graves des prêtres-ouvriers étaient néanmoins limitées à elles-mêmes. Les journalistes politiciens du catholicisme en ont fait une orientation générale, un système, une perspective doctrinale, dont le résultat est finalement un climat de

moindre résistance au communisme. Nous constatons l'existence de ce climat. Nous disons que c'est lui qu'il faut « condamner », si l'on veut condamner quelque chose. Nous disons en outre que si les prêtres-ouvriers étaient tels que les peignent MM. Hourdin et Mauriac, et quelques autres de leurs « défenseurs », alors il ne serait pas étonnant qu'à plus ou moins bref délai Rome les condamnât

*
* *

D'autre part, nous devons affirmer et nous pouvons prouver que la « classe ouvrière » telle qu'elle est décrite dans *Esprit* et dans la *Vie intellectuelle*, souvent dans *Témoignage chrétien* et toujours dans *La Quinzaine*, est un mythe inventé par la propagande communiste.

Dans plusieurs documents signés par des dizaines de prêtres-ouvriers, on retrouve les thèmes et les formules couramment imprimées dans la presse des RR. PP. Chenu et Boisselot :

— « *La classe ouvrière entend replacer l'homme lui-même comme centre de perspective et comme but de la révolution technique... Son combat a pris une signification historique de libération plus largement humaine* » ;

— « *L'Eglise dans son ensemble est coupée et ignorante du monde ouvrier, incapable donc d'annoncer Dieu à l'universalité des hommes d'aujourd'hui* » ;

— « *La moitié de l'humanité a rejeté en fait ce régime (celui du « monde capitaliste »), et c'est déjà une grave déficience pour l'Eglise universelle d'être limitée aux dimensions d'un régime minoritaire en voie de disparition.* » ;

— « *L'Eglise a pris peur de la classe ouvrière et de l'avènement du prolétariat, avec tous les changements qu'il apporterait dans les institutions, dans la vie et dans la conscience des hommes ; et d'une manière plus précise, à cause de la peur du communisme qui inspire cette montée du prolétariat et leur donne sa force révolutionnaire et ses perspectives d'avenir* » ;

— « *Nous ne reviendrons pas sur notre fidélité à la classe ouvrière ; ce serait partir en plein combat, en laissant nos camarades dans le danger* » ;

— « *Les problèmes religieux qui se sont imposés à nous ne peuvent se vivre qu'à l'intérieur de la classe ouvrière* » ;

— « *La classe ouvrière est une* » ;

— « *Pour être de cette classe ouvrière militante qui peine en vue d'une libération économique, sociale, politique et largement humaine, il faut participer à sa vie, subir avec elle, dans son être de chair et de sang, le système capitaliste aux formes brutales ou masquées mais infiniment diverses, et donc, inévitablement, partager ses luttes et ses espoirs sans mesurer son temps ou limiter par avance sa solidarité* ».

— « *Est-ce seulement par ignorance de la religion et à cause des intérêts qu'elle soutient que tant d'hommes aujourd'hui rejettent l'Eglise ou parce qu'ils ont*

cessé de se reconnaître dans les réactions et le comportement de ceux qui représentent la foi ? » (1).

Il va sans dire qu'alléguer l'Évangile pour justifier de telles positions est singulièrement audacieux. C'est aussi ne rien connaître de l'histoire sociale et religieuse de la France : dire ou suggérer que l'injustice et la misère empêchent la foi est une bien mauvaise excuse à la déchristianisation ouvrière. C'est un fait que la déchristianisation de notre pays, en cours depuis deux siècles, a *commencé* par les intellectuels, les aristocrates et les riches, d'où elle a *gagné ensuite* les classes pauvres. C'est un autre fait que le système scolaire imposé par l'Etat y est pour quelque chose...

Mais, d'autre part, il faut tout ignorer des conditions réelles de la vie sociale pour affirmer que la « lutte ouvrière » avec laquelle il convient d'être « solidaire » s'exprime aujourd'hui dans l'organisation syndicale, et particulièrement dans l'organisation syndicalo-politique de la C. G. T. communiste. Quand *Esprit* et la *Vie Intellectuelle* parlent des « travailleurs » ou de « la classe ouvrière », il s'agit tou-

(1) Ces formules, et cent autres analogues, on les a trouvées presque partout depuis des années. Elles figurent aux pages 18, 209, 233, 234, 240, 281, 283, 286, du Livre *Les Prêtres-Ouvriers*, publiés en novembre 1954 aux Editions de Minuit par les prêtres-ouvriers insoumis. L'action définie par ces formules et par ce livre a été enregistrée et approuvée par les plus hautes autorités du communisme soviétique. La résolution du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., publiée dans la *Pravda* du 11 novembre 1954 sous la signature du premier secrétaire Khrouchtchev (et communément désignée sous le nom de « déclaration Khrouchtchev sur les affaires religieuses »), reproduite dans l'*Humanité* du 12 novembre, contient un passage extrêmement significatif, qui résume parfai-

jours de ce syndicalisme-là. Et les prêtres-ouvriers sont allés vers les syndicats : non pas vers les syndicats chrétiens de la C.F.T.C., ni vers les syndicats « indépendants » ou vers les « autonomes », mais vers la C.G.T. : c'est avec elle qu'ils ont pris « contact », c'est à elle que plusieurs d'entre eux ont « adhéré », c'est à son égard qu'ils ont pris des « engagements ».

C'était une erreur tragique, et une erreur d'intellectuels. Les travailleurs manuels dans leur ensemble ne veulent nullement être « solidaires » des luttes, des disciplines et des manœuvres politiques de la C.G.T. : au contraire, ils abandonnent la centrale communiste, qui annonçait sept millions d'adhérents en 1947, et qui, d'après la propre déclaration de Marcel Cachin au procès de l'*Aurore* (février 1954) n'en compte plus que deux millions. En sept ans, la C.G.T. a perdu plus des deux tiers de ses effectifs. Aller à la C.G.T. pour rejoindre la « classe ouvrière », au moment précis où les ouvriers la quittent en masse, est donc une fausse manœuvre extravagante.

tement les positions des prêtres-ouvriers insoumis et leur apporte un appui officiel qui lève toute équivoque :

« Dans les pays (capitalistes), l'Eglise est un soutien des classes dominantes qui l'utilisent pour asservir les travailleurs. »

« Ceci n'exclut pas d'ailleurs le fait que, même dans la société capitaliste, certains ecclésiastiques peuvent accepter et acceptent le point de vue des travailleurs sur plusieurs questions fondamentales de la politique. Et ces ecclésiastiques, en raison de leur attitude qui contredit les intérêts des classes exploiteuses, sont, en règle générale, soumis à toutes sortes de persécutions de la part des autorités de l'Eglise et des gouvernements des pays capitalistes. »

Le chiffre donné par Marcel Cachin était d'ailleurs selon l'usage, exagérément optimiste. D'après les estimations les plus sérieuses, les effectifs réels de la C.G.T. n'en dépassent vraisemblablement pas la moitié. Et ceux de toutes les « centrales » réunies ne font, au total, guère plus de deux millions de syndiqués, alors qu'il existe en France onze millions de travailleurs « syndicables ».

Il n'est même pas possible de croire que la minorité ouvrière actuellement syndiquée soit l'avant-garde prolétarienne : c'est bien plutôt une arrière-garde. Le mouvement ne va pas vers les syndicats, quelle que soit leur étiquette, il s'en détourne. La désaffection ouvrière à l'égard du syndicalisme est peut-être un phénomène passager, je ne sais ce qu'il en sera dans cinq ou dix ans : mais elle est le phénomène social le plus caractéristique et le plus important du temps présent. Et les « inorganisés » ne sont pas des ignorants n'ayant « pas encore » pris « conscience de leur condition prolétarienne » : plus de la moitié d'entre eux est composée d'anciens « organisés » qui ont participé au mouvement syndical et qui, très délibérément, s'en sont retirés parce que leurs aspirations n'y étaient absolument pas satisfaites. Cette désaffection a de multiples raisons : je ne les analyse pas, je note le fait, ordinairement méconnu des intellectuels prétendument « sociaux ».

*
**

Ces constatations ne suffisent pas. Il faut remarquer que c'est la catégorie la plus nombreuse et la plus pauvre qui se tient à l'écart du mouvement syndical.

Les travailleurs qui restent encore syndiqués se recrutent principalement dans des catégories privilégiées sous quelque rapport : ce sont des fonctionnaires, des agents des services publics, des employés d'entreprises nationalisées : ils sont, non pas toujours mais souvent, mieux payés que les autres travailleurs, et surtout ils ont un statut légal ou semi-légal qui, dans une mesure variable selon les cas, leur assure un minimum de sécurité, la garantie de l'emploi, du salaire et de la retraite.

La proportion des travailleurs syndiqués diminue considérablement chez les salariés de la grande industrie privée, qui n'ont ni statut, ni même, en général, conventions collectives, et dont le sort est déjà beaucoup plus précaire.

Enfin, le syndicalisme est, en règle à peu près constante, totalement inexistant chez les manœuvres sans qualification, chez les salariés d'entreprises d'importance médiocre ou minime, chez les travailleurs agricoles, qui constituent une masse de plusieurs millions d'ouvriers aux salaires parfois « anormalement bas », c'est-à-dire inférieurs au salaire minimum interprofessionnel prétendument garanti (S.M.I.G.).

Cette dernière catégorie est la plus pauvre, la seule qui souvent soit réellement abandonnée (abandonnée à « l'arbitraire patronal », qui est parfois, mais rarement, un « paternalisme » intelligent) ; c'est la catégorie qui mérite le mieux, ou le moins mal, la qualification de « prolétariat ». Mais justement les syndicats, y compris la C.G.T., ne s'en occupent pratiquement pas : et pas davantage ceux, Dominicains, intellectuels, prêtres-ouvriers, qui vont aux syndicats cégétistes pour apprendre à connaître le prolétariat.

La *question ouvrière*, telle qu'elle se pose aujourd'hui en termes concrets, se situe d'abord dans l'immense majorité des travailleurs qui refusent très consciemment de participer au mouvement syndical. Ce sont eux, et leur situation matérielle, et leurs raisons morales, qu'il importerait d'étudier.

*
**

Comment une erreur aussi totale a-t-elle été possible chez ces catholiques en qui l'on voyait des spécialistes, voire des obsédés (au sens honorable du mot) de tout ce qui concerne les « questions sociales » ? La seule explication réside dans leur complexe d'infériorité en face de n'importe quel discours d'apparence marxiste, et particulièrement en face des affirmations péremptoires de la propagande communiste.

Le Parti communiste, même s'il n'avait plus que 5.000 adhérents et même si sa C.G.T. se trouvait réduite à 10.000 cotisants tous fonctionnaires d'Etat, n'en continuerait pas moins à mettre en œuvre les mêmes méthodes d'organisation et de propagande, et à se prétendre l'avant garde du mouvement ouvrier, le guide et l'expression des luttes prolétariennes. Et, plusieurs catégories d'intellectuels, religieux ou laïcs, sont dupes (ou complices) de ces affirmations impudentes. Ils ont admis une fois pour toutes que « peuple », « prolétariat » et « syndicalisme communiste » sont absolument synonymes. Dès lors, la propagande communiste, sociale et politique, leur fait croire tout ce qu'elle veut.

Mais l'expérience, dira-t-on, l'expérience concrète ? Que les intellectuels n'en aient souvent aucune, on

ne le sait que trop. Il y a pourtant l'expérience sociale des prêtres-ouvriers, qui sont allés vivre au milieu du prolétariat, et qui l'ont vu tel qu'il est ?

L'expérience, hélas, était truquée. A l'origine, la plupart d'entre eux avaient reçu l'idée très théorique et tout à fait préconçue que, pour se trouver au cœur de la réalité ouvrière, il fallait aller au centre du syndicalisme communiste. Ils y sont allés. Et là, ils ont été politiquement investis et moralement emprisonnés.

Car l'aspect social le plus caractéristique de leur expérience n'a jamais été dit par tous ceux qui en écrivent depuis des mois : le Parti communiste a organisé autour de chaque prêtre-ouvrier un « milieu » artificiel. Il lui a envoyé ses meilleurs militants ouvriers, les plus sûrs et les mieux formés. Ce sont ces missionnaires communistes qui ont accueilli le prêtre ; qui lui ont parlé les premiers ; qui ont noué avec lui des liens de camaraderie ; qui l'ont amené, conformément aux instructions du Parti, à l'intérieur des organisations de base de la C.G.T. ; qui l'ont poussé en avant pour soutenir ou présenter diverses revendications ouvrières ; qui lui ont facilité « l'engagement » et offert des « responsabilités ».

Le prêtre pouvait croire que sa présence, son attitude, son rayonnement lui valaient ces « contacts », ces camaraderies et ces « progrès » : et il n'avait aucune raison de s'en défendre, puisque son idée préconçue l'orientait de préférence vers les militants communistes.

En sens inverse, ses « échecs », les camaraderies qui se reprenaient ou se refroidissaient, sur ordre du Parti, lui étaient expliqués comme le Parti entendait

qu'on les lui expliquât. On lui disait que l'on n'avait évidemment rien contre lui, — mais contre la hiérarchie ecclésiastique et sa « politique capitaliste » ; que des « raisons de classe » empêchaient de maintenir les relations... Cela, le prêtre-ouvrier l'a effectivement vu de ses yeux, entendu de ses oreilles, il en a « pris conscience », il ne l'oubliera pas, il peut en porter témoignage, — et il ignorera peut-être toujours qu'on lui a joué la comédie.

Car ce qu'il prenait pour les actes spontanés et personnels de ses camarades ouvriers n'était, dans la plupart des cas, que l'accomplissement d'une mission et le développement d'une manœuvre organisée. Entouré, assiégé et littéralement chambré par les militants du Parti et de la C.G.T. (avoués et clandestins) désignés à cet effet, il a vécu dans une cellule sociale préfabriquée sur mesure afin de l'isoler et de l'influencer, et il a pris ce qu'il voyait autour de lui pour une représentation exacte de la vie ouvrière. Ce n'était qu'un petit univers truqué à son intention.

Cette supercherie communiste diaboliquement *organisée* explique pourquoi des prêtres-ouvriers ayant vécu et travaillé « en usine » peuvent mettre tant de certitude et tant d'obstination à affirmer, sur la condition prolétarienne et sur l'état d'esprit ouvrier, des contre-vérités évidentes. Ces contre-vérités, qui paraissent recopiées dans les œuvres complètes de Staline, ont été tissées et mises en scène autour d'eux. Ils les ont vues, ils les ont partagées, ils les ont vécues. C'est là le côté le plus angoissant de leur dramatique aventure.

Ils pourront, la mort dans l'âme, se soumettre à l'Eglise si leur fidélité de prêtres et la grâce de Dieu

parlent plus fort en eux que les autres considération. Mais ils garderont la vision vécue d'une « classe ouvrière » qui *n'existe pas* telle qu'ils en ont eu « l'expérience » ; et quand, et comment pourront-ils comprendre que cette expérience où ils mirent toute leur générosité et le meilleur d'eux-mêmes était une expérience truquée ?

Et comment, et quand les intellectuels de l'Ordre de Saint-Dominique, dont les vues théoriques suggérées par le marxisme-léninisme ont été « confirmées » par les données « concrètes » de cette « expérience », pourront-ils s'apercevoir que leur esprit tourne en rond dans la représentation d'un univers ouvrier absolument illusoire ?

*
* *

Les uns et les autres sont véritablement les prisonniers des infernales manœuvres de l'organisation communiste, au point que l'*Osservatore romano* était apparemment fondé à demander, en une formule que sa sévérité a aussitôt rendue célèbre, si ces prêtres n'ont pas perdu « *l'équilibre psychique fondamental sans lequel il ne peut y avoir de jugement sain* ». Effectivement, ils sont dans l'état d'hommes qui auraient subi une longue et cohérente hallucination, et qui ne pourraient s'en déprendre. Ils sont les victimes du drame peut-être le plus terrible qu'ait connu jusqu'ici l'histoire de l'Eglise. Entre ce que, en liberté, l'organisation communiste leur a fait, et ce qu'elle a fait aux prêtres prisonniers de Pologne et de Hongrie pour les

amener à accuser publiquement leurs évêques et leur foi, il y a une différence de degré, mais non point de nature.

Ce nouvel exemple de l'aliénation des esprits (et peut-être des âmes) que l'organisation et les méthodes communistes peuvent réussir même sans police, même sans domination de l'Etat, même sans contraintes matérielles, est une atroce leçon. Elle aura été payée assez cher pour être exactement et sérieusement méditée.

VI

LE RÊVE DANGEREUX

La revue *Esprit* a beaucoup fait depuis quelques années pour accréditer une conception à peu près marxiste de la lutte de classe, et c'est une des causes de la crise intellectuelle qui désoriente plusieurs publicistes catholiques, un certain nombre de militants chrétiens et aussi, peut-être, des prêtres séculiers et réguliers. Les positions de l'équipe dirigée par M. Albert Béguin m'ont toujours paru plus aventurées, et leur influence plus profonde, que celles de *La Quinzaine*. S'il existe aujourd'hui un trouble réel dans les âmes, *Esprit* y a une part considérable de responsabilité.

Il existe, je le veux bien, des troubles nécessaires et finalement bénéfiques ; cette responsabilité de la revue *Esprit* peut être honorable, peut être coupable, il y a matière à discussion. Mais cette responsabilité, de quelque manière qu'on la qualifie, est certaine.

Un seul homme semble ne point l'apercevoir, et c'est M. Albert Béguin. Dans *Esprit* de mars 1954, il

a publié sur « Les prêtres-ouvriers et l'espérance des pauvres », un important article qui, par son contenu, par sa présentation, par la publicité que lui fit la revue elle-même, prenait des allures d'un manifeste. M. Béguin n'y montrait nulle conscience de ses responsabilités. C'est en spectateur qu'il y parle, en spectateur que tout cela « concerne », assurément, qui éprouve de vifs sentiments de sympathie, d'indignation, de scandale, qui se veut solidaire par la pensée et par le cœur des chrétiens inquiets ou désorientés. Mais à le lire, on croirait qu'il n'est pour rien dans l'état des choses qu'il analyse. C'est un peu fort.

La revue *Esprit* a contribué au premier rang à la diffusion d'une théorie de la classe ouvrière qui, agrémentée de toutes les nuances que l'on voudra, s'apparente étroitement au schéma communiste. La revue *Esprit* a fait cela à tort ou à raison, mais enfin elle l'a fait. L'occasion aurait pu être bonne pour M. Béguin de se demander précisément dans quelle mesure il avait eu « tort » ou « raison ». A aucun endroit de son article-manifeste, il n'a l'air d'apercevoir qu'il pourrait se poser la question, ou se l'entendre poser ; il se présente comme celui qui n'aurait rien fait du tout. Voilà qui est merveilleux.

Admirablement oublieux de son rôle, M. Béguin, dès les premières lignes, condamne avec la dernière énergie « l'évènement », c'est-à-dire les mesures qui concernaient les prêtres-ouvriers et certains membres éminents de l'Ordre de Saint Dominique : évènement qui « constitue un scandale pour l'intelligence et le cœur chrétiens ». Comment ! Pour tous les chrétiens ? Sans exception aucune ? Il faut que M. Béguin vive en vase très clos pour confondre quelques intellec-

tuels, quelques personnalités financières et politiques, quelques militants extrêmes avec l'ensemble des chrétiens. Si nous écartons par commodité l'hypothèse d'une exagération délibérée, aussi énorme que frauduleuse, il faut conclure à l'infirmité de son information.

Pour soutenir sa position tranchante, M. Béguin développe trois idées qui cherchent à expliquer son « scandale » et à le faire partager :

1° — Les décisions romaines sont la conséquence d'une conspiration « intégriste ».

2. — Ces décisions, peut-être logiques et défendables dans l'abstrait, méconnaissant la situation concrète des chrétiens et des ouvriers de France.

3. — Cette situation concrète se définit principalement par l'embourgeoisement des chrétiens et par la solidarité militante des ouvriers.

Pour ces raisons, M. Béguin redoute que « *le monde moderne ne range désormais l'Eglise, ses prêtres et ses fidèles au nombre des ennemis qui immobilisent la marche de la justice, étouffent l'élan de l'amour, voilent la lumière de l'espérance* ».

S'il est vrai que la lumière de l'espérance, l'élan de l'amour, le sentiment de la justice apparaissent à un degré moindre dans l'Eglise que dans le monde non chrétien, il y a « scandale », assurément.

Je pense que M. Béguin a clairement conscience de l'extraordinaire gravité de ses accusations.

*
**

L'intégrisme, pour le directeur d'*Esprit*, a fait tout le mal : c'est sa faute si « *les termes choisis* (par les

textes épiscopaux) sont plus d'une fois désagréables à l'oreille d'une libre créature du Bon Dieu » (1). Car « l'intégrisme n'est pas un vain fantôme, mais une solide entreprise, organisée en réseau aux mailles multiples à travers tous les pays chrétiens ».

Bon. Mais aussitôt après avoir affirmé, M. Béguin ajoute qu'il ignore :

« J'ignore si cette action se poursuit effectivement selon un plan concerté, mais toutes les apparences y sont, et je ne puis me retenir de noter que les démarches successives de cette tactique se produisent sur un rythme accéléré depuis la maladie du Souverain Pontife ».

Nous voilà donc dans l'incertitude. Il existe une « solide entreprise », mais on ne sait si elle a un « plan concerté ». Il ne reste que le mauvais soupçon, mais il reste bien...

L'intégrisme, sous le règne de Pie X, et sous celui de Benoît XV, était une organisation sur laquelle il y aurait beaucoup à dire et à redire, mais dont il est certain qu'elle a été extraordinairement calomniée. De toutes façons, elle appartient à l'histoire, et je n'ai aucune thèse à son sujet, je n'entends ni la

(1) M. Albert Béguin précise avec assurance : « J'en sais assez long, comme tout le monde, sur l'élaboration des textes épiscopaux pour n'avoir aucune envie de faire le procès de ceux qui ont eu à les signer ». Qu'est-ce donc que cela signifie ? Que les évêques se contenteraient de *signer*, apparemment sans les lire ou sans les modifier, des textes préparés... comment et par qui ? Était-il bien utile de provoquer une aussi désagréable suspicion ? Et comment, si on la tenait pour fondée, n'atteindrait-elle pas aussi certains textes du cardinal Suhard, dont M. Béguin et ses amis font un usage sans mesure ?

défendre ni la condamner. Je note seulement que les documents du procès de béatification de Pie X appor- tent sur elle une lumière inattendue, et qui a été tenue en France sous le boisseau par ceux-là même qui paraissent les plus ardents à étudier l'intégrisme. Il apparait aujourd'hui que Pie X avait approuvé et soutenu l'entreprise intégriste, et qu'il n'avait pas commis là une faute contre la « prudence » qui pût être retenue comme un obstacle à sa canonisation...

Quoi qu'il en soit, la signification des mots évolue. Si nous nous référons aux définitions actuelles de *l'intégrisme* dans les textes de l'Archevêché de Paris qui le condamnent, nous voyons qu'il s'agit d'une répugnance exagérée en face des nouveautés, d'une absence de charité dans la critique, d'un goût prononcé pour « l'inquisition sans mandat ». L'intégrisme ainsi défini est, je le crains, une tentation permanente qui n'épargne personne dans notre état de publicistes. Nous avons tendance à rester accrochés aux systèmes que nous avons construits, que nous croyons profonds et qui restent toujours très superficiels au regard de la réalité des choses : nous avons tendance à y rester accrochés même quand ils ont été dépassés par les événements, ce qui est leur sort ordinaire. Nous les défendons avec une ardeur qui nous fait oublier le respect dû à l'adversaire. Nous enrôlons un peu trop facilement l'Eglise dans notre camp, et nous sommes tentés de porter des condamnations solennelles comme si nous étions la Sacrée Congrégation de l'Index. M. Albert Béguin sait-il que nous subissons tous cette tentation, nous plus peut-être que les autres, et qu'elle paraît fabriquée sur mesure pour les publicistes, quelles que soient les positions qu'ils défendent ?

M. Béguin ne s'en est pas méfié et, faute d'avoir été en garde, il s'entendra peut-être reprocher d'y avoir succombé. La critique acerbe qu'il fait des décisions romaines et des mandements épiscopaux paraîtra probablement aussi dépourvue de mandat que de charité. Son attachement excessif à l'institution ancienne des prêtres-ouvriers, son refus obstiné d'examiner favorablement l'institution nouvelle de la Mission de France relèvent du même travers. Non ? M. Albert Béguin combat l'intégrisme par des procédés intégristes. Cette sorte de mimétisme est d'ailleurs bien connue et difficile à éviter si l'on n'y apporte une grande vigilance : de la même façon, les démocraties d'origine libérale ont combattu le totalitarisme fasciste par des moyens totalitaires.

Rien ne manque à l'« intégrisme » de M. Béguin : on trouve sous sa plume jusq'aux « *démarches sur un rythme accéléré depuis la maladie, du Souverain Pontife* ». Il n'a pu « se retenir de le noter ». Il aurait dû pourtant. Cette accusation a été démentie par le Vatican (par le Vatican qui, le plus souvent, dédaigne de démentir) dans un communiqué du 3 mars 1954 : « *C'est en accord avec la volonté du Saint-Père et en vertu de décisions antérieures à sa maladie qu'agissent les évêques de France* ». Ayant terminé son article-manifeste le 20 février, M. Béguin ne pouvait connaître le démenti. Mais il aurait pu s'épargner spontanément la honte d'une telle accusation. Il aurait dû savoir que l'Eglise est lente dans ses décisions et que celles dont il est question avaient été patiemment mûries avant la maladie du Souverain Pontife. Il aurait pu en outre, lui qui avait mis en circulation un aussi abominable soupçon, faire ultérieurement

état dans sa revue du démenti, le citer au moins, s'assurer ainsi qu'il avait été porté à la connaissance de ses lecteurs : il n'en a rien fait.



C'est donc d'une manière très intégriste que M. Albert Béguin reste attaché à son roman intégriste. Car il existe un roman intégriste. Ce « réseau », ces « mailles », cet hypothétique « plan concerté » !

On évoque ce roman à tout propos et hors de propos, pour discréditer un contradicteur, pour neutraliser une recommandation ou une décision de l'Eglise, pour créer un climat de suspicion permanente : et ce faisant, je le répète, on tombe dans les travers, on emploie les mauvais procédés qui appartiennent à l'intégrisme lui-même, tel qu'il fut décrit et réprouvé par une lettre du cardinal Suhard.

Pas un moment, M. Béguin n'entrevoit de raisons valables et honorables aux décisions romaines : des raisons qu'il pourrait discuter, si tel est son désir, mais qui réclameraient d'abord un examen attentif et respectueux. Il ne voit que des raisons impures, toutes justiciables de la raillerie ou du mépris. C'est un procédé de polémique, mais de polémique injuste. Car il existe sans doute une très légitime polémique d'idées, sévère, vive si l'on veut, mais qui argumente au lieu de peindre systématiquement l'adversaire sous des apparences indignes : cette polémique-là est absente de l'article lancé comme un manifeste par M. Béguin.

« Intégriste » est devenu une injure qui dispense de répondre, supprime tout dialogue, et vise à traîtreusement couper le jarret de l'interlocuteur. M. Jean de Fabrègues le remarquait naguère dans la *France Catholique* du 13 mars 1953 :

« Chacun sait que si la *France Catholique* discute avec *Esprit* ou la *Vie intellectuelle* en rendant justice à leurs efforts mais en disant ce qu'elle en pense, c'est de l'intégrisme et de l'inquisition ; mais si *Esprit* ou la *Vie intellectuelle* jette flamme sur la *France Catholique*, c'est défense de la liberté. »

Au demeurant, lorsqu'il parle de « plan concerté », de « mailles » et de « réseau », M. Béguin s'aventure sur un terrain fort dangereux pour lui.

On distingue, c'est un fait, diverses tendances à l'intérieur du catholicisme français. Je ne sais si leur organisation en groupes constitués est légitime ou non au regard de l'Eglise. Mais je vois que les intégristes ou supposés tels, *L'Homme nouveau*, *Verbe*, la *Pensée catholique*, *Paternité* et même, paraît-il, la *France catholique*, s'avancent en ordre dispersé et ne s'appuient guère mutuellement. Tandis que l'on connaît ailleurs une organisation puissante et minutieuse : celle précisément au centre de laquelle se trouvaient plusieurs des Pères Dominicains qui ont été (en principe) éloignés de la vie parisienne. On connaît un groupe de publications apparemment distinctes, coordonnées financièrement, dirigées et rédigées par les mêmes publicistes, qui de l'une à l'autre intervertissent leurs rangs et leurs rôles comme des ministres dans les cabinets successifs, et qui emploient systématiquement les mêmes procédés discutables pour discréditer leurs contradicteurs... De

ce groupe, *Esprit* n'en est pas, semble-t-il, ou guère : mais c'est le groupe de ses amis et voisins, et si M. Béguin croit devoir dénoncer mailles et réseaux, il trouverait là de quoi composer plus d'un numéro spécial. Faut-il penser qu'il est presbyte, et n'aperçoit rien de ce qui est si près de lui ? J'ai bien peur, en tous cas que cette « solide entreprise » ait des procédés d'organisation et d'action (parfois quasiment secrets) bien malaisés à distinguer des méthodes intégristes.

L'intégrisme, celui qui a été défini et condamné par le cardinal Suhard, est un mal certain : d'autant plus certain qu'il frappe à droite et à gauche, c'est le cas de le dire (1). Il me semble que, depuis quelques années, il frappe beaucoup plus à gauche qu'à droite. Quand M. Béguin, aujourd'hui, crie à l'intégrisme, il fait penser à cet autre qui criait : « Au voleur » et qui...

*
**

La première idée de M. Béguin ne nous a guère écartés de notre sujet. La seconde et la troisième, qui sont intimement liées, nous y font pénétrer davantage : il oppose « l'abstrait » des décisions de l'Église au « concret » qu'expriment ses amis et lui-même.

(1) Et dans *Esprit* même (numéro de novembre 1954, page 597). M. Henri Bartoli parle des « intégristes de droite et de gauche », et il ajoute (page 602) qu'« aux délations hypocrites des intégristes de droite répondent les habiletés tactiques des intégristes de gauche ». Cette formulation est fort inexacte, mais, du moins, M. Bartoli s'est rendu compte qu'il y avait quelque chose à formuler.

Voici l'abstrait, le malheureux abstrait :

« *Je n'hésite pas à dire que ces décisions ont été prises dans la plus grave méconnaissance de la situation historique, et particulièrement de la situation en France... Souvent étrangère aux tourments comme aux espoirs des hommes de ce siècle, jugeant de tout par référence à une théologie immobile et s'exprimant dans un langage anachronique, l'institution ecclésiastique prend ses décrets dans une dangereuse atmosphère d'abstraction.* »

Et d'autre part, voici le concret. M. Béguin entend se « tenir au contact des problèmes concrets proposés à la recherche chrétienne par le monde tel qu'il est aujourd'hui » ; au nom de quoi, il est du côté des prêtres-ouvriers, c'est-à-dire de leurs « engagements » temporels, politiques et sociaux, et lui-même, et la revue *Esprit* sont « engagés ».

Mais engagés à quoi ? Dans quoi ?

Sans doute l'opposition entre l'abstrait et le concret paraît fort sommaire et bien étonnante de la part d'un homme de pensée.

Il y a plus étonnant encore. Cet amateur de concret est constamment incapable, au long de vingt pages bien remplies, de nommer, de nommer concrètement le « concret » auquel il fait une constante allusion.

Il accumule les périphrases qu'il appellerait « abstraites » et que je dis vagues, équivoques, embarrassées. Il se refuse à désigner par leur nom les réalités concrètes qu'il invoque.

Il écrit : « *Il s'agit de rompre avec une chrétienté embourgeoisée, recluse dans ses routines et ses précautions, identifiée à un ordre établi, fermée à l'histoire qui progresse en dehors d'elle vers des struc-*

tures qui s'inventent de jour et jour et ne s'imposent pas sans luttes acharnées. » Quelle histoire ? Quelles structures ? Quelles sont ces luttes, comment se nomment ces lutteurs ? Si ce ne sont pas le communisme et les communistes, de qui donc s'agit-il ? Pourquoi ne pas dire clairement de quoi l'on parle ?

Il évoque « l'accession d'un nombre toujours croissant d'hommes à la conscience de l'histoire, par leur participation active à la marche des choses ». Quels hommes, quelle conscience, quelles choses, quelle marche ? Nous voyons la marche communiste, qui se dépeint elle-même de cette façon (d'ailleurs inexacte) : est-ce donc de la marche communiste que M. Béguin fait l'apologie ? Et sinon, à quelle autre pense-t-il ? Concrètement ?

Il ajoute, sans être plus explicite : « *Le monde des pauvres n'est plus seulement un monde de victimes à secourir ; il s'est constitué en état de défense* ». Ces défenses constituées, ces défenses concrètes, quel nom portent-elles ? M. Béguin entend-il désigner la C.G.T. communiste ?

Il redouble, en évoquant « *ce grand mouvement combatif, viril, qui exprime la juste solidarité des pauvres* ». Comment s'appelle ce grand mouvement ? Est-ce le mouvement soviétique ?

M. Béguin multiplie les formules analogues. A chaque page, il se réfère à ce même concret sans nom, sans identité définie. A aucun moment, il ne lève le masque des termes abstraits sous lesquels il le présente. Qu'a-t-il donc à dissimuler ?

Il n'existe rien en France qui corresponde à ces définitions générales ; rien, sauf le communisme poli-

tique et social, d'inspiration et d'organisation soviétiques. Et encore n'y correspond-il que de très loin : c'est l'apparence sous laquelle il cache son visage.

*
**

M. Béguin, apôtre du « concret » et ennemi de l' « abstrait », se fait des réalités ouvrières une représentation terriblement *abstraite*, au sens péjoratif qu'il donne à ce terme. Il pense que « *c'est la charité qui incite certains chrétiens de notre temps à faire de leur solidarité avec le mouvement ouvrier la première exigence d'une foi vécue* ». Mais quel mouvement ouvrier ? M. Béguin ne doit pas, quant à lui, pratiquer beaucoup cette solidarité, ou plutôt il la pratique en pensée, en rêve, et en dehors du monde ouvrier, ce qui lui permet d'en ignorer la situation présente. Le « mouvement ouvrier » qu'il prend pour une réalité est celui que décrit la propagande communiste. M. Béguin paraît en tous cas cruellement dépourvu d'une information sérieuse et « concrète » sur ces questions.

Sans quoi, il saurait que le mouvement ouvrier français est actuellement en pleine décadence. La crise du syndicalisme, qu'il soit communiste, chrétien, socialiste ou « indépendant », est le phénomène social le plus caractéristique de notre époque, il est aussi celui que M. Béguin méconnaît le plus manifestement, puisqu'il parle de la « participation » d'un « nombre toujours croissant »... Ceux qui participent encore à ce qui reste du « mouvement ouvrier » sont, quatre fois sur cinq, des travailleurs privilégiés par rapport à leurs camarades. Les plus nombreux et les plus

pauvres, aujourd'hui, ne mènent ou ne subissent aucune action, ils sont à la fois réfractaires et abandonnés. M. Béguin n'en savait rien ? Il est prié de s'en apercevoir.

Le directeur d'*Esprit* contredit simultanément à la démocratie qu'il professe et à la charité qu'il invoque, puisque son « concret » exclut les plus nombreux et les plus pauvres. Je veux bien croire qu'il n'y met aucune méchanceté ; simplement, il vit dans un rêve, et l'on en voit la cause : il s'est abandonné depuis longtemps aux impératives suggestions des hypnotiseurs communistes.

*
* *

Assurément il faut rêver pour se croire capable d'affirmer, comme M. Béguin :

« Ce n'est pas le monde ouvrier qui s'est éloigné des valeurs évangéliques : il les vit spontanément mieux que nous tous. »

Qu'en sait-il, comment le sait-il ? Et le saurait-il, et cela serait-il vrai, ce ne serait encore qu'une vérité partielle, celle qui importe le moins à un apostolat ouvrier. Car c'est une affreuse imposture de faire croire ou de donner à entendre à des hommes qu'ils n'auraient besoin ni de pénitence ni de rédemption. A l'opposé d'*Esprit*, on attend un apostolat qui parlerait à chacun des injustices qu'il commet : le communisme, au contraire, parle à chacun des injustices qu'il subit. Jusqu'à la fin du monde sans doute, ces deux attitudes seront en opposition, et ce n'est pas d'aujourd'hui que se distinguent l'une de l'autre l'excitation à la révolte sociale et l'excitation à la pénitence

chrétienne. Je ne conteste pas la légitimité civile ou morale des revendications et des luttes syndicales : je dis que l'action religieuse se situe très différemment et parfois même à contre-courant.

Mais M. Béguin risque de n'entendre là que distinction « abstraite ». Demeurons donc sur le terrain qu'il appelle concret. Sur ce terrain-là, c'est lui qui reste enfermé dans le plus désuet anachronisme : il parle des luttes prolétariennes comme si nous étions en 1910. Il utilise le schéma marxiste qui pouvait paraître vérifié au XIX^e siècle, mais qui ne garde pour lui, aujourd'hui, que la puissance de suggestion d'un appareil communiste remarquablement organisé pour annexer les esprits et leur imposer les visions pré-fabriquées d'un univers artificiel. Le directeur d'*Esprit* n'a pas encore « pris conscience » des faits sociaux contemporains : la phase revendicative du mouvement ouvrier partiellement mais très largement dépassée ; la crise syndicale déterminée par l'impuissance des cadres syndicaux à organiser et à gérer leurs conquêtes. Car ils ont conquis des pouvoirs de gestion, rarement en matière économique, partout en matière sociale ; et ils n'ont pas su s'en servir, ou bien la C.G.T. communiste les a détournés au profit de la colonisation soviétique. M. Béguin ignore-t-il tout de l'histoire « concrète » des comités d'entreprise ? Les agitateurs d'hier n'avaient pas la « maturité » nécessaire pour devenir des administrateurs. Le problème social aujourd'hui posé est notamment celui-là : mais il nous éloigne de la lutte des classes, du communisme soviétique et des rêves tenaces de la revue *Esprit*.

Nous ne sous-estimons pas pour autant la gravité dramatique du débat de conscience que connaissent

M. Béguin, ses amis et surtout leurs victimes intellectuelles. Le plus tragique est qu'ils défendent les « exigences » d'un « concret » qui n'existe pas; ou plutôt, qui n'existe que dans le schéma irréel, artificiel, mais mortellement efficace, imposé aux esprits par le pilonnement mécanique de la propagande communiste. Ces malheureux sont étrangement prisonniers, et leur passion même leur ferme les voies de la libération. *Veritas liberabit vos* : la dialectique qu'ils ont apprise au contact des « penseurs » soviétiques et qu'ils croient entièrement nouvelle, leur souffle la très vieille réplique : « Qu'est-ce que la Vérité ? » et leur suggère qu'elle « se fait » avec la marche des choses et le mouvement de l'histoire. Ils sont emportés pieds et poings liés, et de plus en plus inconscients, au rythme d'une fantasmagorie qui n'est ni l'abstrait ni le concret, mais le plus récent masque ou le dernier visage du Mensonge immuable.

VII

LES PROCÉDÉS INJUSTES

L'influence directe et indirecte de M. Beuve-Méry sur la presse catholique se voit même de l'extérieur : elle se manifeste très clairement par la manière oblique de discréditer l'adversaire sans examiner ses raisons. Tantôt par simple imitation, tantôt pour une cause plus précise, les procédés d' « objectivité partielle » du *Monde* sont exactement employés par *L'Actualité religieuse*, par la *Vie intellectuelle* et par les publications voisines. Ces procédés de discussion sommaires au point d'en être déloyaux sont devenus une habitude, c'est-à-dire une seconde nature. Ils appellent eux aussi une protestation motivée.

C'est une méthode, et cela est grave. On prétend exposer la doctrine chrétienne (il arrive effectivement qu'on le fasse), — et on y ajoute des préférences, des exclusives, des systèmes, parfaitement légitimes lorsqu'ils se présentent pour ce qu'ils sont, mais qui deviennent autant d'impostures lorsqu'ils

sont présentés comme conséquences obligatoires du dogme catholique. Ceux qui veulent mériter d'être appelés par M. Mauriac des « catholiques de gauche » nous donnent constamment à entendre que capitalisme et communisme sont « tous deux » condamnés par l'Eglise, ce qui est un mensonge.

L'Eglise condamne les *abus* du capitalisme et la *nature* du communisme : celui-ci est « intrinsèquement pervers ». Il n'y a aucune équivalence entre les deux condamnations. En établir une est une manipulation malhonnête, consciemment malhonnête chez ceux qui par métier, par fonction, sont parfaitement au courant du contenu réel des documents romains.

Cette manipulation ouvre les voies à une double manœuvre (je schématise à peine):

1. — A ceux qui connaissent la gravité des condamnations portées par le Saint-Siège contre le communisme, on suggère que la condamnation du capitalisme est aussi grave et aussi totale. Cela permet de faire du régime capitaliste une critique d'inspiration marxiste, entièrement négative, sous le couvert supposé des impératifs de la morale sociale de l'Eglise.

2. — Inversement, à ceux qui savent que la condamnation romaine du capitalisme ne porte que sur ses excès, on donne à entendre que la condamnation du communisme est à peu près du même genre: donc qu'il peut y avoir des éléments essentiels du communisme soviétique qui seraient moralement bons et politiquement souhaitables.

En d'autres termes, l'on majore la condamnation des excès du capitalisme et l'on minimise celle de la

nature du communisme. On met l'accent sur la première et l'on glisse sur la seconde. On ne dit pas les choses nettement, mais l'on crée un état d'esprit que chacun peut constater autour de soi. Interrogez les lecteurs d'*Esprit*, ceux de *Témoignage chrétien*, ceux de *l'Actualité religieuse*, ceux de la *Vie intellectuelle* : ils ne vous parleront pas aussi savamment que les docteurs qui rédigent ces publications, et ils vous parleront moins obliquement, — plus nettement. Ecoutez-les bien. Au nom du christianisme qui leur est enseigné par ces auteurs, ils condamnent en bloc toute espèce de capitalisme, mais dans le communisme ils ne condamneront guère que de regrettables excès. Ce transfert a été insinué dans une partie de l'opinion catholique : la condamnation absolue a été transférée au capitalisme ; la condamnation limitée a été transférée au communisme.

Par ces remarques, je n'entends point insinuer que le capitalisme soit la seule « alternative » au communisme ; je protesterais plutôt contre une conception aussi sommaire et d'ailleurs d'origine marxiste. Mais je situe et je décris le jeu que l'on nous joue. Et j'ajoute que si (hypothèse) le choix était limité au communisme et au capitalisme, il n'est pas vrai que les catholiques auraient des raisons morales de rester neutres ; tout au contraire, ils auraient le devoir *moral* précisément de combattre le communisme et de défendre le capitalisme.

Toute critique du capitalisme est moralement légitime à condition de ne pas supprimer les perspectives qui viennent d'être rappelées.

Ce n'est point par prédilection pour l'argument d'autorité que l'on rappelle les « condamnations » portées par le Magistère romain. Trop de catholiques en abusent, en ce sens qu'à les entendre, on pourrait croire que la doctrine chrétienne est un recueil d'anathèmes et de défenses. Il est vrai pourtant qu'un recueil des défenses et des anathèmes donnerait après tout un exact aperçu de la doctrine chrétienne: mais ce n'est pas la présenter sous son aspect le plus aimable. Les condamnations sont des poteaux indicateurs, comme disait Péguy, ou même des garde-fous, et ceux qui croient savoir leur route sont un peu agacés d'en rencontrer partout. On les comprend. Mais sont-ils sûrs de toujours savoir leur route, et d'être si sages ?

D'une certaine manière, la condamnation du communisme soviétique comme « *intrinsèquement pervers* » importe moins aux consciences que les raisons sur lesquelles elle se fonde. Il peut arriver néanmoins que l'impérieuse gravité de ces raisons ne soit plus très nettement comprise: il reste au moins, il doit rester la condamnation elle-même, impropre peut-être à entraîner la conviction à elle seule, mais suffisante pour mettre en garde les esprits, pour les faire hésiter au seuil d'attitudes qui passeraient outre.

L'accident survenu à la *Vie catholique illustrée* le 6 janvier 1952 lui aurait été évité, à défaut d'autres considérations, par le simple souvenir de la condamnation absolue portée par Pie XI contre le communisme. Ce jour là, la *Vie catholique* offrait à ses lecteurs un « reportage exclusif » sur la réforme agraire en Chine; il se présentait comme une relation

aussi impartiale que possible, donnée à titre de pure information : et c'était une constante apologie. Aucune critique n'était faite, aucune réserve n'était formulée. Les réalités les plus épouvantables que comporte cette « réforme agraire », la terreur, les massacres, et qui ont été rapportées par des journaux aussi peu suspects d'« anti-communisme » que *Le Monde*, — ces réalités étaient simplement passées sous silence. En janvier 1952 a ainsi été mis en vente et diffusé dans toutes les églises de France un éloge sans restriction du communisme de Mao Tsé Tung.

Les dirigeants de la *Vie catholique* ont par la suite chuchoté (mais ils n'ont pas imprimé dans leur journal) que leur bonne foi avait été surprise par une documentation qui d'ailleurs, ajoutaient-ils, était de « source américaine ». Je veux bien retenir et même admettre l'hypothèse de la bonne foi surprise. Mais il faut alors reconnaître qu'elle est d'une extrême gravité. Elle implique qu'en janvier 1952 les dirigeants responsables de la *Vie catholique* ignoraient encore tout du communisme, au point de croire vraiment que les « réformes » communistes n'étaient nullement « imposées par la force », qu'elles s'opéraient « sans révolution brutale », qu'elles étaient « faites avec équité », — ce sont les propres expressions du « reportage exclusif ». Une telle ignorance n'est pas banale. Elle suppose plus que de la candeur. Elle est singulière chez des journalistes qui prétendent informer le public. Je ne puis m'empêcher de songer à nouveau aux beaux discours que M. Georges Hourdin, directeur de la *Vie catholique*, fait dans les congrès sur les qualités de compétence et de sérieux que réclame, selon lui,

l'information journalistique: il ne joint guère le geste à la parole. Si sa bonne foi a vraiment été surprise par des mensonges aussi énormes sur une question aussi connue, je dois dire que sa qualification professionnelle est strictement égale à zéro.

Mais, faute de la compétence, de l'information et du sérieux nécessaires, les dirigeants de la *Vie catholique*, qui sont des catholiques, auraient pu être retenus par le souvenir de la condamnation du communisme « *intrinséquement pervers* ». Ils auraient dû se demander comment une inspiration et des méthodes intrinséquement perverses pouvaient bien aboutir à des réalisations parfaitement bonnes. Au lieu de publier aussitôt cette « documentation », ils auraient pu la vérifier ; la confronter avec d'autres « sources », avec ce qui avait été déjà publié sur le même sujet... Ou bien leur bonne foi a-t-elle spontanément pensé que Pie XI n'avait rien compris au communisme ? Je suis prêt à accepter toutes les explications: mais je n'en vois aucune qui puisse excuser une aussi lourde faute professionnelle.

La bonne foi surprise des dirigeants de la *Vie catholique* doit-elle s'entendre aussi pour la qualification de « reportage exclusif » audacieusement donnée à cette indécente imposture ? Les spécialistes ont vivement réagi là-dessus; ceux du B.E.I.P.I. (1) ont écrit avec une sévérité où l'on n'aperçoit pas ce qui pourrait être équitablement retranché:

« L'article est donné comme un « *reportage exclu-*

(1) *Bulletin de l'Association d'études et d'informations politiques internationales.*

stif ». Il est pénible d'avoir à le constater, cette affirmation est un double mensonge.

« L'article n'est nullement un « reportage ». Un reportage est un récit de choses vues, d'événements concrets, fait par quelqu'un qui est allé sur place. L'article de la *Vie catholique* est au contraire une lecture abstraite, sans un nom de lieu, sans un nom de personne, sans une impression vécue. Il ne contient pas une phrase, pas un mot qui ne puisse être écrit par quelqu'un n'ayant jamais mis les pieds en Chine. Quelles que soient les mauvaises mœurs reprochées à notre presse de « grande information », aucun de ses organes n'aurait pu faire paraître un tel article sous le titre de « reportage » sans se disqualifier même auprès du public le plus blasé et le plus sceptique. Une tromperie aussi grossière sur la qualité de la marchandise est une originalité propre à la *Vie catholique*.

« Ce faux reportage n'a rien d'« exclusif ». Le contenu en traîne depuis plus d'un an dans la presse stalinienne de trois ou quatre continents, depuis le *Ta Kung Pao* de Shanghai jusqu'au *Funkcionnar tchèque* en passant par la *Pravda* et les *Izvestia* de Moscou. Mais cela, les rédacteurs de la *Vie catholique* l'ignoraient sans doute: ils auront utilisé pour leur prétendu « reportage exclusif » un document de propagande soviétique dont ils ne savaient pas qu'il avait depuis des mois fourni la matière de centaines d'articles en chaîne dans les publications soviétiques de toutes longitudes. »

C'est donc jusqu'à la moralité professionnelle des dirigeants de la *Vie catholique* qui se trouve mise en cause. Après un tel exploit, M. Georges Hourdin et

ses amis vont faire les professeurs de vertu et prétendent donner des leçons de moralité journalistique. Avec leurs états de services, ils feraient mieux de se taire. Ils discréditent le journalisme catholique. Ce n'est pas de ma part une vue de l'esprit : les faits sont là. Ils sont inexcusables et décisifs.



Voudra-t-on bien me croire si je dis maintenant que des faits semblables, on en trouve des dizaines, ou des centaines, chaque année, dans ces publications catholiques qui subissent l'influence, appliquent les méthodes et suivent les conseils de M. Beuve-Méry ? Une énumération commentée serait fastidieuse et demanderait plusieurs volumes. Au demeurant, ce chapitre des procédés injustes n'est pas mon chapitre essentiel. Si l'on veut discuter, que l'on commence par les textes que j'ai cités ; j'ai donné les références. Mais veut-on discuter ? Ou se contente-t-on d'injurier ?

Car l'injure, parfois ou souvent, figure au nombre des procédés injustes dont cette presse n'est pas avare. Elle se prétend bonne et douce et charitable, prêche le respect des personnes et la compréhension de l'adversaire, et pourtant elle injurie les personnes et les collectivités.

Un exemple pour les personnes. M. André Frosard est l'auteur d'un admirable *Sel de la terre* (1), qui décrit avec un talent et une pénétration dignes de Chesterton l'esprit des « grands Ordres religieux ».

(1) Fayard éditeur.

Témoignage chrétien n'a pas cru devoir signaler à ses lecteurs fût-ce l'existence de ce livre. Mais, en désaccord avec son auteur à propos de M. Mauriac, cet hebdomadaire catholique, en première page de son numéro du 7 mai 1954, lui a finement répondu qu'il « *présentait son derrière* », qu'il n'avait « *plus de figure* », qu'il se livrait à une « *gymnastique démagogique (?) médiocre* » et qu'il n'écrivait que des « *pitreries* ».

Un exemple pour les collectivités. A tous les catholiques qui s'inquiétaient de l'appartenance maçonnique d'un chef du gouvernement, l'éditorialiste de la *Vie intellectuelle* signifia dans le numéro d'août 1954, avec autant d'élégance que de charité, qu'ils « *témoignent d'un christianisme assez dégénéré et d'une pensée politique passablement infirme* », qu'ils n'ont ni « *éducation religieuse* » ni « *sens civique* » et qu'ils manquent même de « *probité* ». L'injure n'a pas ici la grossièreté de *Témoignage chrétien*; elle a la même injustice.

Tout cela est proposé, diffusé, vendu à l'intérieur des églises. Il y a tout de même là un phénomène bien surprenant.

VIII

OPPORTUNISME PASSIONNEL

Au mois de juillet 1954, l'éditorialiste de la *Vie Intellectuelle* des Dominicains de Paris constatait :

« *L'idée démocrate-chrétienne se trouve aujourd'hui en France, par une justice ou une injustice de l'histoire, en posture d'accusée* ».

L'ensemble du propos était sévère :

« *A faire mémoire des dix années écoulées depuis la libération et ce qu'on a appelé la victoire, le souvenir devient vite remords. Les grandes espérances se sont évanouies : il a beaucoup plu sur le feu allumé alors, qui a finalement donné plus de fumée et de cendres que de vive et claire flamme... Il est naturel que devant l'espoir saccagé beaucoup prennent le ton du procureur pour dénoncer des responsabilités et des culpabilités... Si des chrétiens au pouvoir, quelles que soient des intentions qu'on n'a jamais le droit de suspecter, ont été incapables d'empêcher l'impuis-*

sance ici et la désolation plus loin, il n'est pas mauvais qu'ils soient malmenés avec quelque vigueur ».

L'accusation contre les hommes politiques démocrates-chrétiens, au printemps et à l'été 1954, était ardente et sévère ; au premier rang des plus impitoyables procureurs, on distinguait M. François Mauriac et *L'Express*, M. Claude Bourdet et *France-Observateur*, la revue *Esprit*, l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, et jusqu'au *Monde* de M. Beuve-Méry. On y voyait aussi la *Vie intellectuelle* elle-même.

Il est vrai que les hommes politiques démocrates-chrétiens, de 1944 au mois de juin 1954, ont toujours figuré dans la majorité gouvernementale, dont ils ont partagé toutes les responsabilités ; ils ont toujours détenu un grand nombre de ministères-clés dans les cabinets successifs, à une seule exception près, d'ailleurs de courte durée (le gouvernement socialiste homogène formé par Léon Blum à la fin de l'année 1946). Parmi les décisions politiques les plus importantes de ces dix années, bien peu ont été prises contre leur avis ; beaucoup sont dues à leur influence ; presque toutes ont été exécutées sous leur contrôle direct ou indirect. Voilà donc ces hommes, et leur « idée », « *en posture d'accusés* ». Ces hommes et cette idée, que la *Vie intellectuelle* avait longtemps soutenus de son mieux, la même *Vie intellectuelle* s'avise soudain qu'« il n'est pas mauvais qu'ils soient malmenés avec quelque vigueur ». Il faut assurément qu'ils aient commis des fautes. Je ne dis pas le contraire. Mais lesquelles ?

On peut interroger ligne à ligne le sévère éditorial de la *Vie intellectuelle* pour les découvrir. On n'y

trouve qu'une seule indication, celle qui met en cause « *les progrès de l'esprit petit-bourgeois dans des étendues toujours plus vastes des classes moyennes, elles-mêmes en extension croissante* ». Maigre butin, indication indécise. De grandes espérances se sont évanouies ; il a beaucoup plu sur le feu ; on vit l'impuissance ici et la désolation plus loin ; l'idée démocrate-chrétienne se trouve en posture d'accusée... Comment cela s'est-il fait et quelle en est la raison ? C'est « l'esprit petit-bourgeois », vous dit-on, et ce sont ses « progrès » qui ont causé tout le mal. C'est clair...

*
* *

Mais quel langage parlez-vous donc, mes Révérends Pères, quel langage parlez-vous dans votre revue catholique, purement et simplement catholique ?

Dans le vocabulaire catholique, « l'esprit petit-bourgeois » ne veut pas dire grand'chose... L'esprit petit-bourgeois n'est pas plus condamnable ni plus nocif que l'esprit grand bourgeois, l'esprit ouvrier, l'esprit militaire ou l'esprit paysan : tous seront renvoyés dos à dos, comme étant justifiés dans leur ordre et insuffisants à procurer le salut.

L'éditorialiste de la *Vie intellectuelle* parle pour rien dire, ou alors il ne parle pas un langage catholique.

Car il existe un autre langage où « l'esprit petit-bourgeois » trouve une signification précise et condamnable : c'est le langage communiste. Quand le camarade Jacques Duclos dénonce les progrès d'un

esprit petit-bourgeois dans certaines zones du Parti, il n'a nul besoin d'expliquer ce qu'il entend par là. La formule prend son sens par une référence toute naturelle à la philosophie marxiste, aux thèses léninistes, à la pratique stalinienne, aux traditions communistes. Il ne parle pas pour ne rien dire, et ses fidèles ne risquent pas d'hésiter sur ce qu'il faut comprendre.

Mais « esprit petit-bourgeois » n'ayant aucun sens dans le langage chrétien, dans la tradition de l'Eglise, dans le vocabulaire de la philosophie chrétienne, faut-il donc conclure que la pensée du Révérend Père Dominicain qui rédige l'éditorial de la *Vie intellectuelle* ne peut être saisie dans toute sa signification qu'à condition de l'interpréter à l'intérieur de la philosophie marxiste, par référence aux thèses léninistes, aux pratiques staliniennes et aux traditions communistes ?

*
* *

L'éditorialiste de la *Vie intellectuelle* méditait sur une faillite politique de dix ans et les colères qu'elle provoque : « *Si de ce débat ne sort pas un véritable progrès de la pensée politique, toute cette éloquence et toute cette ironie jetées sur la place publique n'auront été qu'un vent dévastateur* ». Notre auteur ne veut donc point pour sa part être un vent dévastateur ; il apporte sa contribution au progrès de la pensée politique ; on ne saurait voir dans son texte simple boutade, jeu ironique ou cri de colère. S'il désigne « l'esprit petit-bourgeois », et lui seul, comme

cause des contretemps subis par la démocratie-chrétienne, c'est qu'il croit cette indication capitale et lourde de sens. Mais cette indication ne prend quelque consistance qu'à la condition de se voir attribuer une signification lénino-stalinienne. Il y a là quelque chose qui ne va pas.

L'occasion de la mise en accusation n'est pas plus heureuse que le contenu du réquisitoire. Les hommes politiques de la démocratie-chrétienne ne sont pas critiqués en l'occurrence pour avoir, en collaboration avec les communistes jusqu'en 1947, fondé le régime qui, au bout de dix années, provoque le « *remords* » de notre éditorialiste. Ils sont attaqués par les « procureurs » auxquels fait allusion la *Vie intellectuelle* (et qu'elle ne désapprouve pas) pour s'être retournés contre le communisme soviétique ; pour n'être pas suffisamment restés ce que M. Mauriac appelle des « *catholiques de gauche* » ; pour avoir, en 1951, voté la loi Barangé, qui les rapprochait des autres catholiques et les séparait de la gauche laïciste. Tels sont les griefs véritables de l'offensive menée contre la démocratie chrétienne, griefs que les plus distingués penseurs de la collaboration soviétique ne répugnent pas à résumer par la formule simpliste d'« *évolution à droite* ».

Il me semble que depuis 1951 (environ), les hommes politiques de la démocratie chrétienne ont entrepris un effort sensible pour s'opposer aux offensives communistes et pour retrouver le contact avec les catholiques qui n'appartiennent pas à leur famille politique. Cet effort est terriblement embarrassé par tout le poids d'un passé contraire. On a connu des démocrates-chrétiens beaucoup plus attentifs et

amicaux à l'égard des socialistes avec lesquels ils voulaient construire un « travaillisme français » qu'à l'égard d'autres catholiques qui, fussent-ils profondément fidèles aux encycliques sociales de Léon XIII et de Pie XI, leur paraissaient « conservateurs » ou « réactionnaires ». On a connu des démocrates-chrétiens qui s'opposaient verbalement aux communistes, mais qui formaient ensuite avec eux une majorité et un gouvernement. Je constate que ce n'est pas cela qu'on leur reproche, mais précisément la tendance contraire, plus récente, et dont j'ignore l'avenir. Une vive offensive politique est menée depuis 1953, sur le plan parlementaire et dans tout le pays, contre les hommes politiques de la démocratie chrétienne ; et cette offensive est conduite c'est un fait, par les partis matérialistes : celui du matérialisme totalitaire intégral, le communisme ; celui du matérialisme totalitaire atténué, le socialisme ; celui du matérialisme traditionnel, dont le totalitarisme notamment scolaire, est limité mais réel, le radical. Il est hautement remarquable que cette offensive matérialiste, clairement anti-cléricale et anti-religieuse, ait reçu en 1953 et 1954 le renfort des docteurs, écrivains et publicistes, de *Témoignage chrétien* à la *Vie intellectuelle*, qui naguère réclamaient des catholiques, au nom de la morale, l'engagement politique dans la démocratie-chrétienne.

Tout se passe comme si la démocratie-chrétienne n'avait été pour eux qu'une étape et qu'un instrument, — comme si leur pensée profonde et constante était la collaboration soviétique. Quand aller à la démocratie chrétienne paraissait, à tort ou à raison, nous rapprocher de cette collaboration, ils militaient

ardemment en faveur de la démocratie chrétienne. Depuis que la démocratie chrétienne, sous l'influence des événements, et peut-être aussi sous celle du Saint-Siège, s'est donné comme principal objectif d'empêcher la conquête de l'Europe occidentale par le communisme soviétique, ils l'attaquent, et avec quel entrain, et avec quelle violence ! Voilà une constatation troublante.

Sans doute, l'anti-communisme de la démocratie chrétienne appelle bien des commentaires et peut justifier bien des critiques : il met en œuvre des moyens spécifiquement démocrates-chrétiens, et rien ne prouve que ce soient les meilleurs. Mais précisément, ces moyens ne devraient pas faire difficulté pour ceux qui appartenaient à la famille démocrate-chrétienne. Et ils ne font pas difficulté. C'est l'opportunité, c'est la nécessité d'un combat politique contre le communisme soviétique que mettent en cause les docteurs et publicistes de la *Vie intellectuelle* et de *Témoignage chrétien*. Le fond du procès qu'ils établissent ne porte pas vraiment sur la manière dont s'y prennent les démocrates-chrétiens pour combattre le communisme, il porte réellement sur l'idée même d'un tel combat.

M. Claude Bourdet, qui est l'une des notabilités les plus en vue de la collaboration soviétique en France, avait naguère cru devoir prendre la « défense » des Dominicains de Paris « contre » le Saint-Siège. Ce zèle avait surpris. Il ignorait tout de la question : tout, sauf l'appui politique qu'il attendait de ce côté. Aujourd'hui, la *Vie intellectuelle*, comme la revue *Esprit*, comme *Témoignage chrétien*, participe à

l'offensive de la gauche matérialiste et communisante contre les hommes politiques de la démocratie-chrétienne : M. Claude Bourdet ne s'était pas trompé.

*
* *

Je ne reproche certes pas à une revue éditée et dirigée par des Dominicains de s'occuper des affaires de la cité. Je ne conteste pas leurs droits politiques. Qu'ils défendent une politique de gauche ou d'extrême gauche s'ils la croient bonne : *mais qu'ils le disent*. Qu'ils ne mettent par leur drapeau dans leur poche. Qu'ils cessent de prétendre n'avoir d'autres critères que moraux et religieux. Il y a là une grave équivoque dont je veux bien admettre qu'ils ne se sont jamais aperçus : je la leur signale une fois de plus.

Je ne leur reproche pas non plus leur dessein affirmé d'intégrer la politique à la pensée chrétienne ; il ne m'appartient pas de trancher dans quelle mesure ce n'est pas au contraire leur pensée chrétienne qui est annexée par une certaine politique. Mais ce qui me paraît inacceptable, c'est de voir leur politique se développer sans franchise et sans netteté.

Quand à l'éditorial de juillet succède l'éditorial d'août, quand on lit sur la couverture de la *Vie intellectuelle* : « Alerte au cléricalisme », l'inacceptable devient intolérable. Bien sûr, les protestations « anti-cléricales » d'un certain nombre de docteurs en robe blanche ou noire sont devenues un aimable conformisme, dont on croyait pourtant la mode un peu passée ; car elle prête à sourire. Se déclarer anti-

clérical est souvent une autre manière (mais démagogique) de prêcher pour sa paroisse. L'intention est parfois excellente. Cependant, plusieurs de nos docteurs y ont mis un peu trop d'insistance et d'indiscrétion. Et je sais bien, d'autre part, ce que l'on veut dire ordinairement quand on répudie le « cléricalisme » ; personne ne se plaindrait que l'on mît en garde les catholiques, et le clergé, contre une tentation somme toute bien naturelle. Mais est-il opportun, est-il sage de crier si fort ? Assurément, des Frères Prêcheurs peuvent se laisser entraîner par leur propre éloquence, ils ont la voix puissante, c'est un peu leur métier de crier, et ce cri d'alerte, dirait-on, est dans leur registre habituel... C'est justement ce qui ne me paraît pas très sûr : ils savent en d'autres occasions être fort discrets, parler à voix basse ou même se taire tout à fait. A ma connaissance, aucun éditorial de la *Vie intellectuelle* n'a crié ces dernières années : « *Alerte au communisme* », bien que le communisme soviétique soit un péril au moins aussi actuel et aussi grave que le « cléricalisme ». Aucun éditorial de la même revue n'a, non plus, clamé : « *Alerte au laïcisme* », ni « *Alerte au matérialisme totalitaire* », ni même : « *Alerte à l'anti-cléricalisme* ».

Y aurait-il donc deux poids et deux mesures dans les cris d'alerte ?

*
* *

Cet éditorial d'août 1954, introduit par un tel titre, méritera de passer à la postérité comme un triste chef-d'œuvre de la plus mauvaise casuistique. Son

but avoué est de défendre le ministère qui se trouve en fonction contre « *l'intervention de critères soi-disant chrétiens* », qui ne seraient en l'occurrence que « *confessionnalisme indiscret ou même cléricalisme peu tolérable* ». Il faut détourner « *l'opinion catholique de croire à quelque complot anticlérical* » qui aurait porté aux affaires le président du conseil de passage :

« *D'aucuns commencent déjà à expliquer le succès du nouveau chef du gouvernement par une conjuration de la Maçonnerie... De telles réactions témoignent d'un christianisme assez dégénéré et d'une pensée politique passablement infirme. Nous voudrions croire que l'éducation religieuse et le sens civique des catholiques leur éviteront de céder à la séduction des mauvais mélodrames* ».

On nous met en garde contre les « *vieux préjugés et réflexes archaïques* » auxquels succombent trop facilement les catholiques, on exorcise les « *ornières bien-pensantes* » et l'on espère « *que sera fait échec à un renouveau du cléricalisme* ». Il n'y a donc pas lieu d'adresser au gouvernement des critiques d'origine ou de nature religieuse : « *Rien de confessionnel ne doit être mêlé à un débat dans lequel ne peuvent s'affronter que des raisons politiques* ».

Un langage aussi ferme et aussi net rend un son presque nouveau. Car enfin, c'est un vieux débat, celui de la part d'autonomie et de la part de dépendance que les docteurs catholiques reconnaissent à la politique par rapport à la morale et à la religion : et depuis vingt-ans ou davantage, au risque d'être accusés de « *cléricalisme* », les organes catholiques et les Dominicains de la *Vie Intellectuelle* insistaient beaucoup plus sur la dépendance que sur l'autono-

mie. Certaines formes de complaisance politique à l'égard du communisme nous ont même été prêchées au nom d'impératifs moraux et religieux. Le domaine, les droits, les prérogatives de la morale politique chrétienne étaient plutôt majorés que réduits. Voici brusquement que la *Vie intellectuelle* change de front, qu'elle fait maintenant reculer les prétentions de la morale politique, et qu'elle ne lui reconnaît strictement aucun droit dans le jugement d'un certain gouvernement, pour la seule raison que ce gouvernement semble correspondre aux préférences politiques des Révérends Pères éditorialistes. Il me semble que quelques principes, que l'on nous présentait comme hors des atteintes de tout opportunisme, ont été mis brusquement entre parenthèses.

Le contexte de cette mise entre parenthèses n'est pas davantage satisfaisant, et justifie d'aussi vives inquiétudes. Un homme politique qui fut longtemps un franc-maçon militant, et qui est depuis la fin de la guerre un franc-maçon « en sommeil », arrive au pouvoir entouré d'un « brain-trust » de francs-maçons et à la faveur (notamment) d'une offensive déclarée contre le « cléricanisme ». La *Vie intellectuelle* jette l'anathème, en des termes d'une grande sévérité, contre tous ceux qui verraient dans cette péripétie politique l'effet d'une « conjuration de la Maçonnerie ». C'est une position défendable, sauf dans sa sévérité excessive à l'égard de ceux qui ont un autre avis. Mais je remarque que cette position n'est soutenue par aucun argument de fait tendant à montrer que la « conjuration » n'a pas existé. Elle est fondée sur des vues *a priori*, peut-être justes, peut-être fausses, qui consistent essentiellement à considérer que l'attention

portée à l'aspect maçonnique des réalités politiques est une conception « anachronique » manifestant un retour aux « ornières bien pensantes ». Cela revient à dire que le rôle politique de la Franc-Maçonnerie a été surestimé, qu'il n'a pas ou qu'il n'a plus l'importance qu'on lui prêtait traditionnellement jusque dans les documents pontificaux. Cela revient à dire simultanément que l'appartenance maçonnique d'un chef de gouvernement ne compte en aucune manière et n'a rien qui doive inquiéter les catholiques. C'est une thèse comme une autre ; une thèse digne de discussion. D'autres catholiques estiment au contraire que l'appartenance maçonnique d'un président du conseil, de la plupart de ses amis politiques et de ses collaborateurs directs, est un phénomène qui requiert l'attention et réclame au moins une certaine réserve. On peut confronter ces deux points de vue. Il serait même souhaitable qu'une telle confrontation ait lieu avec sérieux et simplicité, sans rhétorique ni démagogie. Elle ne sera guère possible avec les docteurs de la *Vie intellectuelle*, qui ont pris soin d'excommunier d'emblée, en termes injurieux et méprisants, tous les « chrétiens dégénérés » et tous les « penseurs infirmes » qui ont le tort de ne pas partager leur appréciation sur l'importance négligeable des réalités maçonniques.

Mais il y a quelque chose de beaucoup plus frappant en cette affaire. Un mois plus tôt, en juillet 1954, l'éditorialiste de la *Vie intellectuelle* mettait toute son énergie à dénoncer une « *entreprise de franc-maçonnerie pieuse* » qui établirait en politique une sorte de « *solidarité confessionnelle* » dont profiteraient les catholiques en général et les démocrates chrétiens en

particulier. Nous ne nous trouvons donc plus en présence d'une thèse ou d'une opinion, mais d'une double thèse, d'une double opinion, qui s'apparente davantage à un opportunisme qu'à une position de principe.

En lisant cette curieuse expression de « *franc-maçonnerie pieuse* » et la condamnation violente portée contre elle, je pensais que la même *Vie intellectuelle* mettrait au moins autant de force à condamner, lorsque l'occasion s'en présenterait, la Franc-maçonnerie proprement dite. Car *ou bien* l'on ne croit pas à l'influence des sociétés secrètes sur la politique française, et il est normal que l'on s'élève contre ceux qui leur attribuent un rôle non négligeable ; *ou bien* l'on croit à l'importance ou à la nocivité des « maçonneries », pieuses ou non, et alors il n'y a pas lieu de faire d'exception. Mais qu'une revue catholique nous dise premièrement qu'une « *maçonnerie pieuse* » de catholiques est un phénomène réel, important, contre lequel il faut être en garde, et secondement que la Franc-Maçonnerie n'est ni importante ni réelle, simple épouvantail fallacieux pour attardés et « bien-pensants », voilà qui ne va plus. Je puis considérer comme également sérieuses et dignes de discussion la thèse qui surestime le rôle des maçonneries et celle qui le sous-estime. Mais la position qui déclare négligeable la Franc-Maçonnerie pour ne dénoncer qu'une « *maçonnerie pieuse* » révèle, c'est le moins qu'on en puisse dire, un opportunisme suspect et une grande absence d'objectivité intellectuelle.

La même absence d'objectivité, le même opportunisme caractérisent l'interdiction qui nous est faite par la *Vie intellectuelle* d'alléguer des motifs religieux d'opposition au gouvernement. Le débat sur celui-ci ne doit mettre en jeu « *que des raisons politiques* ». Fort bien : mais cette interdiction est à sens unique. Ce sont les raisons *contre* auxquelles on retire l'emploi « du langage et des images de leur famille spirituelle ». S'il s'agit de raisons *pour*, s'il s'agit d'approbations, la *Vie intellectuelle* est beaucoup plus indulgente. Il faut citer cette admirable variation casuistique :

« *Des catholiques partisans du nouveau ministère, mais aussi fidèles que les précédents, bien que pour l'usage opposé, au langage et aux images de leur famille spirituelle, ont placé l'équipe actuellement au pouvoir sous la protection de la petite fille Espérance. De telles approbations font une heureuse compensation à des hostilités qui reviendraient aux ornières bien-pensantes...* »

La « petite fille Espérance », si elle est une métaphore littéraire et non point une définition théologique, a pourtant un sens et un seul, chez Péguy et chez ceux qui l'ont reprise après lui : elle désigne la seconde des vertus théologiques. C'est en ce sens que l'employait M. François Mauriac dans l'article de *L'Express* auquel la *Vie intellectuelle* fait allusion : il disait même que ceux qui ne comprendraient point l'action du gouvernement ou ceux qui la contrecarmeraient pécheraient contre l'Espérance. On ne pouvait guère aller plus loin dans l'apologie religieuse d'un ministère. Eh ! bien, la *Vie intellectuelle* ne proteste pas. Elle trouve au contraire que c'est une « compen-

sation », une compensation « *heureuse* ». Une compensation à quoi ? A un mal hypothétique, à un mal qu'il faut bien mettre au conditionnel, aux « hostilités qui reviendraient aux ornières bien-pensantes ». Malgré l'apparence, ce n'est nullement une plaisanterie : cet éditorial de la *Vie intellectuelle* est très sérieux et veut être pris pour tel.

Ainsi donc, la position de la revue dominicaine comporte trois points :

1. — Le jugement porté sur le gouvernement doit être uniquement politique.

2. — Ceux qui lui opposeraient des arguments d'origine religieuse montreraient « un christianisme assez dégénéré et une pensée politique passablement infirme » ; leur « éducation religieuse » serait inexistante et ils manqueraient de « sens civique ».

3. — Mais ceux qui allèguent des raisons religieuses pour approuver le gouvernement apportent, eux, une « *heureuse compensation* », présente et effective, à l'éventualité du paragraphe précédent, et ne méritent ni les sévérités ni les injures réservées à leurs adversaires.

C'est bien commode...

*
**

Si maintenant l'on s'efforce de discerner les ressorts intellectuels et moraux d'une telle attitude, la première explication, qui s'impose avec une sorte d'évidence, est celle de l'insincérité. Et pourtant, cette explication est inacceptable. Les hommes qui rédigent la *Vie intellectuelle* ne peuvent pas être de vulgaires imposteurs fabriquant des truquages aussi mala-

droits. D'ailleurs, s'ils voulaient mentir et tromper, ils s'y prendraient beaucoup mieux : leur culture, leur talent, leur formation réthorique et philosophique nous garantissent qu'ils seraient capables d'impostures moins immédiatement visibles et plus habilement agencées.

La vérité, je le crains, est beaucoup plus navrante. Ils sont tellement égarés par la passion politique qu'ils ne s'aperçoivent même pas à quel point leur comportement intellectuel ressemble à une grossière supercherie et risque de passer pour telle auprès de ceux qui ne les connaissent pas.

Je ne les crois pas coupables de ce manque de « *probité* » dont ils accusent fort légèrement ceux qui ne sont pas de leur avis : je les crois victimes d'un vice intellectuel et politique, celui de l'opportunisme. Non point l'opportunisme des financiers et des hommes d'affaires, opportunisme de sceptiques ne recherchant que la sauvegarde d'intérêts matériels ; mais un opportunisme passionnel.

Ce que l'opportunisme classique faisait par absence de scrupules, celui-ci le fait sous l'empire d'une aveugle passion politique. L'un comme l'autre invoquent certains principes, mais s'en servent comme s'ils n'y croyaient pas : ils les brandissent quand ils en sont favorisés, ils les mettent entre parenthèses quand ils pourraient en être gênés. Les principes invoqués deviennent ainsi de simples instruments : et c'est la pensée elle-même qui est instrumentalisée, d'une manière dont l'opportunisme communiste issu de la révolution stalinienne nous donne un exemple beaucoup plus net, mais au fond de même nature. Et quand je dis de même nature, je parle du fonction-

nement de cet opportunisme, qui ne récuse, ni ne rejette la doctrine, mais l'asservit sans l'avouer, la réduit à l'obéissance, lui fait prendre la responsabilité publique de choix, de décisions, d'exclusives où elle n'a eu aucune part, et dont elle est l'exécutante et non plus l'inspiratrice. Oui, assurément, le mécanisme est le même. C'est la doctrine qui est différente. L'opportunisme communiste se sert d'une doctrine marxiste sur le sort de laquelle je ne verserai pas trois pleurs, et qui d'ailleurs est une doctrine morte, ayant terminé sa carrière proprement intellectuelle et morale, inadéquate à un monde qui n'a pas évolué selon ses prévisions et ses fameuses « lois » : son contenu, ses raisons, ses mythes ont perdu leur pouvoir de séduction ; ses seuls prestiges sont ceux que lui confèrent la puissance, la pression, l'organisation de l'appareil soviétique, — et tout cela est énorme, mais d'ordre matériel. L'opportunisme dominicain se sert d'une autre doctrine, d'une doctrine vivante, d'une doctrine qui ne lui appartient pas, d'une doctrine qu'il affadit et discrédite par l'usage politique qu'il en fait.

Les principes invoqués par les Dominicains de la *Vie intellectuelle* sont authentiques ou sollicités, cela n'est certes pas indifférent : mais comment les examiner, quand ils en suspendent eux-mêmes l'autorité à leur gré ? L'idée qu'un gouvernement relève, pour la louange et pour le blâme, de seules considérations politiques, vaut ce qu'elle vaut : elle imposait, si on la tenait pour vraie, de récuser et non pas d'excuser la petite fille Espérance mobilisée par M. François Mauriac. L'opinion qu'il faut être attardé et dégénéré pour s'inquiéter des réalités maçonniques pouvait être discutée en elle-même : mais comment la pren-

dre pour une opinion digne de discussion, quand ceux qui l'ont avancée en couvrent une seule Franc-Maçonnerie, et dénoncent l'autre, la « pieuse » ? J'y insiste non point pour accroître la confusion de docteurs qui d'ailleurs, j'en suis bien sûr, n'en ressentent aucune, mais pour rendre clair le mécanisme de ce comportement opportuniste.

A quoi l'on pourra répondre que ce comportement est vieux comme le monde, qu'il relève de « la paille et la poutre » : mais cela voudrait dire que les Dominicains de la *Vie intellectuelle* ont épousé une cause politique analogue à celle de la Franc-Maçonnerie : comment le croire, comment l'imaginer seulement ? Au demeurant, « la paille et la poutre » sont une faute morale, un manque d'humilité : ce n'est pas leur attitude morale que j'incrimine, c'est leur système.

Tout se passe dans les éditoriaux de la *Vie intellectuelle* comme si la fin justifiait les moyens. Sous le pavillon de la « pensée politique » et de la « morale chrétienne », on trouve les réalités, nullement condamnables quand elles osent dire leur nom, mais beaucoup moins nobles, de la polémique et de la manœuvre tactiques. S'il faut analyser minutieusement les éditoriaux de la *Vie intellectuelle* pour en découvrir la signification précise, ce n'est point parce que la « pensée » en serait extraordinairement profonde et difficile : c'est parce qu'ils contiennent moins une pensée que l'indication d'une ligne de conduite, et que cette ligne n'y est pas donnée « en clair ». L'on y pense beaucoup moins que l'on n'y calcule. Sous l'apparence de considérations doctrinales, on aperçoit surtout des mobiles et des intentions tactiques. Cette évolution idéologique est importante et significative :

elle est celle-là même du communisme qui, de Marx à Staline, a progressivement cessé d'être une doctrine pour devenir seulement une pratique. Au terme de cette évolution, que les communistes ont atteint déjà depuis des années, mais dont les Dominicains de la *Vie intellectuelle* restent heureusement encore assez éloignés, on continue à tout expliquer par la philosophie fondamentale : il y a des intellectuels pour cela, et ils justifient d'après la doctrine, après coup, la logique et la morale supposées de décisions qui n'ont été prises que selon l'opportunité et qu'en vue de l'efficacité. Le communisme stalinien a de cette façon organisé la déchéance de la pensée politique et de la condition même d'intellectuel. Les Dominicains de la *Vie intellectuelle* n'ont mis que l'extrémité de leur plus petit doigt dans cet engrenage : mais c'est déjà beaucoup. Et d'ailleurs, pourquoi l'y ont-ils mis ?

La grande idée tactique de la revue dominicaine en 1954 est d'empêcher les hommes politiques de la démocratie chrétienne d'aller là où les poussent des raisons discutables peut être (ce n'est pas mon propos), mais avouables et honorables. La loi Barangé, la nécessité de faire face au communisme, les procédés suspects d'un président du conseil franc-maçon les conduisent à rechercher en politique l'alliance des autres catholiques : contre cette éventualité, les Dominicains de la *Vie intellectuelle* font feu de toutes leurs pièces, et comme leur artillerie est naturellement morale et doctrinale, ils font un usage désordonné et agressif des principes qu'ils ont sous la main. Ceux que l'on appelait naguère, sans qu'ils en prennent ombrage, les « Dominicains de choc », ne craignent rien tant que l'apparition d'un « catholicisme de choc », si

je puis dire, qui prendrait en Europe la tête, ou deviendrait l'inspirateur de la résistance au communisme soviétique. Ils s'inquiètent de voir certains fossés politiques, creusés hier et avant-hier entre catholiques, s'amenuiser au lieu de s'agrandir. Car enfin, ce que l'on nomme sommairement « l'évolution à droite » de la démocratie chrétienne (et qui n'est qu'esquissé, et qui ne se réalisera peut-être jamais) signifie simplement que les catholiques français ont une chance prochaine ou lointaine de retrouver quelque chose qui ressemble à une unité d'action. Cette éventualité, trop commodément baptisée « cléricanisme », en serait tout le contraire: elle ne ferait pas naître un « parti catholique », elle rendrait seulement aux divers partis et aux diverses tendances plus ou moins catholiques un minimum d'entente, d'action concertée, de positions explicitement ou implicitement communes. Comment des catholiques peuvent-ils voir là un malheur ?

Contre cette éventualité qui leur paraît catastrophique, les Dominicains de la *Vie intellectuelle* invoquent toutes sortes de principes politico-religieux dont l'originalité merveilleuse est qu'ils multiplient les interdits à l'égard de leurs adversaires « évoluant à droite » tandis qu'ils laissent aux mêmes chapitres la plus grande licence à leurs amis « de gauche ». Un tel emploi de principes à éclipses n'est que le faux-nez d'un opportunisme caractérisé.

*
* *

Cet opportunisme vient de loin, et je ne vais pas m'en faire ici l'historien ; mais j'en connais l'histoire. C'est, n'en déplaise aux Dominicains qui lancent leurs

anathèmes au « cléricanisme », un très vieil « opportunisme clérical », ou plus exactement un « cléricanisme opportuniste », qui s'était donné pour but de participer au mouvement général des idées, des partis et des hommes vers la gauche, sans autre pensée fondamentale que celle, précisément, d'être dans le mouvement, au goût du jour, à la page. Ce phénomène a pris plus de volume dans la mesure où la décadence des institutions politiques et sociales, la confusion des mœurs, l'affaiblissement de la pensée ont réduit les résistances naturelles aux opportunismes de toutes sortes. Mais simultanément il s'est passé autre chose : cette gauche vers laquelle on marchait d'un si bon pas a cessé d'exister.

La nullité actuelle de la gauche française, je parle de sa nullité dans le domaine de la pensée, des principes, de la doctrine, et particulièrement de la doctrine « sociale » qui était sa spécialité, est telle qu'on ne saurait à quoi la comparer dans l'échelle du vide, si ce n'est peut-être à la nullité de la droite. Il n'y a plus rien à gauche, plus rien que le communisme, qui n'est lui-même qu'un faux semblant doctrinal, mais avec d'imposantes apparences. Et c'est la nullité de la gauche qui achemine les catholiques opportunistes vers le communisme : en dehors de lui, il n'y a politiquement plus rien « dans le mouvement ». Comment la C.F.T.C., les prêtres-ouvriers, les docteurs de la *Vie intellectuelle* pourraient-ils encore être attirés et retenus par le « socialisme » de la S.F.I.O. et de sa filiale syndicale ? Ce socialisme s'est vidé de tout contenu moral, social et intellectuel : probablement parce qu'il lui est arrivé cette étrange aventure, dont il sera le dernier à prendre conscience, d'être si totale-

ment vainqueur qu'il n'a plus rien à réclamer, plus rien à proposer, qu'il est à bout de course. Le parti socialiste compte 100.000 adhérents : 80.000 sont des « élus » locaux ou nationaux, ce qui fait une bonne proportion. Et ce n'est encore que la surface des choses, mais déjà significative. Il y a plus. Les revendications concrètes du socialisme, les unes après les autres, sont passées dans les mœurs : organisation syndicale, limitation du temps de travail, salaire garanti, sécurité sociale, comités d'entreprises, nationalisations. Ce fut bon, moins bon ou mauvais, il n'importe : c'est fait. On étendra, on aménagera ou on corrigera ces réformes, mais pour l'essentiel elles sont derrière nous. Le socialisme a réalisé son programme et fini son temps. Il était l'inspirateur et le moteur de la gauche : mais il n'a plus rien à nous dire, il est comblé, ou presque. Il est entré dans les institutions et même dans la vie quotidienne, à peu près autant qu'il était possible. Je ne l'injurie pas du tout quand je constate sa nullité politique : c'est son succès que je constate, et le fait que ses revendications, son programme, ses recettes ont épuisé leur vertu. « Fermé pour cause de victoire ».

Les catholiques les plus ostensiblement « sociaux » seront les derniers à comprendre ces choses. Les catholiques les plus attachés à suivre l'évolution du monde seront les derniers à s'apercevoir que le monde a effectivement évolué. Je n'ai d'ailleurs aucune intention de leur chercher querelle là-dessus, car en elle-même leur attitude est surtout cocasse et insignifiante. Leur course éperdue derrière une gauche qui n'existe plus, ou qui n'est plus qu'un « conservatisme » à courte vue derrière son langage resté révolutionnaire,

est un phénomène inoffensif, et finalement amusant. Ou plutôt, il le serait, s'il n'existait une organisation communiste pour attirer leur opportunisme et l'utiliser.

Toutes ces vieilleries sont terriblement ennuyeuses, démodées, poussiéreuses, inactuelles. Voilà bien les « ornières » que flétrit la terminologie dominicaine. Ces survivances aux trois quarts mortes seront emportées au premier souffle ; ou bien, au contraire, notre nation continuera de s'enliser avec elles : car il existe pour les nations des décadences dont elles n'arrivent pas à sortir, et je n'ai là-dessus aucun pronostic. La seule réalité vivante que l'on rencontre aujourd'hui à gauche, c'est la machinerie communiste : voulez-vous enfin la voir telle qu'elle est, et vous décider à lui dire clairement, à elle, à elle seule, il n'y a rien d'autre : oui ou non ?

IX

UN TEXTE DU R.P. BIGO

J'ai cité beaucoup de textes. Mais quand on cite un texte, même avec le plus grand scrupule, on le prive du contexte, et le soupçon d'avoir mis en scène une citation tendancieuse n'est pas loin. Comment faire pourtant, et comment tout citer ?

On le peut quelquefois. Le R.P. Bigo nous en a offert l'occasion dans sa *Revue de l'Action populaire*. Son article, éditorial du numéro de juin 1954, est court : il tient à peine deux pages. Et il n'y a pas de contexte, tout est texte : chaque phrase appelle le commentaire, chacune montrant de manière exemplaire comment s'insinue, s'installe, se propage l'esprit de complaisance à l'égard du communisme soviétique. De manière exemplaire, certes, car le R.P. Bigo n'est apparemment pas un crypto-communiste ; sa foi n'est pas en cause, son honnêteté intellectuelle non plus ; ni même sa compétence dans les questions

sociales, dont il est un spécialiste éminent. Ce n'en est que plus démonstratif.

Ce n'en est, aussi, que plus grave. Grand maître de la « sociologie » à l'Institut Catholique, le R. P. Bigo, par ses cours, par ses écrits, par son influence, a initié des centaines de jeunes prêtres aux « questions sociales », il a « formé » leur esprit, il est le sociologue comme le R.P. Chenu est le théologien. J'affirme que la pénétration dans le catholicisme français d'un esprit de non-résistance au communisme passe par lui. Je l'affirme et je le prouve : voici son texte.

*
**

L'article du R.P. Bigo est reproduit en son entier : on peut le lire d'un trait, si l'œil néglige les commentaires et parcourt à la suite les paragraphes en italique.

Il a pour titre : « *Dimensions du problème ouvrier* ».

« *Est-ce bien le moment de les rappeler ? A distance, les grèves d'août 1953 n'apparaissent plus aussi importantes. Sursaut passager d'une masse ouvrière aux réactions imprévisibles, se croit-on en droit de penser...* »

Ce n'est pourtant pas la « masse ouvrière » qui fit les grèves d'août 1953. Il est d'ailleurs regrettable d'employer une telle expression, dont on

souhaiterait que l'usage (toujours abusif) soit laissé aux spécialistes de l' « *Agit-Prop* » du Parti communiste. Il faudrait distinguer entre les fonctionnaires, les ouvriers des entreprises nationalisées et ceux de l'industrie privée: leurs conditions de vie, de travail, de rémunération sont souvent très différentes, et leur état d'esprit aussi. Le R.P. Bigo ne l'ignore certainement pas. Mais il l'oublie, et il adopte sans même y penser une terminologie qui ne correspond pas à la réalité sociale. Elle correspond seulement au schéma communiste.

L'importance des grèves d'aout 1953 vint précisément de ce qu'elles furent un mouvement de fonctionnaires et assimilés, qui paralysèrent la vie publique (et à ce titre elles comportaient un aspect de violence injuste auquel le souvenir que leur conserve le R.P. Bigo est totalement inattentif). La participation ouvrière fut en général limitée aux entreprises d'Etat. L'extension de la grève au secteur privé ne réussit pas. Les catégories les plus défavorisées de ce que le R.P. Bigo appelle « la masse ouvrière » n'eurent qu'un rôle secondaire dans le mouvement ou même (le plus souvent) restèrent à l'écart.

« ...et non pas signe avant-coureur d'une remise en question « déchirante » des fondements de l'ordre social. »

Le R.P. Bigo pense donc qu'une révolution sociale se prépare en France : il en a vu le signe avant-coureur. Il pourrait alors se demander pourquoi ce sont des fonctionnaires, et non des ouvriers, qui ont

lancé un mouvement tourné contre les fondements de l'ordre social... Le simple examen de cette question l'amènerait assez loin des perspectives du marxisme-léninisme. Mais il a oublié que les grèves d'août 1953 n'étaient pas principalement ouvrières.

« Quant à la grève du 28 avril, on s'empresse de l'interpréter comme un échec. En plusieurs régions, en beaucoup d'entreprises, il est vrai, la grève a été faite, par un grand nombre d'ouvriers, avec une sorte de ferveur. Une telle manifestation froide (1) de conviction et de volonté mériterait de retenir l'attention. Mais si le succès éclatant ne nous dessille pas les yeux, comment l'échec partiel nous serait-il une leçon ? »

La grève du 28 avril 1954 pose un problème assez curieux. Ceux qui se sont « empressés de l'interpréter comme un échec » ont à la fois contre eux, selon le R.P. Bigo, leur précipitation et le caractère contestable de leur interprétation. Ils ont aussi contre eux le communiqué triomphant de la C.G.T., le 29 avril, sur « le succès de cette journée de grève » (communiqué reproduit dans le même numéro de la *Revue de l'Action populaire*, page 646). *Esprit* et la *Vie intellectuelle* se sont rangés, dans leur numéro de juin, à ce qui était l'avis officiel des communistes : « *Malgré les déclarations du ministre de l'Intérieur et les titres de la grande majorité des journaux, la grève du 28 avril n'a pas été un échec.* »

(1) En somme, si l'on comprend bien, c'était une ferveur... froide ? (Note de J. M.).

(A. Detraz dans la *Vie intellectuelle*.) « Cette grève aura été une fois de plus soumise à l'arithmétique tendancieuse de M. Martinaut-Déplat et les journaux auront eu beau jeu, avec toute cette abondance de chiffres officiels, à prouver l'échec du mouvement du 28 avril. Faut-il rappeler encore la fausseté de cette méthode... ? » (Y. G. dans *Esprit*.) Ministres et journaux « bourgeois » ont menti ; communistes et « ouvriers » ont raison.

Mais peu après, les communistes avouèrent dans une « auto-critique » inattendue que leur grève du 28 avril (soutenue par la C.F.T.C.) avait échoué et qu'il était facile de dire pourquoi. Plusieurs dirigeants du Parti et de la C.G.T., Benoit Frachon en tête, firent au Congrès d'Ivry des déclarations non équivoques. Cette « interprétation » nouvelle ne souffrait d'aucune précipitation. Elle fut simplement passée sous silence par les revues catholiques qui avaient automatiquement adopté la première version du Parti communiste : elle donnèrent ainsi, une fois de plus, un bel exemple de perspicacité politique et de moralité professionnelle.

Le R.P. Bigo, lui, a nuancé son jugement. S'il prend ses distances à l'égard de ceux qui s'étaient « empressés de l'interpréter comme un échec », il concède pour sa part que ce fut un « échec partiel », non sans y avoir vu une « manifestation froide de conviction et de volonté ». Quant à la « leçon » qu'il en tire, il ne dit pas en quoi elle consiste, à moins qu'elle ne soit précisément la suite de son article.

Nous y venons.

Jusqu'ici, ce n'étaient que préliminaires. Le R.P. Bigo nous a donné à entendre qu'il existe en France un puissant mouvement ouvrier, et que l'on a le tort de le sous-estimer.

Il entre maintenant dans le vif de son sujet :

« Moins que jamais, il ne faut laisser prescrire le problème ouvrier. Les événements de ce mois nous y ramènent, au contraire, si nous savons regarder les épreuves de la France en Indochine autant que le conflit de nouveau menaçant à l'horizon de Genève. »

« La défaite de Dien-Bien-Phu a serré le cœur d'une moitié des Français. »

Il n'y a pas deux interprétations possibles : pour le R.P. Bigo, la guerre d'Indochine et la conférence de Genève, *c'est le problème ouvrier*. Vous pensiez plutôt que c'était le problème *communiste* ? Mais c'est le même. « Communiste » et « ouvrier » sont deux termes de même extension et de même compréhension. Le R.P. Bigo ne le dit pas : mais il faut bien qu'il le croie pour écrire ce qu'il vient d'écrire.

« Mal engagée, c'était tout de même la France qui se battait héroïquement dans la tragique cuvette. Mais l'autre moitié des Français n'a pas pu voir le sens d'une telle dépense de courage : c'est que la masse populaire, avec ses aspirations profondes, ne s'est pas retrouvée dans la politique que nous pratiquons depuis des années en Asie, comme déjà elle ne se retrouve pas dans la politique que nous pratiquons en Afrique. »

Voilà : c'est la « masse populaire » (remplaçant la « masse ouvrière », mais aussi équivoque, et pareillement empruntée à la terminologie communiste) qui n'était pas de cœur avec les combattants de Dien-Bien-Phu... D'un côté les ouvriers, ou le peuple, ou les communistes (c'est pareil) ; de l'autre ceux qui ne sont rien de tout cela. Pourtant, le R.P. Bigo n'ignore assurément pas à quel point certains « bourgeois », hélas fort nombreux, se sont désintéressés du sort de nos armes en Indochine ; il doit encore moins ignorer, puisque son attention est fixée sur cette partie de la population française, quel retentissement eut dans la conscience de beaucoup d'ouvriers la bataille de Dien-Bien-Phu ; non point partout, peut-être ; mais jusqu'au dernier moment, dans les usines de la région parisienne (en province, je ne sais pas) on vit des ouvriers cégétistes espérer et souhaiter que cette résistance française serait victorieuse. Le R.P. Bigo a forcément appris que les cadres communistes veillèrent à ne pas heurter de front cette réaction de la sensibilité « populaire »... Mais il a tout oublié ici encore, il schématise, et pour schématiser il adopte les yeux fermés le schéma communiste : la « masse » n'était pas du côté des soldats français...

« Nous ne referons l'unanimité française qu'en laissant se réconcilier en nous les valeurs que l'on défend des deux côtés... »

Mais quels sont ces *deux côtés* ? Ceux de Genève ? Ceux d'Indochine ? Ceux de la lutte sociale en France ? Le R.P. Bigo ne le dit pas : car pour lui,

ces deux côtés sont les mêmes partout. Le Viet-Minh, Chou-En-Laï et l'ouvrier français en grève appartiennent à un seul et même camp : c'est en tous cas ce que disent les communistes.

« ...c'est-à-dire en intégrant réellement les travailleurs à la nation, mais ce sera, par le fait même, adopter à l'égard des peuples de l'Union française une autre ligne de conduite. »

Vous ne voyez pas pourquoi « intégrer les travailleurs à la nation » en France commande une politique plutôt qu'une autre dans l'Union française ? Les deux choses sont distinctes. Sauf pour les communistes. Et pour le R.P. Bigo. La « *solidarité ouvrière avec les peuples d'outremer* », formule communiste qui n'a de sens qu'à l'intérieur du schéma communiste (c'est-à-dire dans l'unité de lutte politique organisée par l'appareil soviétique international) est une vérité évidente pour le R.P. Bigo. Il raisonne dans cette perspective, il en est prisonnier.

« Ainsi nous rendrons au pays son âme et sa raison d'être. L'existence de la France est mise en question par le peuple qui campe hors de la cité et qui n'a pas son mot à dire dans son propre destin. »

L'excès de ces lignes est affligeant. Quel est ce « peuple » ? Le peuple français, sans aucun doute : quand il parle de l'Union française, le R.P. Bigo dit *les peuples*. Mais encore : qui est peuple de France ? Les travailleurs syndiqués ? Il y en a dix à onze millions dans notre pays : deux ou trois peuvent à

la rigueur relever d'une formule aussi terrible. Le R.P. Bigo aurait dû écrire : « *Le cinquième, ou peut-être le quart du peuple ouvrier de France campe hors de la cité.* » C'est déjà suffisamment grave pour qu'on s'en occupe sérieusement, au lieu de jouer de cette misère, d'une manière véritablement indigne, pour se livrer à des exagérations oratoires et démagogiques.

Mais si l'on s'en occupait sérieusement au lieu d'en faire des discours mensongers, on constaterait alors (notamment) que ces deux ou trois millions d'ouvriers-là, les plus malheureux, ne sont précisément pas communistes dans leur majorité ; ni cégétistes ; ni syndiqués nulle part ; on s'apercevrait aussi que les syndicats (communistes ou non) ne se soucient pratiquement jamais de ce vrai prolétariat... On sortirait ainsi du schéma soviétique pour entrer dans la réalité française.

« *A Genève, deux mondes s'affrontent. D'un côté, un prolétariat humain, ce milliard d'hommes, qui veut avoir accès au bien-être, à la culture, à l'humanité, sans tomber dans la dépendance politique ou économique des autres peuples, et qui ne croit pas pouvoir accéder à l'autonomie et à la prospérité sans imposer aux privilégiés sa dictature.* »

On vous le disait : le communisme, c'est le prolétariat ; un prolétariat en marche vers le progrès social, et qui impose aux privilégiés sa dictature. L'Empire des Soviets est le royaume du progrès ouvrier.

Dans ce « monde » soviétique, le R.P. Bigo ne voit ni l'impérialisme, ni l'injustice sociale, ni l'esclavage, ni la condition ouvrière devenue plus atroce que celle du XIX^e siècle, ni le massacre de millions d'humbles, de pauvres, d'innocents. Totalitarisme ? Il consent à l'apercevoir : mais contre les privilégiés seulement. Il ne sait rien des nouveaux privilèges (incomparablement plus grands que ceux des sociétés occidentales) que comporte en fait la structure sociale soviétique. On dirait qu'il ne connaît que l'idéologie communiste, et qu'il ignore tout des réalités concrètes du communisme, aussi bien en U.R.S.S. qu'en France.

« De l'autre (côté), un monde qui ne croit pouvoir défendre des libertés humaines de grand prix qu'en se dressant devant la « barbarie » pour l'endiguer. »

C'est le R.P. Bigo qui entoure « barbarie » de guillemets sceptiques. Il ne croit pas, il ne veut pas donner à croire que le système soviétique soit un système barbare. Bien sûr : il vient de le définir comme un prolétariat en marche vers le bien-être, la culture et l'humanité...

« Le genre humain est en sursis quant à sa paix et quant à son existence. Il y a déjà amplement dans les âmes de quoi faire éclater le conflit. Nous remettre devant le prolétariat mondial, c'est restituer en profondeur le conflit menaçant. »

Ce conflit est donc présenté comme celui des privilégiés et des prolétaires. Il n'est pas besoin d'en dire davantage : tout est dans la présentation. Com-

ment la sympathie des hommes de cœur n'irait-elle pas aux prolétaires ? Qui oserait se déclarer partisan des privilégiés ? A ces derniers, on ne concède que quelques « libertés humaines de grand prix ». Mais on a bien eu soin d'insinuer que le monde des privilégiés « *ne croit pouvoir défendre* » les libertés qu'en endiguant le communisme, et qu'il a tort. Le R.P. Bigo, lui, n'est pas pour la digue.

« *Avec la compétence du sociologue et de l'économiste, Jean Marchall analyse à nouveau, selon les dernières conclusions des savants, les éléments de la condition ouvrière.* »

Je ne puis (ce serait un autre propos) analyser aussi l'article de M. Jean Marchall. Retenons seulement que le R.P. Bigo invoque « *les dernières conclusions des savants* ». Des savants ? Oui : des savants. Qu'avez-vous à dire contre les savants (au nombre desquels M. Marchall cite et utilise le R.P. Bigo) ?

On peut être un « savant » et ne rien savoir de vrai ; ou tout oublier de ce que l'on sait. Les savants, en matière sociale, sont ceux qui accumulent les références livresques, et il leur arrive d'être dupes des idéologues. Leur profonde connaissance des théories (et principalement des théories marxistes) n'a d'égale que leur méconnaissance des réalités concrètes. Ils vivent un rêve suggéré par les hypnotiseurs communistes. Je l'ai montré précédemment pour M. Albert Béguin. Le présent texte du R.P. Bigo en est un nouvel exemple.

« *Il nous empêche d'oublier que c'est, finalement, une conception de la cité juste et libre, c'est-à-dire une conception nouvelle de la relation économique et de la relation internationale, que porte et qu'impose l'âme populaire.* »

Premièrement, l'âme populaire impose une conception. Secondement, cette conception est juste. C'est ce que dit le R.P. Bigo. Troisièmement, elle n'est pas distincte de la conception communiste : c'est ce qu'il ne dit pas, mais qu'il suggère.

Car enfin, *d'une part*, on nous donne clairement à entendre que là où sont les communistes, là est le peuple, et réciproquement ; et *d'autre part*, on nous dit que le peuple a raison. Alors ?

« *C'est à ce prix que la paix sociale est possible, c'est-à-dire la conciliation des valeurs défendues des deux côtés de la barrière des classes.* »

Ainsi c'est la « barrière des classes », et elle seule, qui explique l'opposition entre les communistes et leurs adversaires. C'est la thèse communiste : elle est sommaire, elle est fautive, mais elle est diablement utile (aux communistes).

Le R.P. Bigo se sépare du communisme en ce qu'il voit des « valeurs » authentiques « des deux côtés ».

Cela a un sens.

Cela exclut à la fois l'adhésion et l'opposition au communisme...

...et recommande la *collaboration*.

On ne voit pas comment on pourrait comprendre autrement ce qu'il écrit.

Je veux bien admettre, le cas échéant, et je souhaite que l'expression du R.P. Bigo ait trahi sa pensée. Mais cette expression, telle qu'elle est, ne peut avoir aucun autre sens. Et ce sens est malheureusement confirmé par l'ensemble du contexte.

« Par ses notations exactes et bouleversantes, Michèle Aumont nous permet de porter un regard neuf sur cet autre aspect du drame ouvrier, cette « apostasie » qui est à la fois une apostasie de masse et de fervents. »

Laissons l'article de Mme Aumont : je m'en tiens au texte du R.P. Bigo, à ce qu'il affirme avec ou sans référence.

« Elle nous empêche d'oublier que l'évangélisation de ce monde n'est pas seulement une question de méthode... »

Certes !

« ...mais, bien au delà, le problème d'une reconnaissance par l'Eglise de la conception de la cité que se font les travailleurs... »

Donc *les travailleurs* (tous les travailleurs) se font *une* (une seule) conception de la cité... Ce n'est évidemment pas vrai. Ou plutôt, ce n'est vrai qu'en théorie, dans la théorie communiste, et cette conception unique est alors la conception communiste.

« ...de cette nouvelle relation interhumaine à laquelle la masse populaire aspire confusément, et qui ne coïncide pas avec le marxisme. »

Voici la restriction à l'égard du marxisme, mais non du communisme. Car précisément *le communisme soviétique « ne coïncide pas » avec le marxisme*. Le communisme soviétique est un marxisme revu et corrigé premièrement par la théorie léniniste et secondement par la pratique stalinienne. Il *doit* beaucoup au marxisme, mais il *est* un marxisme méconnaissable.

Nous n'avons pas affaire à un Parti « marxiste », à une C.G.T. « marxiste », à des adversaires « marxistes » en Indochine, à des interlocuteurs « marxistes » dans les conférences internationales. Ces gens-là ont un commandement unique, et un nom. Ils ne sont pas une école de philosophie sociale. Ils sont une organisation ayant pour but l'asservissement des individus et des collectivités. Ils sont le communisme soviétique.

« L'Eglise au sein du monde moderne et face aux civilisations nouvelles » : nos évêques ne viennent-ils pas de nous inviter à accueillir ce qui peut être assumé de cette cité que cherchent les travailleurs ? »

Accueillir ce qui peut être assumé : bon. Mais ce qui *ne peut pas* ? Est-ce donc si peu important, si peu menaçant, qu'il soit inutile d'en parler ?

« *Prolétariat ouvrier, à la fois drame de la cité et drame missionnaire. Comme elle le fait aujourd'hui, notre Revue continuera, dans ses livraisons ultérieures, à éclairer ce double drame par ses enquêtes, ses témoignages, ses analyses. Réformateurs sociaux et apôtres iront-ils assez loin dans la connaissance de ce peuple et des valeurs qu'il porte en lui ? Telle est la question dont dépendent à la fois la paix sociale et l'avancée du Royaume de Dieu.* »

Ce n'est plus un commentaire que je fais, c'est une question que je pose. Une question que j'ai déjà posée et que je ne m'arrêterai pas de poser. Je ne vois rien en tout cela qui soit *apostolat*. La « connaissance de ce peuple et des valeurs qu'il porte en lui », la volonté d' « assumer » ces valeurs authentiques n'appartiennent donc pas aux *préliminaires* de la tâche missionnaire ? elles en sont l'élément essentiel ?

L' « avancée du Royaume de Dieu » en dépend, en dépend principalement, en dépend uniquement ? Quelle est donc cette doctrine ?

Le Christ n'est pas venu pour les justes : et l'*apostolat* n'est pas fait pour donner à entendre aux hommes, fût-ce à la « masse ouvrière », qu'ils n'ont besoin ni de pénitence ni de rédemption ; « assumer » leurs « valeurs » est peut-être un *préalable* nécessaire, mais insuffisant, ou même inexistant, dans la perspective de l'*apostolat*. Je répète encore une fois que l'on attend (il me semble) un *apostolat* qui parlerait à chacun de son péché, des injustices qu'il *commet* : les communistes, au contraire, et ceux qui adoptent leur point de vue, parlent à chacun des

injustices qu'il *subit*. Comment concilier deux attitudes aussi fondamentalement opposées ? Comment faire collaborer l'excitation à la révolte sociale et l'excitation à la pénitence chrétienne ? Ou plus exactement, comment peut-on à ce point effacer la seconde derrière la première ? J'ai posé la question, par voie d'imprimé, à plusieurs reprises, notamment dans les *Ecrits de Paris*, tout au long de l'année 1954. Je l'ai posée aux Dominicains de la *Vie intellectuelle*; je l'ai posée à M. Albert Béguin et à *Esprit*; je l'ai posée au R.P. Bigo. Personne n'a daigné, osé ou pu y faire le moindre commencement de réponse.

*
* *

Les uns et les autres ne laissent presque jamais apparaître dans leurs propos les termes de *communiste* et de *communisme*. C'est au moins un paradoxe. C'est en outre une volonté délibérée. Ce n'est pas un hasard. Pour parler de la situation sociale, des prêtres-ouvriers, de Dien-Bien-Phu, des négociations internationales; des deux « mondes » qui s'affrontent, sans nommer les communistes, il faut assurément le vouloir, le vouloir très fort, et très attentivement. Quoi que l'on pense du problème communiste, il est, sur ces terrains-là et sur quelques autres, le problème essentiel; ou au moins le plus visible; ou le plus encombrant; de toutes façons, irrécusable. Et il n'est pas nommé !

Ainsi naît le soupçon que l'on parle de lui quand même, mais sous un autre nom : et ce soupçon est passablement confirmé par le texte du R.P. Bigo que

je viens d'analyser. On ne dit pas « communiste », mais on dit équivalement : « mouvement ouvrier », « masse populaire », « les travailleurs », — comme font d'ailleurs les communistes eux-mêmes.

L'équivalence entre « Parti communiste » et « classe ouvrière », qui est le premier point de l'idéologie, de la méthodologie, de la propagande soviétiques, est donc admise et passée dans une certaine terminologie catholique ?

Alors, il faut le dire, et permettre que l'on en discute. Ou reconnaître par son silence que l'on veut *le faire sans le dire*.

Là encore, je pose la question. Elle est grave. Car il est évident que les onze millions de travailleurs français ne sont pas tous communistes ; ni la moitié ; ni le quart d'entre eux ; ça se saurait (1). S'ils ne le sont pas, et s'ils sont néanmoins assimilés, appropriés au communisme, c'est que l'on parle non point d'un état de fait, mais d'un état de droit ; c'est que l'on accepte ou que l'on veut qu'ils deviennent communistes. Y a-t-il une autre explication ? Je l'attends.

Cette question peut, elle aussi, rester sans réponse. Mais on aurait tort de croire que les questions trop souvent et trop longtemps sans réponse laissent beaucoup d'esprits dans l'incertitude.

(1) Le R.P. Bigo reconnaissait lui-même, dans un précédent numéro de la *Revue de l'Action populaire* : « Dans la masse ouvrière, le communisme exalte les volontés chez certains et suscite des oppositions ferventes chez d'autres qui n'ont pas moins la conscience ouvrière ».

Je ne crois pas pouvoir me dispenser d'apporter quelques éléments d'appréciation supplémentaires.

Quand j'ai interrogé publiquement, au cours de l'année 1954, les docteurs qui signent des articles équivoques dans diverses revues, j'ai obtenu presque chaque fois un nombre appréciable de réponses. Elles ne venaient pas des interrogés, mais de lecteurs qui me communiquaient ce qu'ils savaient. Ce sont des lecteurs catholiques qui ont eu l'occasion d'entendre les mêmes docteurs dans des conférences privées, de petites causeries, des réunions plus ou moins restreintes. Ils m'écrivent que les équivoques relevées dans les propos imprimés ne subsistent pas dans certains exposés de vive voix : ceux-ci sont terriblement clairs. Il n'y a plus tellement lieu de poser des questions. L'insistance avec laquelle on fait l'apologie écrite d'un « mouvement ouvrier » mal défini sans nommer le communisme apparaît comme un troublant mystère : mais le mystère se dissipe dans les apologies orales. On est beaucoup plus libre, n'est-ce pas ? les paroles ne laissent pas de traces. On peut toujours les démentir, prétendre avoir été mal compris, accuser l'inexactitude ou la malice des témoignages. Ces témoignages, j'ai pourtant la ressource de les confronter avec d'autres, de les vérifier, d'en chercher au besoin de nouveaux. Vous savez ce qui se passerait alors : on crierait à l'« espionnage » et à la « délation ». Les docteurs en question protesteraient, comme ils l'ont déjà fait, qu'on les « dénonce » misérablement. Ils se sont souvent plaints en public d'être « dénoncés » aux évêques

français et au Magistère romain. J'ignore au demeurant dans quelle mesure cette plainte est fondée : il ne me viendrait l'idée de parler d'eux à mon évêque que si celui-ci m'interrogeait à leur sujet, éventualité qui ne s'est pas présentée. Je n'ai aucune fonction, fût-ce occasionnelle, de censure ou d'information de l'autorité, je n'en souhaite aucune, et il est fort vraisemblable qu'on ne m'en proposera point. La chronique des idées et des faits me suffit.

Mais précisément : voici un fait et une idée propres à intéresser le chroniqueur. Comment des religieux peuvent-ils se plaindre d'être *dénoncés* ? On ne dénonce que ce qui se cache, et pourquoi se cacheraient-ils, et qu'ont-ils à cacher ? *Larvatus prode* (je m'avance masqué) était la devise de Descartes, et l'on ne sait d'ailleurs pas très bien comment l'interpréter : on ne supposait pas qu'elle pouvait être aussi la devise d'un dessein religieux et de docteurs catholiques. Il est vrai pourtant que plusieurs de ces docteurs multiplient les voiles et les rideaux de fumée autour de leur pensée, dans l'expression écrite qu'ils en font. Il est vrai aussi qu'ils abandonnent parfois ces précautions devant certains auditoires, dont ils paraissent escompter la discrétion. Mais ce n'est pas d'indiscrétion qu'ils se plaignent, c'est bien de « délation ». Cela pose quelques problèmes qui me dépassent, et suggère des conclusions qui sont hors de ma compétence. Simplement, je croyais qu'un docteur catholique, qu'un apôtre de la foi souhaitent que l'on répète leurs propos à temps et à contre-temps, et non pas qu'on les taise.

X

LE PROBLÈME DU MAL

Je suis au bout de ma chronique. Non que j'aie tout dit. Mais j'ai dit presque tout ce que j'avais choisi de dire cette fois. Pendant que j'écrivais continuaient d'arriver les nouvelles du monde, et les plus importantes ne sont pas celles que l'on trouve à la première page des journaux, même catholiques. Le martyre des communautés chrétiennes annamites n'a eu que quelques lignes, obscures et minuscules, disposées souvent de manière à passer inaperçues. Les missionnaires rentrés de Chine ont fait quelques conférences, presque clandestines : l'appareil publicitaire si puissant, si savamment manié par les Lazareffs du catholicisme ne s'est pas soucié de leur amener le peuple chrétien. Tout conspire, y compris la négligence et la distraction, à nous détourner de connaître le communisme soviétique. L'« information objective » a d'autres préoccupations, d'autres choses à nous montrer, des choses toujours autres que celles qui importent à notre destin temporel et spirituel, elle est en dernière analyse une remarquable technique de diversion.

*
**

Les missionnaires de Chine, ceux que l'organisation communiste n'a pas tués, ont apporté au milieu d'une indifférence concertée un témoignage considérable. Ils ont connu le communisme d'après Staline, celui dont on nous conte merveilles, celui qui évolue, paraît-il, de façon libérale et pacifique. Ils ont connu ce communisme dans un pays d'ancienne civilisation, où les procédés barbares imposés en Russie étaient évidemment « impensables ». Ils l'ont connu dans une Chine que tout sépare de Moscou, vous dit-on, et qui d'ailleurs n'obéit pas aux ordres du Kremlin, n'en applique pas les méthodes, le pays où le communisme opère des réformes « sans révolution brutale » et « avec équité », comme avait l'honneur de vous le révéler *La Vie catholique illustrée* du 6 janvier 1952. Et malgré tout cela, ces missionnaires jugent le communisme en Chine comme nous jugeons le communisme partout ailleurs. Ils l'ont vu, ils l'ont subi, identique à lui-même. Ils y ont discerné une technique d'asservissement des individus et des collectivités, des corps et des consciences. Ils ont eu l'expérience quotidienne d'un mécanisme de défiguration, d'anéantissement de l'homme. Mais qu'a-t-on fait de leur témoignage ?

Je répète qu'encore à l'heure où j'écris ces lignes, il reste quasiment clandestin, je répète que les Lazareffs du catholicisme doivent bien y avoir quelque part de responsabilité.

Sans être bibliothécaire ou archiviste de profession, je lis chaque semaine un grand nombre de journaux

et de publications, je me tiens passablement au courant de ce qui paraît en librairie : j'y consacre forcément beaucoup plus de temps et de soin que ne le peuvent la plupart des lecteurs catholiques. Eh ! bien, c'est quasiment par hasard que j'ai eu entre les mains, seulement au mois de novembre 1954, un livre écrit par *cent cinquante missionnaires* revenus de Chine et publié sous la signature du R. P. Dufay. Il s'intitule *L'Etoile contre la Croix*. Il a été édité à Hong-Kong. Pas une maison d'édition française ne l'a reproduit en France : c'est à l'éditeur belge Casterman que nous devons sa publication en Europe. La majeure partie de son contenu a paru dans le *Bulletin de la société des missions étrangères de Paris*, de janvier à juillet 1952. La conspiration du silence organisée autour de ce livre est un des chefs-d'œuvre du genre. Car on a parlé des missionnaires de Chine, bien sûr. On en a parlé suffisamment pour pouvoir repousser l'éventuelle accusation de n'en avoir point parlé du tout. Mais on a parlé de manière à attirer le moins possible l'attention, et à laisser ce témoignage tomber aussitôt dans l'oubli. On en a parlé, mais on a continué de faire comme s'il n'existait pas.

*
**

Ce témoignage s'applique immédiatement et directement à la France. Il distingue entre la méthode fondamentale de l'organisation communiste et ses moyens occasionnels ; il montre que ses moyens les plus violents, la prison, la mort, sont des moyens

commodes, rapides, mais en quelque sorte accidentels ; la *perversité intrinsèque* n'est pas dans le recours à de tels moyens, qui n'est qu'un appoint, il est dans la méthode elle-même, et cette méthode est pareillement appliquée dans les pays où le communisme ne dispose pas du pouvoir et de la police ; les résultats sont plus lents et plus incertains, le processus est identique.

En Chine, l'essentiel de la persécution n'a pas consisté en une opération de police, mais en une opération politique, inspirée par l'organisation communiste et exécutée par les chrétiens eux-mêmes, par ceux qui avaient consenti au « dialogue » et au « compromis ». La foi religieuse n'était pas ouvertement mise en cause ; il s'agissait seulement de la nécessité temporelle d'« épurer » les communautés catholiques, les associations, les œuvres, les paroisses, le clergé.

Initialement, les communistes suggèrent une *distinction politique* entre les catholiques : il y a la masse des *bons* et un tout petit nombre de *mauvais* dont la présence est bien regrettable. Les *mauvais* sont les « bien-pensants attardés », les « bourgeois », les « impérialistes », qui manquent de « patriotisme » et qui sont « hostiles aux travailleurs ». Quel dommage ! Ils « discréditent » l'Eglise... Si les catholiques le voulaient, ils pourraient faire en sorte de « désolidariser l'Eglise » des idéologies et des structures périmées : il va de soi qu'une Eglise nettement « désolidarisée » de la bourgeoisie et de l'impérialisme aura droit de cité dans le régime communiste...

Bénéficiant de l'appui extérieur que leur apporte l'organisation communiste — appui politique, appui publicitaire, appui matériel, et au besoin policier —

les catholiques qui croient au « dialogue » et au « compromis » travaillent à l'épuration de l'Église, et cette épuration suit la loi de toutes les épurations : le nombre des *mauvais*, qui n'étaient au début qu'« une poignée », augmente sans cesse. Après avoir éliminé ceux qui avouaient une opposition politique totale au communisme, on s'en prend à ceux qui sont en désaccord sur quelques points, à ceux qui se réservent, à ceux qui n'ont pas assez d'enthousiasme « patriotique » : ils manifestent de dangereuses « survivances capitalistes » et des « arrière-pensées impérialistes ». Ainsi les *mauvais* catholiques sont intimidés, paralysés, écartés, ils le sont par les catholiques eux-mêmes, par les *bons* catholiques, dont le nombre diminue constamment. On sait en effet que la moindre réticence en face du Parti communiste, et jusqu'au simple manque de zèle, sont officiellement catalogués comme manifestations d'impérialisme, ou d'esprit bourgeois, ou d'antipatriotisme. Peu à peu les œuvres, les communautés, les associations, les paroisses passent entre les mains d'hommes de plus en plus soumis au Parti. La plupart des « progressistes » ne s'aperçoivent pas clairement de ce qu'on leur fait faire, mais ils le font bien. Les organisations catholiques sont colonisées par des agents, par des complices, par des auxiliaires conscients ou inconscients de l'appareil communiste. L'emprisonnement ou l'exécution des *mauvais* n'est dans la plupart des cas qu'une formalité finale, qui vient sanctionner une situation de fait, mais qui ne la crée pas : ceux que l'on emprisonne ou que l'on exécute avaient été d'abord manœuvrés, isolés, coupés de l'opinion et de la communauté catholiques. C'est une nouvelle appli-

cation de la méthode employée par Staline pour éliminer ses rivaux à l'intérieur du Parti, de 1924 à 1936 : nous l'avons déjà dit, là réside l'essentiel de la révolution stalinienne et de la pratique communiste qui en est issue. C'est à cette méthode que sont « formés » depuis des années, théoriquement et surtout pratiquement, les militants communistes du monde entier.

Fatalement, toute distinction entre *bons* et *mauvais* catholiques qui ne vient pas de l'autorité catholique elle-même porte en elle le germe de mort et ouvre la voie à un anéantissement de l'Eglise. Je prie le lecteur d'examiner avec toute l'attention dont il est capable cette description de la méthode communiste en Chine : qu'il en médite le résumé très rapide que je viens d'en faire, ou de préférence l'exposé détaillé des missionnaires de *L'Etoile contre la Croix*. Il s'apercevra que cette méthode est à pied d'œuvre en France, sous des apparences parfois légèrement différentes mais avec une réalité toujours identique. Quand on a compris cela, on a tout compris.

Les auxiliaires catholiques du communisme soviétique ne savent pas ce qu'ils font. Ce qui, hélas ! s'entend de deux manières. Les uns ne savent pas qu'ils travaillent au profit du communisme. Les autres en ont parfaitement conscience : mais eux non plus ne savent ce qu'ils font ; eux aussi, les malheureux, les plus malheureux, eux qui sont conscients et qui restent pourtant les plus inconscients, relèvent de la prière de Thérèse d'Avila :

« Dieu, considérez que nous ne nous entendons pas nous-mêmes, et que nous ne savons pas ce que nous voulons, et que nous nous éloignons infiniment de ce que nous désirons... »

*
**

Les missionnaires de Chine considèrent le communisme comme une « religion », et cette qualification est terriblement équivoque. Je ne nie point qu'il en ait, qu'il en entretienne, qu'il en utilise les apparences. Je ne nie pas davantage qu'il attire, qu'il annexe chez les hommes un besoin « religieux ». Mais les missionnaires de Chine savent et disent d'autre part que cette « religion » est une diabolique *religion de la matière*, c'est-à-dire la négation de toute religion, vraie ou fausse : elle donne systématiquement le pas à la matérialité du pouvoir, à l'organisation policière, politique et économique, sur l'« idéologie ». Toute son idéologie est théoriquement et pratiquement tournée vers l'abdication de la conscience personnelle, vers sa répression, vers sa suppression. C'est pourquoi je dénonce dans le communisme une main-mise de la pratique sur la doctrine, de l'organisation sur les principes, de la matérialité sur la spiritualité. Cela n'est point dans le témoignage des missionnaires de Chine ; ou plutôt, cela n'y est point sous cette forme. Mais j'en trouve dans leur livre l'esquisse et presque l'équivalent, j'en trouve un début de confirmation, quand ils remarquent très nettement (par exemple pages 59 et 60) que « *l'action communiste est essentiellement opportuniste* » et qu'« *elle est libre de tout préjugé moral* ». Quel que soit le degré d'apparence ou de réalité sataniquement « religieuse » que l'on reconnaisse au communisme soviétique, on a mis le doigt sur l'essentiel quand on a découvert son opportunisme fondamental.

Ces missionnaires de Chine, si leur témoignage est mieux connu et plus largement diffusé, mériteront sans doute d'être sévèrement jugés par nos docteurs en renom, qui ont leurs formules toutes prêtes. Le R.P. Bigo pourra dire qu'ils étaient des « privilégiés » auxquels la « libération du prolétariat » a fait sentir sa « dictature ». La *Vie intellectuelle* qu'ils n'ont « aucune éducation religieuse » et qu'ils « retournent aux ornières bien-pensantes ». *Témoignage chrétien* qu'ils se livrent à une « gymnastique démagogique médiocre ». Et *Le Monde* qu'ils sont « aveuglés par un anti-communisme systématique ». Et M. Béguin que leurs propos sont « désagréables à l'oreille d'une libre créature du Bon Dieu ». Quant à *La Vie catholique illustrée*, soyez-en sûrs, elle garde en réserve plus d'un « reportage exclusif », « aussi impartial que possible », bien entendu « donné à titre de pure information ». Mais le peuple chrétien, voyez-vous, croira plutôt les missionnaires que les seigneurs de la presse et les industriels de la publicité, à la condition pourtant qu'il puisse être informé. Le peuple chrétien aime bien les théologiens, les sociologues et les publicistes, mais il ne les comprend guère, et il préfère s'en remettre à la parole du Pape : le communisme est intrinsèquement pervers.

Les missionnaires de Chine ont été traités comme des témoins encombrants. Qu'ont-ils à vouloir nous parler du communisme ? Vont-ils donc tenir des meetings ? et faire de la politique ?

« Faire de la politique » est une accusation qui ne pardonne pas, quand elle est lancée par le trust dominicain, et elle est lancée contre tout ce qui gêne

ou contrarie la politique des Dominicains de Paris et de M. Beuve-Méry. Elle est lancée au besoin contre « le Vatican », contre « l'entourage » du Pape, et de manière à atteindre plutôt qu'à épargner le Saint-Père lui-même. Pie XII, en février 1952, recevant un évêque expulsé de Chine, lui donnait cette directive formelle : « *Vous avez le devoir d'éclairer l'opinion catholique en disant la vérité sur la réalité et sur l'ampleur de la présente persécution religieuse en Chine.* » Ce devoir de vérité, peu de journaux catholiques, en France, ont aidé les missionnaires de Chine à le remplir. Le *Bulletin des Missions étrangères de Paris* a donné là-dessus quelques précisions navrantes : « *Tel quotidien catholique refuse de publier, autrement qu'en nouvelle brève, un article sur l'expulsion de S.E. Mgr Riberi, internonce apostolique en Chine... Où est donc le souci d'éduquer et d'éclairer l'opinion catholique sur le communisme persécuteur ?* » Il s'agit d'une « *persécution progressive, inflexible et systématique* » : mais elle n'entre pas dans les schémas intellectuels préfabriqués de M. Albert Béguin ou du R.P. Bigo...

Le même *Bulletin des Missions* remarque avec une discrète amertume : « *En quittant le « Paradis rouge », le missionnaire de Chine est quelque peu surpris de lire certains articles de journaux et de revues catholiques.* » Et il fait une allusion précise à « *tous les catholiques communistes de bonne volonté* ». Si ces catholiques sont devenus « communistes », c'est parce qu'ils ont puisé leur information et leur inspiration dans une presse qui, consciemment ou non, mais effectivement, les poussait sur cette voie, et qui continue. Comment le texte

exemplaire du R.P. Bigo, entièrement cité au chapitre précédent, ne donnerait-il pas au lecteur confiant amitié ou sympathie pour le communisme ? Une fois désarmée la vigilance de ce lecteur, il est une proie offerte aux propagandes des *centaines* de publications et d'organisations para-communistes que l'appareil soviétique entretient en France. Et c'est ainsi que des missionnaires rentrant de Chine peuvent entendre des catholiques français leur tenir ce langage abominable, relevé par le *Bulletin* :

« Vous, missionnaires de Chine, vous avez tout perdu avec le communisme, et c'est pourquoi vous lui en voulez tant... Vous n'avez pas su y faire, vous n'avez pas su manœuvrer, vous n'avez pas été assez malins... »

Les docteurs qui rédigent *Esprit*, la *Vie intellectuelle* et *L'actualité religieuse* sont trop intelligents et trop nuancés dans leur pensée, pour s'exprimer ainsi. Mais leurs lecteurs n'ont aucune raison de faire ce qu'ils ont retiré de telles lectures.

*
**

On méconnaît la nature et la méthode du communisme chaque fois qu'on le considère comme une solution, bonne ou mauvaise, acceptable ou affreuse au problème social, au problème colonial, aux problèmes économiques ou politiques. On le méconnaît quand on imagine que ses raisons ou ses prétextes et la source de sa puissance, viennent d'une organisation injuste de la société. Cela n'est vrai que par accident ou par occasion. Le communisme prend fondamentalement prétexte non point des injustices

sociales, mais des injustices inhérentes à la condition humaine, et c'est à elles qu'il apporte une solution. Il n'est pas une réponse au problème social, il est une réponse au problème du mal.

Au vieux problème du mal. A ce scandale permanent dans le monde du péché, la souffrance, le malheur, la mort. A ce scandale pour le monde, qui n'est supporté que par l'acceptation du mystère, et cette acceptation n'est pas seulement une position intellectuelle, elle est au bout de la prière et de l'humilité, elle est une grâce, et elle est chaque jour remise en question. Et cette acceptation, cette antique et immortelle résignation chrétienne, est elle-même menacée ou viciée par le pharisaïsme, par le consentement immoral aux injustices réformables, par l'endurcissement du cœur, par la mollesse ou la distraction que nous opposons aux appels de la Charité. Mais je ne vais pas vous exposer les règles d'or de l'Eglise qui donnent à chacun le moyen de déchiffrer l'univers et d'y trouver sa place. Demandez-les aux Dominicains de Paris. Ils les connaissent plus que moi. Et ils vous les diront infiniment mieux que je ne saurais vous les dire, le jour où ils voudront bien retourner à cette tâche, qui est leur mission, et ne faire que cela.

L'injustice sociale n'est que l'une des formes du mal, elle n'est qu'un chapitre de la souffrance humaine. Et les injustices que supporte le monde ouvrier ne sont qu'un territoire de l'injustice sociale. Même si l'on supposait que les injustices subies par le monde ouvrier sont exactement, en quantité et en qualité, telles que les décrit la propagande communiste (mais ce n'est pas vrai), et même si l'on trou-

vait le moyen de les supprimer toutes à la fois sans en créer d'aussi pénibles (mais c'est fort douteux), le communisme soviétique ne serait ni désarmé ni contraint de reculer. Simplement, il devrait modifier une fois de plus son point d'application et une partie de son matériel de propagande. Il n'aurait à changer ni sa méthode fondamentale, ni l'organisation essentielle de son appareil. Ce qu'il provoque, ce qu'il utilise, c'est la révolte en face de la souffrance ; et ce qu'il en fait, c'est l'anéantissement des consciences personnelles. Il est, si vous y tenez, une hérésie ou une Contre-Eglise, mais une Contre-Eglise qui se prémunit singulièrement contre les aspirations spontanées ou les retours en arrière de ses adeptes, car elle abolit en eux les réactions individuelles et les transforme en robots de son appareil.

Le communisme réduit des masses d'hommes à l'état de « matériel humain » avec beaucoup plus d'efficacité que ne le fit jamais l'esclavage antique en ses moments les plus barbares ou le capitalisme industriel à ses heures les plus dures. Je ne dis pas que cette réduction à l'état de matériel soit irréversible. Je ne dis pas que nous ne pourrions pas rester chrétiens en régime soviétique, si nous avons le courage de répondre à la grâce divine qui ne nous fera pas défaut. Je ne dis pas non plus que ce « matériel humain » ne conserve pas en lui une tendance permanente à retrouver sa conscience personnelle, cela dépend des cas. Je ne dis pas davantage que l'Empire des Soviets est incapable de se convertir : l'espérance nous en a été donnée à Fatima sous certaines conditions très précises, et l'Eglise, dont c'est le rôle, a accueilli cette espérance et garanti son authenticité. Mais je montre

le communisme soviétique tel qu'il est, et cela nous ouvre bien d'autres perspectives que celles de la revue *Esprit* et de la *Vie intellectuelle*, du R.P. Chenu ou de M. Beuve-Méry. Le communisme soviétique n'est pas une espèce de socialisme faisant alterner, selon les lieux et les moments, les méthodes réformistes et les méthodes révolutionnaires. Le communisme n'est jamais une « libération du prolétariat », il n'est ni une libération justifiée ni une libération excessive, ni une libération imparfaite, ni une libération trompeuse, il n'en a même pas l'apparence, il n'en a que la propagande occasionnelle, et le R. P. Bigo porte d'effroyables responsabilités intellectuelles.

*
* *

Esquissons au passage une mesure plus générale des choses, de la condition humaine et de sa « libération ».

Il n'existe ni liberté ni servitude absolue. On est toujours libre et toujours serf à l'égard de quelque chose. Le volume de cette liberté et celui de cette servitude ne peuvent se comparer quantitativement, on n'en peut faire la somme algébrique, positif et négatif additionnés, pour finalement se déclarer purement et simplement libre, ou plus libre que serf, ou en voie de libération absolue.

Ce qui compte, c'est la nature et la qualité des choses à l'égard desquelles on veut être libre, c'est la qualité et la nature de celles auxquelles on accepte d'être lié. L'homme n'a pas à opter entre la liberté et

la servitude, il n'a pas non plus à les composer ou les doser, mais à choisir où il situe sa servitude et où il situe sa liberté.

La religion du Christ, qui anime ce qu'il y a de « chrétien » dans une « civilisation », tend à rendre l'homme libre à l'égard des choses qui, en lui ou hors de lui, lui sont inférieures; elle l'affranchit autant qu'il sait le vouloir des tyrannies matérielles, celles des habitudes physiologiques, celles du vice et des passions, celles de la force brutale, celles de l'argent. Et cette liberté toujours mal assurée, toujours à défendre, toujours à reconquérir, cette liberté qui est celle de François d'Assise quand elle est complète, — cette liberté se fonde sur une servitude consentie au Vrai, au Bien, à Dieu

Le communisme libère l'homme de ce qui lui est supérieur : l'obéissance dans la famille, les autorités personnelles (légitimes ou illégitimes) dans la cité, la volonté et la loi de Dieu. Il n'a pas inventé cette émancipation, il a inventé un système tendant à l'assurer radicalement. Et cette émancipation abandonne l'individu à des servitudes matérielles incomparablement plus exigeantes et plus strictes que la ploutocratie elle-même, un étatisme total, la domination absolue des éléments les plus matériels, les plus impersonnels du pouvoir et de l'organisation, de la propagande mécanique et de l'économie inhumaine, sans parler de l'esclavage d'une sexualité sans âme et sans autre limite que les commodités du Parti et les nécessités de la production. Cette libération n'est pas une libération du prolétariat, simple instrument en l'occurrence, et davantage instrumentalisé que par le capitalisme le plus tyrannique, c'est la libération de

l'homme, j'ai dit laquelle, et au prix de quelle servitude. C'est, pour autant qu'il est possible à l'homme, la liberté de Lucifer, je l'écris sans métaphore.

Toute libération est au prix d'une servitude, — consentie ou imposée. Telle est l'alternative de la liberté, de chaque liberté. Il existe trente-six ou cinquante libertés, il n'en est pas une qui ne soit payée par un esclavage qui la conditionne et qui la rend possible. Cette alternative de la liberté est fondamentalement identique dans l'ordre collectif et dans l'ordre personnel, et saint Paul en a exprimé l'essentiel, en a donné la clé une fois pour toutes (*Épître aux Romains*, VI, 20-22) :

« Lorsque vous étiez *esclaves* du péché, vous étiez *libres* à l'égard de la justice... Maintenant vous êtes *affranchis* du péché et devenus *esclaves* de Dieu. »

L'alternative de la liberté est constante et immuable, dans les petites choses et dans les grandes. L'homme est un être dépendant, mais pas de n'importe quoi, ni de tout. Il peut choisir sa juste dépendance et sa juste indépendance. Par révolte, par erreur, par distraction, il accepte de dépendre de ce qui le défigure et l'avilit, ou même il ne s'en aperçoit pas...

*
**

Le communisme ne se serait pas installé aussi profondément qu'il l'a fait en France et en Italie s'il n'avait pu y profiter d'une grave décadence des mœurs et des idées.

Il utilise certaines traditions idéologiques, par exemple celles qui nous viennent de l'anti-cléricale-

lisme maçonnique. La carte, la simple carte électorale de l'influence communiste serait précieuse pour ceux qui en parlent à tort et à travers et s'obstinent à prétendre que le communisme naît de l'injustice sociale. Car cette carte coïncide très mal avec celle de la misère ou des bas salaires. Mais elle coïncide beaucoup mieux avec celle de l'influence que l'on appelait « républicaine » au XIX^e siècle, au temps où, avant comme après Gambetta, explicitement ou implicitement, les « républicains » se reconnaissaient essentiellement à leur sentiment que « le cléricalisme, voilà l'ennemi ». On sait, ou l'on devrait savoir, que la carte électorale de la France manifeste une remarquable stabilité, compte tenu des mouvements de population, et que les majorités successives sont dues à des variations de faible amplitude. Si les zones d'implantation communiste sont en règle générale celles qui étaient des zones d'implantation « républicaine » au sens strictement maçonnique et anti-clérical, cela doit bien signifier quelque chose.

C'est pourquoi j'invoque, parmi les causes qui ont favorisé le Parti communiste, certaines traditions idéologiques. Je dois pourtant ajouter, sans indulgence mais sans injustice pour ces traditions, que le communisme les défigure autant qu'il défigure tout le reste, y compris le socialisme, et que la « filiation logique » entre elles et lui, fortement marquée par les penseurs politique de droite, n'est pas aussi pleinement exacte qu'ils le croient. Il y a là une vérité (une part de vérité) fine et délicate, qui demande beaucoup de nuances, exige beaucoup de réserves, souffre beaucoup d'exceptions, et dont il

serait excessif de faire un théorème rigoureux. Les hommes de droite se sont plaints d'être tous systématiquement confondus les uns avec les autres, de Tardieu à Mussolini, en passant par Weygand, Franco, Maurras, Doriot, Brasillach, Darnand, tous indistinctement alignés sur l'hitlérisme et la Gestapo, tous accusés d'avoir « logiquement » la même doctrine, de nourrir les mêmes desseins, d'être les « conséquences logiques » les uns des autres. Ce n'est pas vrai, et ce n'est pas si simple. Mais les hommes de droite commettent souvent la même confusion systématique à l'égard de la gauche française. Quand je nomme certaines traditions idéologiques de gauche parmi les facteurs qui ont favorisé le communisme, je constate un fait, je ne porte pas une condamnation, et je laisse entier le problème des responsabilités.

Je désigne aussi les mœurs. On n'en parle jamais à ce chapitre. Leur décadence a joué, elle joue chaque jour un rôle capital. La conscience professionnelle, l'attention au devoir quotidien, l'obéissance civique, le respect de la parole donnée, le refus du mensonge, l'honnêteté dans la famille et dans la cité sont autant d'obstacles aux perversions morales qu'utilise et que développe le communisme. Ces obstacles, souvent, ont mal résisté : ils étaient devenus débiles.

M. Albert Béguin dit avec mépris d'un propos semblable qu'il est « moralisateur ». Non, il ne l'est pas : je n'imagine nullement relever l'honnêteté générale en parlant de l'honnêteté. Je n'en parle que pour constater qu'elle a faibli, sous toutes ses formes et presque partout, et que cet affaiblissement facilite singulièrement les entreprises communistes. Mais je

sais bien que les sources de la morale sont ailleurs que dans les discours de morale.

La maladie morale et mentale de la collectivité française n'est pas d'aujourd'hui, et ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on envisage, fort bien ou fort mal, les moyens d'une réforme intellectuelle et morale: il n'a manqué que de la mener à bien, ou même de la commencer. Car il y fallait plus que des projets longuement exposés, il y fallait un moteur, et ce moteur n'est ni de la morale ni de l'intelligence, mais de l'âme. Les vertus les plus humbles sont maintenant celles qui font le plus mortellement défaut aux plus grands desseins. Sainte-Thérèse de Lisieux et la Vierge de Fatima n'ont pas prêché la croisade, mais le réapprentissage par chacun du devoir de chaque jour. C'est pour notre temps le message dont il a besoin.

*
* *

L'organisme français souffre d'une maladie qui est d'ordre spirituel. Cette maladie est à l'origine de toutes les faiblesses, de toutes les erreurs, de toutes les révoltes qu'utilise le communisme. Ceux qui travaillent à une guérison spirituelle ont entièrement raison, surtout s'ils n'oublient pas qu'une telle guérison, pour être réelle, doit être opérée par chacun et d'abord sur soi-même.

Mais cet organisme malade, même s'il n'est pas guéri, doit aussi être défendu. Et c'est le rôle modeste, mais nécessaire, du combat politique quoti-

dien contre le communisme. Je n'en tirerai point argument pour convier tous les Français à y apporter leur renfort: la politique est utile à tous les membres de la cité, comme la fabrication du pain, mais tous n'ont pas la vocation de la politique ou de la boulangerie ; certains même ont des vocations plus hautes dont ils ne doivent se distraire à aucun prix. Simple-ment, ne tirez pas sur les boulangers ni sur les politiques qui font leur métier.

Août-Décembre 1954.

POSTFACE

de la seconde édition

A la page 10 de la première édition, il était dit que Mme Sauvageot est une ancienne militante communiste. Mme Sauvageot a formellement affirmé, devant témoins, qu'avant sa conversion au catholicisme elle n'était pas communiste, mais radicale-socialiste. Voilà donc un faux mystère d'éclairci.

Il y avait apparence de mystère, car les communistes qui se convertissent au catholicisme ne se comportent jamais comme Mme Sauvageot. Ils ne gardent aucune nostalgie du Parti. Ils sont insensibles aux mirages de la collaboration. Leur attitude est exactement à l'opposé de celle d'un catholique qui se convertit au marxisme. Ils repoussent toutes les formes de non-résistance spirituelle et politique au communisme. Ils sont clairement et activement « anti-communistes ». Leur expérience du Parti, éclairée par la foi chrétienne, leur fait voir que l'organisation communiste est un système d'asservissement et de destruction des consciences, avec lequel aucun compromis n'est possible. Il manque effecti-

vement à Mme Sauvageot d'avoir été communiste plutôt que radicale-socialiste avant sa conversion. Si elle l'avait été, elle ne reprocherait pas aujourd'hui à l' « anti-communisme » d'être trop résolu, mais de ne l'être pas assez.

*
* *

Mme Sauvageot, M. Beuve-Méry, le R.P. Boisselot et leurs commensaux ordinaires du mardi ont jusqu'ici refusé le dialogue et le débat publics. Mais je sais fort bien ce qu'ils en pensent, ce qu'ils en disent et ce qu'ils me répondraient.

Ils me répondraient que les entreprises de presse de la « Société du Temps présent » ne sont pas si riches que cela, comparées à la Bonne Presse. Ils me répondraient qu'ils déjeunent ensemble tous les mardis, mais que c'est une réunion amicale et non un complot. Ils me répondraient qu'ils sont loin d'être d'accord sur tout, ce qui serait d'ailleurs une réponse inutile, car je l'ai moi-même noté (page 24). Ils me répondraient qu'ils ne reçoivent pas d'ordres de M. Beuve-Méry, ce qui est probablement exact, un chef d'orchestre n'étant pas un adjudant : et si vous allez au concert, vous pouvez constater que les musiciens jouent la plupart du temps sans seulement regarder le chef d'orchestre. Mais si vous l'enleviez, il n'y aurait plus de concert du tout.

Ils me répondraient que, M. Beuve-Méry mis à part, ils se tiennent à l'écart de la « politique » et n'ont qu'un souci religieux. Admirable réponse qui explique en effet tout leur comportement. Ils ne combattent pas la politique communiste : c'est une affaire « poli-

tique » précisément, qui ne les concerne donc pas. Et d'autre part ils condamnent la politique anti-communiste, spécialement « de droite », parce qu'elle choque leur religion et « compromet » l'Eglise avec le « capitalisme ». C'est bien commode. Et cela tendrait à confirmer qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans leur religion, ou dans l'usage qu'ils en font.

Ils me répondraient qu'avoir fait figurer le nom de M. Beuve-Méry dans le Comité de direction de L'Actualité religieuse était une erreur de leur part : et je suis bien de leur avis. J'ajoute que c'était une erreur parfaitement inutile : aussi inutile que de mettre des galons sur les manches ou des étoiles de maréchal sur le bâton du chef d'orchestre.

S'ils me répondaient tout cela, et d'autres choses encore, s'ils me répondaient publiquement comme est publique mon interpellation, s'ils me répondaient devant ce public catholique qui s'inquiète, non sans raisons, et qui a le sentiment grandissant que des explications circonstanciées lui sont dues, alors je pourrais faire état de leurs réponses, et les discuter comme elles le méritent.

Mais ils ne répondent rien. (Car ce n'est pas répondre que de chuchoter en privé, dans ma direction et à mon intention, des esquisses de répliques). Ils ne produisent pas non plus les motifs de leur silence public. Ils avaient envisagé un moment d'invoquer un prétexte : que je suis classé « à droite », ou « trop à droite », du moins à ne considérer que les publications dans lesquelles il m'arrive d'écrire. Mais cette manière de « juger le fruit à l'arbre », un peu trop visiblement contraire au précepte évangélique, leur ferait plus de tort qu'à moi. Alors ils ne répondent

rien, et ils ne disent même pas pourquoi ils ne répondent rien.

Ce n'est pas moi, en tous cas, qui ai introduit ces mœurs, étrangères entre catholiques, nouvelles dans l'histoire des doctrines, selon lesquelles les docteurs ne répondent plus aux objections.

*
**

Le jour même, le 10 mars, où paraissait en librairie la première édition du présent livre, M. Beuve-Méry publiait dans Le Monde un article anonyme, attribué à un ecclésiastique, qui, à propos de la condamnation de La Quinzaine, prêchait simultanément la confiance envers les communistes et la méfiance à l'égard du Pape. A ce point de confusion organisée, tout redevient très clair.

M. Beuve-Méry, qui est extrêmement agressif et méprisant à l'égard des personnes chaque fois qu'il écrit, mais qui est extraordinairement susceptible en face des critiques qui le concernent, répondrait peut-être, s'il répondait, que mon jugement sur l'article du 10 mars est « excessif » et « injurieux ». Je ne crois pas qu'il puisse récuser l'imputation d'une méfiance délibérée à l'égard du Souverain Pontife, — une méfiance qui ne reste ni secrète ni muette, qui fait du prosélytisme, qui cherche à s'insinuer dans les esprits. Mais il contesterait, je le sais, la « confiance » envers les communistes.

L'article en question suffit pourtant à en donner une démonstration immédiate. Il parle de « constater un accord avec les communistes sur des objectifs déterminés » : la lutte contre le réarmement alle-

mand, contre les armes atomiques, contre l'exploitation capitaliste et colonialiste.

Telle est précisément la confiance que j'incrimine.

Pour croire et dire que les communistes combattent le réarmement allemand, même celui de l'Allemagne de l'Est, même celui d'une Allemagne réunifiée sous contrôle soviétique, il faut accepter une équivoque de propagande qui est une imposture, et faire confiance à un mensonge.

Croire et dire que les communistes s'opposent aux armes atomiques et thermo-nucléaires, même celles des Soviets, c'est pareillement cautionner un mensonge, et lui faire confiance.

« Constaté un accord » avec les communistes contre l'exploitation colonialiste et capitaliste, c'est croire et dire que le communisme atténue ou supprime cette exploitation, alors qu'au contraire il la renforce à son profit dès qu'il est au pouvoir, c'est encore et toujours faire confiance à un mensonge, et s'en porter garant.

Je dis et je répète que M. Beuve-Méry, en publiant l'article terriblement explicite du 10 mars comme dans toute son action politique et religieuse, propage cette confiance-là envers les communistes, et en même temps une méfiance extrême à l'égard du Pape. Cette confiance et cette méfiance sont exactement complémentaires.

Je défie M. Beuve-Méry de s'en expliquer devant les catholiques français.

Le défi est public ; et il ne pourra être étouffé : il en est déjà à sa seconde édition.

Il n'existe qu'un « accord » que les catholiques puissent « constater » avec les communistes. C'est M. François Mauriac qui l'a noté d'un trait définitif ; mais c'était avant le déluge : en 1933, le 25 août, dans l'hebdomadaire belge Soirées. Voici ce Mauriac oublié :

« Les catholiques s'accordent avec les communistes pour déclarer que le communisme est essentiellement l'antéchrist ; et ils en concluent qu'il ne peut rien y avoir de bon en lui, puisque ce qui en paraît bon sert à tromper et à perdre les âmes. »

Ce qui en paraît bon sert à tromper et à perdre les âmes... Je livre cette anticipation mauriacienne au R.P. Boisselot, à Mme Sauvageot et à M. Hubert Beuve-Méry.

22 mars 1955.

TABLE DES MATIÈRES

I — Au Petit Riche.....	7
II — Géographie physique.	23
III — La révolution stalinienne.....	41
IV — Si l'Évangile est vrai.....	67
V — L'erreur organisée.	77
VI — Le rêve dangereux.	93
VII — Les procédés injustes.	109
VIII — Opportunisme passionnel.	119
IX — Un texte du R. P. Bigo.....	143
X — Le problème du mal.....	163
<i>Postface de la seconde édition</i>	183

WITHDRAWN

06 / 27 / 2017

SAINT LOUIS UNIVERSITY

HX 536 .M325 1955

Madiran, Jean.

Ils ne savent pas ce qu'ils
font

Binder

Date

SAINT LOUIS UNIVERSITY - PIUS LIBRARY

xpgen HX536.M325 1955

Madiran, Jean.

Ils ne savent pas ce qu'ils font



210-004550738